

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
PRIX DU BLÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

JOSEPH VIGUERIE



PAU

G. LESCHER-MOUTOUÉ, IMPRIMEUR
11, RUE DE LA PRÉFECTURE, 11

—
1900

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
PRIX DU BLÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le vingt-cinq Mai 1900, à 2 h. 1/2.

PAR

JOSEPH VIGUERIE

Président : M. SOUCHON.

Suffragants { MM. CAUWÈS.
 DESCHAMPS. } *professeurs*



PAU

G. LESCHER-MOUTOUÉ, IMPRIMEUR

11, Rue de la Préfecture, 11

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Pour vivre, il faut gagner sa vie ; et parce qu'en principe toute existence vaut la peine d'être vécue, et « parce que dans ce monde même il y a à coopérer avec Dieu » la rémunération accordée au travail de l'homme doit être large et suffisante. Aussi les questions relatives aux salaires revêtent-elles un caractère réel de gravité ; elles dominent et absorbent les problèmes touchant l'industrie.

Nous les retrouvons d'ailleurs en matière agricole, sous un autre nom, il est vrai, si nous considérons la population importante en France des petits propriétaires fonciers. Dans ce dernier cas il s'agit en effet du prix des produits fournis par le travail appliqué à la terre, de la rente de cette terre.

Nous essaierons ici de démêler les multiples éléments qui concourent à fixer le prix du plus important de ces produits : de celui du blé. La question est complexe ; différents facteurs entrent en scène et l'action de chacun varie avec le temps. Ce n'est donc point à l'étude d'une récolte spéciale, que l'on doit s'attacher si l'on veut pouvoir donner à son appréciation une portée générale. Bien au contraire, il faut recueillir, de ci, de là, des renseignements, cherchant à saisir le jeu des influences diverses, non dans une année déterminée, mais durant une certaine période. C'est ce que nous avons fait dans ce travail.

Nous y traitons du prix du blé en France. Il nous était impossible cependant de nous désintéresser de l'étude de ce même problème à l'étranger et de refuser de précieux enseignements, parce qu'ils provenaient de constatations faites en dehors de nos frontières. Le pays n'a pas le pouvoir de s'isoler, de se retrancher derrière les barrières douanières. De la fertilité des terres voisines ou même éloignées, du caractère des législa-

tions en vigueur chez elles, il éprouve le contre-coup. En essayant de trop les restreindre, nos recherches eussent été incomplètes. Nous avons donc puisé aux sources étrangères, touchant souvent à de vastes questions, qui ont déjà provoqué, à elles seules, chez de nombreux écrivains, d'importants travaux.

Mais, tandis que nous collectionnions ces documents, notre pensée première ne s'est point modifiée et c'est bien à l'étude du prix du blé en France, que nous désirions aboutir, au paysan de France, que nous portions surtout intérêt.

Les avis des agriculteurs et économistes, ayant spécialement étudié la question du prix du blé, peuvent se ranger en trois catégories : Une rupture d'équilibre dans la production et par conséquent dans l'offre du blé, telle est aux yeux de plusieurs la raison suffisante, à elle seule, pour expliquer la baisse des cours. Pour d'autres, dans la crise métallique réside la cause première, le germe du mal ; d'une modification de valeur dans la monnaie qui sert à exprimer le prix des marchandises et non du changement de valeur de cette marchandise elle-même, découle l'avilissement des cours. Enfin, aux yeux de beaucoup, (et c'est la troisième opinion) le mécanisme de l'offre et de la demande, faussé par le jeu et la spéculation, ne provoque plus que des prix artificiels.

Ces trois théories contiennent une part de vérité qu'il serait difficile de leur nier ; exagérées, si on les considère séparément, en les rapprochant elles se complètent et ne s'excluent pas. Chacune, à notre avis, joue un rôle dans la formation des prix ; mais toutes aspirant à remplir le plus important, la difficulté consiste dans leur classement.

Nous essaierons de faire ce classement. Etant dans l'impossibilité d'approfondir chacune des parties d'un aussi vaste sujet, nous nous proposons, avant tout, d'avoir de la question une vue générale et d'en ordonner les différents éléments.

CHAPITRE I

La Production

Y a-t-il actuellement surproduction ? — Cette surproduction peut-elle facilement se réaliser dans l'avenir ? — De l'accumulation des approvisionnements de blé en certaines régions.

La valeur d'une marchandise résultant de l'action combinée de deux facteurs distincts, l'abondance de cette marchandise d'une part, l'intensité du désir chez le consommateur d'autre part, il faut, l'avilissement des prix étant constaté, en rechercher la cause dans une rupture d'équilibre entre ces deux éléments, entre l'offre et la demande. La surproduction du blé semble l'explication naturelle et simple du phénomène ; il est donc juste de porter, dès le début, la discussion sur ce point.

Mais voici qu'à peine entrés dans l'étude du prix du blé en France, nous nous voyons contraints de franchir nos frontières pour examiner cette même question à l'étranger. Le temps n'est plus, en effet, où M. Rouher pouvait se fier à la protection des distances pour défendre nos intérêts agricoles et industriels. Aujourd'hui, ces distances n'existent pas ; les marchés se rapprochent de plus en plus ; de plus en plus, ils deviennent solidaires les uns des autres (1). Constater

(1) Au XIII^e siècle, d'après M. d'Avenel, le prix de l'hectolitre de froment oscille entre 87 centimes dans l'Eure, (1180) et 43 fr. 50 dans le pays du Bas-Rhin (1197). Dans la seule province de Normandie, il se vend 4 fr. 50 dans le pays de Caux, 10 fr. à Mortain et 16 fr. dans le Cotentin. — En 1846, les différences s'élevaient en France de 10 à 12 fr. par hectolitre d'un département à un autre. D'après M. de Foville, le blé, en 1847, se payait 29 fr. dans l'Aude et 49 fr. dans le Haut-Rhin.

une surproduction en France, ou une production suffisante pour la consommation nationale, deviendrait un fait de minime importance, si nous devions ignorer la cote arrêtée à la Bourse de nos concurrents.

Or, à l'étranger comme en France, les blés se cotent bas ; nos voisins d'Europe s'en plaignent, on s'en plaint aussi de l'autre côté de l'Océan, aux Etats-Unis par exemple. En 1893, une enquête poursuivie par le gouvernement de ce dernier pays auprès de 25.000 fermiers (enquête contrôlée par une contre-enquête auprès de 4.000 experts) arrive à démontrer que le prix de revient moyen du blé pour l'ensemble des Etats-Unis est de 11 dollars, 69 cents par acre, ce qui correspond à 151 fr. 97 par hectare. Le produit brut étant de 145 fr. 33, l'agriculteur éprouvait une perte de 6 fr. 64 par hectare : « Avec les prix actuels on n'a plus d'utilité que pour la culture des terres les plus fertiles et de celles qu'on défriche à l'ouest du Mississipi. A l'est de ce fleuve, en quinze ans, on a eu une diminution dans les surfaces emblavées de 1.813.000 acres ou de 20 % » (1). De ce fait, on ne peut s'étonner puisque l'hectolitre qui valait à New-York en 1883 : 21 fr. 60, se cotait au moment de l'enquête 13 fr. 40 et descendait même beaucoup plus bas l'année suivante. En Europe, sur la place d'Odessa, le prix du blé par poud en copecks or était en moyenne pour la période 1860-1873 : 94.90 ; pour la période 1874-1890 : 86,65 ; pour la période 1890-1895 : 52,24 (2). A Anvers, aux portes de la France, on constate la même baisse ; à Londres, les statistiques de M. Sauerbech peuvent être présentées comme un résumé de ce mouvement général (3). Il est universel en effet ; à sa suite, il entraîne les cours d'un marché particulier, d'une région, d'une nation, ceux de notre France. Sa masse énorme a facilement raison des barrières douanières,

(1) Rapport du Dr Oreste Bordiga au congrès de Buda-Pest.

(2) Chiffres fournis par M. Léon-Louis-A. Raffalovich au congrès de Buda-Pest.

(3) Voir le graphique que nous reproduisons page : 35.

elle pénètre partout. Aussi, devons-nous étudier la surproduction, non plus seulement considérée chez nous, dans l'enceinte de nos frontières, mais la surproduction de par le monde.

Le problème, ainsi posé, semble devoir être facilement résolu par un simple rapprochement de chiffres : l'augmentation dans la production universelle du blé correspond-elle à un accroissement dans la population ? Et à cette question, la réponse en effet a été donnée. Non, il n'y a pas surproduction. Dans la décade de 1875 à 1884, la récolte moyenne de froment et de seigle par année a été de 2.800.000.000 (en bushels). Dans la décade 1885-1894, elle monte à 3.000.000.000. A chaque tête de population, il revenait dans la première décade 7,08 bushels et 6,84 bushels dans la seconde. Tels sont les chiffres cités, d'après Broomhall, au congrès de Lausanne, par le Dr Laur. M. E. d'Artois conclut dans le même sens ; voici la suite de son raisonnement : de 1810 à 1886 la population du monde s'est accrue d'environ 10 millions, 500.000 hommes par an. De 1888 à 1895, en éliminant l'année la plus haute 1894 et l'année la plus basse 1889, la production moyenne annuelle du blé a été de 827 millions d'hectolitres. Si la progression dans l'augmentation de la population a suivi la même marche, le monde a dû compter en 1896 : un milliard, 577 millions d'individus. « Si en 1888, il suffisait de 799.228 millions pour satisfaire à tous les besoins, en admettant que ces besoins n'augmentent pas, ce qui est inadmissible, c'est 838 millions d'hectolitres qui sont nécessaires pour la consommation du monde. L'année 1895 donne 845 millions et peut certainement être considérée comme une année moyenne. La surproduction serait de 7 millions d'hectolitres. Est-ce là une surproduction ? Certes non. »

M. G. Blondel, dans un compte-rendu du congrès de Buda-Pest, devant la société d'Economie sociale, résume l'opinion générale sur cette question de la surproduction et dit : « On s'est mis d'accord pour reconnaître que la récolte annuelle du blé sur toute la surface du globe ne

dépasse pas 800 à 900 millions d'hectolitres (1). Or, pour une population de 1.500 millions d'habitants, cela ne ferait que 60 litres de blé par tête, ce qui en poids représenterait 45 kilos de pain par an et par habitant : soit 127 grammes par jour ; à supposer que les deux tiers des habitants du globe ne mangent pas du blé, cela ne ferait que 371 par personne et par jour. Il est donc difficile de croire qu'il y a actuellement surproduction du blé dans le monde. »

C'est bien l'opinion qui semble devoir être adoptée, quoique les statistiques agricoles ne soient pas en droit de passer pour des interprètes toujours fidèles de la vérité. Accordons-leur néanmoins un certain crédit ; elles ne peuvent prétendre à l'exactitude mathématique, mais elles indiquent cependant un état de choses, qu'il serait injuste de nier.

En tout cas, la statistique ne nous présente qu'un tableau des stocks existants sur les marchés du monde. Elle ne nous parle pas de ces terres encore incultes, attendant le labeur de l'homme pour lui fournir leur contingent de récoltes ; elle omet de signaler ces régions d'Europe et du Nouveau-Monde abandonnées par le cultivateur, fuyant les champs pour aller chercher ailleurs une rémunération à son travail. Par une hausse du prix du blé, rendez un peu d'espoir à ce découragé et vous provoquerez son retour au pays. Un surplus de production facilement et toujours possible, voilà qui peut en ces temps de concurrence à outrance expliquer (du moins en partie) l'avilissement des cours. Si les prix se relevaient sensiblement, on constaterait le défrichement des terres nouvelles, l'ensemencement des champs abandonnés parce que la rente en était médiocre. En fait, non en droit, la valeur d'un objet est en raison du désir de l'acheteur ; et certes à ce point de vue, le blé devrait s'estimer à un prix élevé, tant qu'il existera des hommes

(1) D'après l'enquête du ministère de l'agriculture en France, la moyenne annuelle de la production du blé de par le monde serait pour la période 1888-1896 de 641.262.000 quintaux.

ayant faim. Mais ce désir lui-même, lorsqu'il n'est pas satisfait, semble trouver sa mesure dans le degré de difficulté qu'il rencontre, pour obtenir l'objet convoité. Or nous prétendons qu'ici la difficulté est de minime importance : une hausse relativement faible dans le cours du blé suffirait pour en augmenter et en développer la culture.

Dans son rapport au congrès de Buda-Pest, le Dr Oreste Bordiga nous promène à travers ces pays, grands producteurs de blé ; il étudie et s'applique à révéler l'importance qui leur est destinée dans le commerce des céréales. A titre d'exemples, nous citerons quelques-unes des constatations relatées par lui (avec quelques chiffres tirés de sources différentes).

Le *Dominion du Canada* est un pays à grande production de blé. En 1888, il produisait 8.979 milliers de quintaux ; en 1892, 13.104.000 ; en 1895 : 15.463.000 ; en 1896, 10.800.000 (1). « Il y a encore une grande extension colonisable. Toute la région du Pacifique (Colombie anglaise), qui jouit d'un climat relativement favorable, est très peu habitée et ne compte pas encore pour l'exportation. » En 1893, la *République argentine* avait pour 96 millions de terres cultivables non encore défrichées. Cette même année, elle avait déjà un excédent d'exportation de 10.622.141 quintaux. Dans une de ses provinces, on a vendu jusqu'à 10.000 hectares pour 28 pesos papier ou 46 fr. 60 en or. — Les *colonies australiennes*, la Tasmanie, la Nouvelle-Zélande, sont peut-être appelées à jouer un rôle de plus en plus important, dans ce commerce international. Leur territoire (8.220.000 k².) n'est aujourd'hui occupé que par 4.400.000 habitants.

Le *Chili*, l'*Uruguay*, s'imposent aussi à l'attention ; l'Uruguay produisait 816,000 quintaux en 1888 ; 2.176.000 quintaux en 1896. — Les fermes ou exploitations n'occupent aux *Etats-Unis*, d'après M. Levasseur, que la

(1) Ces chiffres sont fournis par l'enquête décennale du ministère de l'agriculture.

moindre partie du territoire considéré dans son ensemble. « D'après l'Album of agricultural statistics of the United States, publié en 1891, elles constituaient moins du tiers de la surface totale : 28 %. D'après le Censur de 1890, elles occupent exactement le tiers de ce territoire. Comme un peu plus seulement de la moitié de leur superficie est en culture, il n'y a en réalité que 22 % du territoire des Etats-Unis qui soit cultivé. » Et cependant les exportations en céréales tendent à diminuer ; pourquoi, si ce n'est parce que les farmers ont rencontré sur le marché la concurrence des pays nouveaux, plus jeunes et par conséquent plus forts pour la lutte. On exploite en effet déjà aux Etats-Unis, nous l'avons dit, presque tous les terrains de première qualité ; à force de produire, ces derniers s'usent et se fatiguent. A la culture extensive des terres vierges, il faut donc faire maintenant succéder une culture intensive, plus coûteuse ; et, pour acheter des engrais, comme pour entamer l'exploitation des fermes de second choix, on doit pouvoir escompter un prix rémunérateur. Les cours du marché restant stationnaires, les exportations de blé de ces régions iront probablement en décroissant dans l'avenir. Mais qu'il y ait au contraire un mouvement prononcé vers la hausse, et l'espoir du gain provoquera chez le farmer de nouveaux efforts.

En Europe, les *pays danubiens* (Roumanie, Bulgarie, Serbie) peuvent encore augmenter aisément leur production, déjà pourtant importante (19,000.000 quintaux en 1896). Dans le district de Nisch (Serbie), la superficie des terresensemencées en blé, orge, maïs, a considérablement augmenté en 1897-1898 (1). On relève pour le blé seulement un excédent de 20.000 quintaux sur la récolte de 1897. Dans le district de Semendria, la récolte des céréales a donné le double de la production précédente. De même dans le district de Chabatz. — En Russie, la région du « tchernoème » (ou de la terre

(1) Réforme économique.

noire) est réputée par sa production de blé. La culture y est tout à fait extensive. La récolte moyenne ne dépasse pas, pour le blé, les 8 ou 9 hectolitres par hectare ; la partie européenne de l'empire a une superficie de 5.390.000 kil². avec presque 100 millions d'habitants, c'est-à-dire avec 18 à 19 personnes par kilomètre². Presque la moitié de cette étendue est occupée par le tchernozyème ». Et, remarque intéressante, le gouvernement russe favorise les exploitations agricoles, en donnant 15 à 16 hectares à tout chef de famille qui promet de s'établir (1). De fait, la Russie occupe aujourd'hui le premier rang avec les Etats-Unis, dans le commerce du blé. En 1885, son excédent d'exportation montait à 19.952.000 quintaux ; en 1895, il s'élève à 39.650.000 quintaux ; en 1896, à 35.988.360 quintaux (2) ; en 1897, il augmente de 1.400.000 quintaux.

Voilà quels sont nos concurrents d'aujourd'hui, et ceux qui nous attendent demain ; nouveaux venus sur le marché du monde ou peuples arriérés, ils semblent jeter le défi à des nations mieux fournies en capitaux, familiarisées depuis longtemps déjà avec les découvertes scientifiques. Et dans cette lutte, la culture extensive doit l'emporter sur la culture intensive ; une terre, qui produit peu mais ne coûte presque rien, vaut mieux qu'une terre plus fertile à laquelle un gros capital a dû être consacré.

La distance qui nous sépare de ces concurrents, nous l'avons déjà remarqué, ne pourra retarder l'arrivée de leurs produits ; l'invasion aura lieu infailliblement du jour, où le marché l'attirera par un gain suffisant. « Actuellement, disait M. Méline, il en coûte moins pour

(1) Aux Etats-Unis, le gouvernement cède aux cultivateurs 160 acres (64, 8 hectares) ou 80 acres après 5 ans de résidence et de culture de cette terre. Le total des terres ainsi aliénées dans l'espace de 25 années, de 1866 à 1893, s'est élevé à 135 millions d'acres, soit 55 millions d'hectares, superficie plus grande que celle de la France entière. — Levasseur.

(2) Enquête du ministère de l'agriculture.

transporter une tonne de blé de New-York au Havre que pour l'expédier de Paris à Marseille. » Aussi, parlait-il, non plus de l'évolution, mais de la révolution, qui s'est accomplie dans les moyens de transport. Nous n'avons pas l'intention de dresser ici un tableau complet des progrès accomplis dans cette branche de l'industrie ; quelques chiffres extraits de nombreuses et importantes statistiques suffiront pour indiquer l'immense chemin parcouru en cette voie depuis quelques années (1).

Aux Etats-Unis, c'est surtout dans le prix de transports faits à l'intérieur, que la baisse est à signaler. Le transport par chemin de fer de Chicago à New-York (1.467 kilomètres) revenait à 5 fr. 39 par hectolitre en 1858 ; à 2 fr. 13 en 1892, ce qui équivaut à 0 fr. 00161 par tonne kilométrique. Le transport d'un boisseau coûte : 30 cents, 49 en 1868 et 12 cents 32 en 1897. Par eau, ce même voyage (plus de 1.500 kilomètres) revient à un franc par hectolitre. « En 1867 pour le prix d'un boisseau de froment, on pouvait faire transporter 5 boisseaux 77 de Chicago à New-York ; en 1897 : 17,24 ; c'est environ le triple. » La longueur des voies ferrées, qui était en 1860 de 30.626 lieues anglaises, s'élevait en 1892 à 175.224 lieues. D'autre part une navigation fluviale à vapeur met en communication la Nouvelle-Orléans, les grands lacs et l'Atlantique.

Le Canada compte 30.000 kilomètres de chemin de fer ; l'Argentine 13.000 ; les colonies australiennes 20.000. Les Indes anglaises avaient en 1860 une longueur de voie ferrée de 836 lieues ; en 1892 elles en possédaient 18.459. La Russie en 1860 était sillonnée par 1.491 wersstes de voies ferrées ; en 1880 par 21.221 werstes ; en 1892 par 27.814. Dans ces pays, notamment dans ce dernier Etat, il faut escompter de nouveaux progrès ;

(1) Nous avons pris ces renseignements dans le livre déjà cité de M. Levasseur, dans les rapports de MM. Bordiga et Juraschek, au congrès de Buda-Pest, ainsi que dans les statistiques publiées en 1898 par le ministère de l'agriculture aux Etats-Unis.

l'empire russe n'avait, en ces dernières années, que trente mètres de chemin de fer par 100 habitants, tandis que les Etats-Unis en comptaient 4.460. Déjà les grands fleuves du versant méridional sont de bonnes voies de communication ; aujourd'hui la construction du Transibérien va donner à l'agriculture un nouvel essor, le chemin de fer (le fait a été constaté en Amérique) précédant et attirant le colon (1).

La même décroissance des prix se constate, si l'on considère le coût de transport du blé jusque dans les places importantes de notre marché d'Europe. D'après M. Eug. Marie, le frêt de 100 kilogrammes de blé de Chicago à Liverpool était en 1875 de 30 fr. ; en 1880 de 22 fr. 575 ; en 1885 de 13.850 ; en 1892 de 11.250 et la baisse continue. A noter le frêt de San-Francisco au Havre qui est tombé, de 78 fr. 10 la tonne en 1880 à 46 fr. 85 en 1890. En 1894 M. Atknison rappelait « que dans son enfance le boisseau de blé doublait de prix pour un trajet de 150 milles, tandis que aujourd'hui le pain de 4 livres que mange l'ouvrier anglais n'est grevé que de 2 liards pour le transport du Minesota à Liverpool. » — « Le frêt d'Odessa à Hambourg était de 16.57 marks en 1883 et de 10.04 marks en 1895, ce qui permet de réduire les prix de 65 pfennigs par quintal métrique. Dans les ports ottomans, le frêt a fléchi depuis 1875 de 66.89 marks à 42.23 marks.

Le progrès amène le progrès. Les facilités nouvelles dans les moyens de transport provoquent des améliorations dans les usages commerciaux. Telles sont, aux Etats-Unis, les constructions d'élévators. M. Levasseur nous montre ses immenses magasins, échelonnés le long des cours d'eau, des voies ferrées, à côté de chaque gare. Dans ces réservoirs (les county elevator) l'agriculteur vient déverser sa récolte, et reçoit en échange un certificat, un warrant. Puis le blé, trié, nettoyé, est trans-

(1) Il faut en dire autant de la suppression de transportation en Sibérie (voir le *Journal des Débats* du 23 mai 1899).

porté dans un nouvel entrepôt plus important. Du county elevator, il va au terminal elevator, sur les places des grands marchés. Grâce à une ingénieuse organisation, ces nombreux transbordements s'effectuent avec célérité. D'après Rossi, à Chicago et à New-York on décharge 10 à 16 mille bushels par heure au prix de 0,24 par 100 kilogrammes ; en Europe seulement 20 bushels par heure à un prix double et triple de celui de l'Amérique.

Cet exemple, donné par les Etats-Unis, sera certainement suivi par d'autres pays exportateurs, prenant de plus en plus conscience de leur puissance, et le danger de la concurrence en sera accru. Dès à présent, la Russie se propose de copier la mode américaine. Jusqu'ici, le blé de ses agriculteurs, amassé en tas « d'une hauteur parfois de plusieurs étages », « mêlé à de la terre et autres impuretés, n'a joui d'aucune faveur sur le marché. Il s'est détérioré, et vendu même jusqu'à 5 et 10 % au dessous du prix du grain américain ». Nettoyé et trié, il est au contraire supérieur à ce dernier. Dans un article publié dans la « revue politique et parlementaire » (1). M. Maurice Block signalait l'existence de 69 magasins publics (elevators), la plupart placés sous la surveillance de l'Etat russe et d'autres, paraît-il, sont en construction. Ce sont là des exemples du progrès qui s'accomplit chaque jour, de celui aussi qui s'accomplira dans l'avenir. Ce progrès rend la concurrence active et acharnée, en fournissant des armes nouvelles aux partis qui se disputent le marché.

A-t-il dès à présent produit la surproduction du blé ? Non, sans doute ; mais du moins il en rend l'hypothèse de plus en plus fondée ; de plus en plus il en facilite la réalisation. Pour apparaître, les sots nouveaux n'attendent peut-être que le signal de la hausse ; désirant parvenir jusqu'au consommateur, ils trouveront alors des modes de distribution, dont le perfectionnement

(1) Revue pol. et parlem. du 10 février 1899.

s'affirme tous les jours. Ils envahiront donc nos places, car l'attrait sera grand et l'obstacle bien faible.

L'accumulation des marchandises peut d'ailleurs se produire dans une région déterminée et donner à celle-ci l'illusion d'une surproduction ; la facilité des moyens de transport a rendu de bons et de mauvais services ; utile et bienfaisante si on l'emploie en vue du bien public, elle devient, entre les mains de la spéculation, un merveilleux instrument pour faire croire à une abondance, en réalité souvent factice et écraser les cours d'un marché. Nous réservons l'étude de cette question à un autre chapitre.

Mais dès à présent une remarque s'impose : qu'un peuple restreigne sa propre consommation et qu'il exporte à l'étranger les économies ainsi prises sur son alimentation, peut-être en résultera-t-il, pour l'état importateur, une surabondance de blé. Les statistiques nous ont indiqué sans doute le nombre approximatif d'hommes existant sur la terre ; mais elles ne nous renseignent pas sur la puissance de consommation de chacun. A ne considérer que le chiffre de ceux qui peuvent se nourrir de froment, à ne juger que de l'intensité de leurs besoins, il n'y a pas de surproduction, il faut bien le reconnaître. Combien en effet y a-t-il de gens ayant faim et qui manquent de pain, combien de peuplades s'alimentant encore de céréales de second ordre. Le niveau de leur bien-être étant encore trop bas pour leur permettre de participer au banquet les voilà contraints d'abandonner leurs parts de blé qui s'en vont s'accumuler sur d'autres marchés. Un exemple frappant de la faculté qu'a une nation d'élargir ou de restreindre sa propre consommation, suivant ses intérêts, nous est fourni par les Indes : à la suite de la suspension de la frappe libre de l'argent en 1893, nous constatons une brusque diminution dans ses exportations ; les récoltes cependant étaient encore abondantes ; le surplus revenait donc à l'alimentation des indigènes qui s'en étaient passés jusque-là.

En un mot pour juger et apprécier la concurrence actuelle, dans la vente du blé, il faut examiner les stocks existant sur les grands marchés, les approvisionnements expédiés chez les peuples importateurs.

Or, nous avons été frappés par certains chiffres, rapportés au dernier congrès de Buda-Pest. Voici un résumé du tableau qu'a présenté le D^r David Pap. Les principaux pays exportateurs ont cherché à écouler par an en moyenne à l'étranger ; 36.574.000 quintaux de 1871 à 1873 et 84.836.000 quintaux de 1891 à 1894. Le stock de blé qu'il faut absolument placer s'est accru de 131.8 p. 100 et les quantités de froment indiquées ci-dessus, remarquons-le, ne représentent pas la totalité des offres ; les Etats balcaniques n'y sont point compris ; ils viennent grossir, de plus en plus, ce premier chiffre (1). Les exportations de farines des Etats-Unis, de Russie, Autriche-Hongrie, Allemagne, République Argentine, Roumanie, Uruguay, Canada ont été en 1883 de 11.774.000 quintaux ; en 1894 de 19.651.000 quintaux. L'augmentation est de 70 %. De 1871 à 1891, en comparant les deux époques, l'accroissement de la population a été de 27.079.000 âmes chez les états importateurs, soit de 14.7 % tandis que les offres de blé à l'étranger ont augmenté de 131.8 % et les exportations de farines de 70 %. La consommation par tête a, il est vrai elle aussi, augmenté ; mais peut-être est-ce à la suite de la baisse provoquée par des arrivages de plus en plus fréquents (2). Enfin, il est à remarquer que la totalité de la production des Etats importateurs ne dénote guère une diminution. En face de ces constatations, ne sommes-nous pas en droit de conclure à une accumulation de blés sur certains marchés ?

Cette opinion semble confirmée par d'autres données, fournies à ce même congrès de Buda-Pest par le D^r Juras-

(1) En 1896, la Serbie avait un excédent d'exportation de 1.026.095 quintaux ; la Bulgarie en 1895 de 3.958.874 ; la Roumanie cette même année de 9.941.907 quintaux.

(2) Voir à ce propos ce que nous disons de la théorie du « général Glut », dans le chapitre sur la spéculation.

sek: « Même sur les marchés universels, dit-il, le mouvement des prix ne concorderait avec les résultats de la récolte du monde entier que si la demande des céréales se développait toujours régulièrement et si tout le rendement des moissons était mis en circulation. En réalité, la demande a souvent progressé ou diminué d'une façon irrégulière... Mais, ce qui est décisif, c'est que la totalité de la production n'arrive pas sur le marché, que la plus grande partie est consommée par le producteur même et que les prix ne sont *influencés que par la partie de la production qui va rechercher le consommateur, non producteur. Cette dernière partie n'est pas toujours en proportion directe avec la production* du froment ou des autres céréales. Les conditions économiques défavorables de l'Etat, comme par exemple actuellement aux Etats-Unis, peuvent faire monter considérablement l'exportation par rapport aux quantités produites, tandis que, au contraire, une amélioration de la situation générale amène l'extension et la prospérité de l'industrie dans l'Etat intéressé, un accroissement de sa consommation, y compris celle des producteurs, ce qui est de nature à réduire sensiblement le chiffre de l'exportation. » Le Dr Jurassek accompagne ces considérations des chiffres suivants :

Froment et farines exportés aux Etats-Unis

Années fiscales	Milliers de bushels	% de la production totale, incl. l'importation	La consommation de froment (tant produit qu'importé) a été par 100 habit. aux Et.-U.
1849-1850	793	0.8	1867-1870 : 498 bushels
1859-1860	4.155	2.4	1871-1875 : 482 —
1869-1870	54.412	20.8	1876-1880 : 531 —
1874-1875	73.213	23.7	1881-1885 : 602 —
1879-1880	180.934	40.3	1886-1890 : 536 —
1884-1885	132.852	25.9	1891-1895 : 466 —
1889-1890	109.611	22.3	
1891-1892	227.505	37.0	
1894-1895	145.362	31.5	

M. Levasseur constate la même baisse dans la consommation du blé aux Etats-Unis : « Le département de l'agriculture estime l'emploi de la récolte du blé, d'après la moyenne des douze années 1881-1892, de la manière suivante :

	Étant donnée une récolte moyenne de 460 millions de boisseaux		
il a été consommé :	274	—	soit 59,9 o/o.
les semailles égalent :	54	—	— 11,8 o/o.
il a été exporté :	133	—	— 28,3 o/o.

Le nombre moyen des habitants pendant la même période, étant d'environ 56 millions, la consommation alimentaire a été d'environ 5 boisseaux par tête, soit 1,81 hectolitre. Depuis 1869, cette consommation a varié entre 6,09 boisseaux (2,21 hectolitres) et 4,46 (1,61 hectolitres) en 1873. La consommation moyenne en France est aujourd'hui de trois hectolitres. L'Américain consommant plus de viande, de maïs et même d'avoine que le Français, mange moins de pain ».

En France, en effet, on constate une tendance opposée, une augmentation dans la consommation. La statistique officielle de l'enquête 1882-1892 a fait la répartition suivante de la consommation du blé en France.

	Pour la semence et l'industrie	Pour l'alimentation	Par habitant	Par ménage
1831-1841	13.980.000 h.	54.934.000 h.	1.64 h.	6.56 h.
1842-1851	15.520.000 h.	66.091.000 h.	1.86 h.	7.25 h.
1852-1861	17.210.000 h.	73.726.000 h.	2.03 h.	7.79 h.
1862-1871	18.397.000 h.	83.216.000 h.	2.19 h.	7.95 h.
1872-1881	18.511.000 h.	92.444.000 h.	2.50 h.	8.93 h.
1882-1891	19.053.000 h.	103.058.000 h.	2.69 h.	9.66 h.

Comparant la 1^{re} décade à la dernière, on est amené à constater une augmentation de consommation de 105 litres par habitant. N'est-on pas alors en droit de conclure à la surabondance et de déduire, au moins en partie, la baisse des prix de cette accumulation ? Nous retrouvons, remarquons-le, la même richesse d'approvisionnements en Angleterre ; or ce dernier

marché sert de centre ; c'est à lui que les différentes nations s'adressent pour acheter leurs céréales, et c'est lui aussi qui sert de guide dans la fixation des cours. D'après le « The Nation » de New-York, en 1880 la grande Bretagne importait pour la consommation intérieure et la réexportation : 55.261.924 hundred-weight de blé (hundred-weight = 50.80 kilogrammes), chiffre beaucoup plus élevé que celui de l'année précédente. Quinze ans après, elle importait 81.749.955 hundred-weight.

Les offres s'accumulent donc sur certaines places, elles peuvent faire croire à la surproduction et provoquent certainement une surabondance sur les grands marchés.

Résumant ce qui a été exposé au cours de ce premier chapitre, nous dirons que la surproduction générale du blé n'est pas à craindre dans les circonstances actuelles avant une époque suffisamment éloignée. Mais si les conditions du marché venaient à se modifier, si en particulier, une amélioration sensible se manifestait dans le prix des céréales, le danger deviendrait bien vite imminent, l'agriculture encouragée serait à même de fournir des stocks considérables et les cours reprendraient tout naturellement leur ancien niveau. Ce n'est point la surproduction actuelle qui pèse sur les prix, mais celle qui apparaîtra demain, si les bourses dessinent un mouvement vers la hausse. Nous pouvons, par conséquent, et sans pour cela nous contredire, attribuer dès à présent un certain rôle à la surproduction. Son action est cachée, existant seulement à l'état latent, mais prête au premier signal à se montrer au grand jour. Il faut par cela même la considérer comme redoutable.

Il y a plus : même de nos jours se manifeste en certaines régions, la surabondance et certes celle-ci se distingue de la surproduction, puisque pour encombrer quelques marchés, les producteurs sont obligés de dégarnir leurs greniers, de restreindre leur propre consommation. Néanmoins, considérée au point de vue

de son influence sur l'offre et la demande et par conséquent sur les prix, cette surabondance présente une réelle importance. Elle provoque seulement, sans doute, une surproduction factice ; mais, factice ou non, la surproduction aboutit au même résultat : à l'avilissement des cours.



CHAPITRE II

La Question monétaire

Influence de l'importance des stocks monétaires sur les prix. — Histoire des prix. — Crise de 1873. — Maintien de la valeur de l'argent et baisse de la valeur de l'or. — Le prix de revient du blé dans la République argentine ; en Russie ; aux Indes. — Importance de la question monétaire en matière agricole. — La question monétaire et la surabondance du blé,

Les concurrents se présentent donc nombreux sur le marché et puisque les offres abondent et se disputent la demande du consommateur, chaque vendeur va essayer d'attirer l'attention sur sa marchandise en en réduisant le prix au minimum ; la limite de ses sacrifices, peut-on dire, sera le coût de production, bien que souvent l'agriculteur se soit vu forcé de laisser tomber les cours au-dessous de cette limite. Quel est ce coût de production en France et dans les autres régions agricoles ? Voilà bien la question qui se pose. Certaines statistiques y répondent ; mais aux chiffres qu'elles fournissent, on ne peut accorder qu'une faible confiance. Chacune en effet calcule à sa guise et les éléments qui entrent en ligne varient avec les différents comptes. Dans de pareilles conditions, la comparaison devient difficile et conduit même à des conclusions erronées (1). Un seul fait est

(1) En voici un exemple : l'enquête citée plus haut estime à 151 fr. 97 par hectare le prix de revient moyen du blé aux Etats-Unis. Au dernier congrès de Lausanne, le Dr Laur l'estimait à 50 fr. 30 pour la culture extensive.

bien certain : le coût de production du blé en France est supérieur à celui des grands pays exportateurs ; dans ces derniers pays (à l'encontre de ce qui se passe chez nous), la fertilité naturelle du sol, son étendue, le faible taux des salaires et des impôts, et parfois l'usage d'une monnaie dépréciée, procurent à l'agriculteur d'immenses avantages sur ses concurrents. Nous nous bornerons à envisager dans cette étude du coût de production, sous un seul point de vue : celui de ses rapports avec la question monétaire. En approfondissant celle-ci, nous aurons l'occasion de citer quelques chiffres ayant trait aux salaires agricoles ; quant à la faible valeur de la terre en certaines régions, à sa fertilité, à son étendue, nous avons déjà fourni plusieurs exemples suffisants pour permettre d'établir la comparaison avec notre propre pays.

« Après l'amour, a dit Lord Beasconfield, il n'y a rien qui ait rendu fou plus de gens que la question de la monnaie » (1). La complexité du problème fait présumer en effet, à elle seule, le nombre imposant et toujours croissant des discussions qu'il soulève ; la gravité de sa solution explique le ton pathétique et souvent passionné qu'à son sujet revêt la polémique. En voici d'ailleurs un exemple : « Qui que tu sois, lecteur, c'est de ton intérêt qu'il s'agit dans ce livre : *Res tua agitur*. Comme la mort, la monnaie exerce son empire sur tous les humains. » Ce sont les mots d'introduction du livre de M. de Laveleye : *La monnaie et le bi-métallisme international* ». Mais, en fait, combien ils sont peu nombreux, ces humains (disons ces agriculteurs, puisque c'est d'eux qu'il est question ici), capables de s'intéresser à la controverse. Maître et théoriciens travaillent dans des régions beaucoup trop élevées, pour être accessibles aux intelligences des disciples. Ils font de la « métaphysique économique et monétaire ». Le public ne les

(1) Cité par M. de Laveleye : « la monnaie et le bi-métallisme international ».

comprend pas. « Ce qu'il comprend bien c'est ceci : supposons qu'un hectolitre de blé coûte en moyenne 6 florins, mais que le producteur ne peut en obtenir que cinq par suite de la concurrence des pays d'outre-mer. Il ne tardera pas à faire faillite. Dans ces conditions, la pauvre victime cherche d'où il vient que son concurrent meurtrier soit en état de lui faire ce mal. Et cette victime que trouve-t-elle ? Le malheureux paie ses salaires, loyers, tous ses frais, tout ce dont il a besoin pour la production en florins, valeur or et il s'aperçoit que son concurrent se sert dans le même but d'un florin ou roupie (en quantité égale), je ne dis pas de fausse monnaie, mais valant seulement la moitié du florin or » (1). L'agriculteur constate des faits et de ces faits, il tire des conséquences toutes naturelles. C'est bien le même esprit qu'il convient d'apporter ici, dans l'étude forcément restreinte de la question monétaire. Nous nous attacherons donc aux constatations intéressantes spécialement le prix du blé, essayant d'en déduire les raisonnements les plus simples et les conséquences faciles à vérifier.

N'est-il pas naturel de dire, par exemple : la valeur de la monnaie varie en raison inverse de sa quantité ? ou encore : jetez une grosse provision de monnaie et (*cæteris paribus*) les prix monteront, si la monnaie diminue en quantité les prix fléchiront. Pour obtenir sur une surface donnée une grande profondeur d'eau, il faut, cela est l'évidence même, une source abondante. Le débit de celle-ci décroît-il, le niveau cesse de s'élever, et baissera peut-être.

Voilà assurément une notion élémentaire du prix ; les faits d'ailleurs la confirment ; raison de plus pour l'adopter. « Au moyen-âge, on achetait un hectolitre de blé avec l'argent fin contenu dans cinq de nos francs, aujourd'hui on n'en obtient plus que le quart pour la même somme. L'argent ne vaut donc plus que le quart de ce qu'il

(1) M. Bauduin au congrès de Buda-Pest.

valait par rapport au blé avant la découverte de l'Amérique. » Pourquoi ? si ce n'est parce qu'avec le monde nouveau, on a découvert des mines plus fertiles dans la production des métaux précieux, que la terre dans celle des céréales.

Abordons, pour serrer la question de plus près, l'histoire des prix durant notre siècle.

Ce sont d'abord les fluctuations dans les prix des principales marchandises qu'il faut considérer. Si c'est à l'action de la monnaie en effet que nous entendons faire remonter la cause des bas prix du blé, nous devons rencontrer, constater, cette même baisse dans les cours d'autres produits. La monnaie, véhicule qui sert à échanger les objets les plus divers, doit exercer une influence universelle sur le marché ; une hausse ou une baisse, localisée uniquement dans les cours du blé, ne semblerait pas devoir être provoquée par une cause aussi générale. Il faudrait lui chercher un motif aux conséquences moins étendues. Si le prix du blé, au contraire, ne fait que suivre dans ses fluctuations la cadence commune, nous pouvons croire qu'il obéit au même chef.

A la fin du siècle dernier, l'Angleterre, pour subvenir aux dépenses de la guerre, eut recours au papier monnaie (1). Ce papier monnaie fut remboursé à partir de 1816 et même, d'une façon suivie, seulement à partir de 1821. L'Angleterre devint alors monométalliste et adopta l'étalon d'or. A cette nouvelle appréciation du métal il eût fallu pouvoir opposer un accroissement dans sa production ; pour rendre un objet moins précieux, il suffit en effet de le rendre moins rare. On constatait malheureusement, au contraire, une diminution dans les stocks monétaires. D'après M. de Laveleye, la valeur totale de l'or et de l'argent descendit de 265 millions de francs en 1801-1810 à 161 millions de francs en 1820-1830.

(1) Conf. de Laveleye : La monnaie et le bi-métallisme international.

L'agriculture, le commerce, l'industrie eurent à souffrir de cette pénurie ; l'argent manquait au moment même où les affaires, longtemps comprimées par les révolutions et les guerres, prenaient un nouvel essor. La conséquence était fatale : avec beaucoup d'échanges et peu de monnaie, les prix doivent baisser. Et ils baissèrent en effet ; M. Jevons estime cette baisse au moins à 30 % de 1810 à 1840 et M. Sauerbeck, en prenant comme base de comparaison la moyenne des prix durant la période 1853-1877, croit à une baisse de 50 % dans la période 1815-1849. Le blé ne pouvait échapper à cette même influence. Voici, d'après l'enquête du ministère de l'agriculture, le prix moyen de l'hectolitre de blé en France par période décennale : de 1811 à 1820 = 24 fr. 61. De 1821 à 1830 = 18.38. Depuis 1819 cependant on pratique un régime de protection (échelle mobile). De 1831 à 1840 = 18.94, tandis que de 1851 à 1860 il remonte à 19 fr. 74 (1). Ce n'est pas que nous prétendions faire considérer la crise monétaire comme l'unique motif de l'affaissement des cours ; ce serait exagérer notre pensée et la fausser. La monnaie, n'étant pas le seul élément entrant dans la formation des prix, on n'est pas en droit de négliger les autres. Pour rester dans les limites de l'exacte vérité, disons donc que la raréfaction monétaire a eu et devait avoir nécessairement sa part dans les raisons qui expliquent la baisse signalée et dont on se plaint dans le monde des agriculteurs. « L'industrie agricole est généralement en souffrance, écrit Sismondi, à propos de l'Angleterre ; les prix des denrées compensent à peine les frais de production. » (2) En France, la Chambre des députés, dans son adresse du 26 novembre

(1) D'après M. Levasseur :

de 1810 à 1819	l'hectolitre de blé	valait	=	112	grammes d'argent
de 1820 à 1829	»	»	=	90	»
de 1830 à 1839	»	»	=	81	»
de 1840 à 1846	»	»	=	92	»

(2) Nouveaux principes d'Economie politique.

1821, fait entendre au pied du trône la plainte de l'agriculture, cette mère nourricière du pays. » (1)

Les défenses douanières n'enrayent pas la descente des cours. Le mal ne vient pas seulement de l'étranger ; il réside à l'intérieur même de la patrie et contre ce mal, le droit de douane ne peut rien. « Un éminent économiste français, dit M. Goschen, en 1878, a déclaré n'être pas bien sûr que la France eût échappé à la banqueroute en 1848 sans l'énorme accroissement de l'or. Cet accroissement amena en effet une prospérité commerciale, qui permit à la France de sortir de l'embarras où elle se trouvait. » Ceci nous mène à une nouvelle phase de l'histoire des prix.

La Californie et l'Australie fournirent vers le milieu du siècle des quantités considérables d'or. Voici la marche de la production de l'or et de l'argent d'après M. Soetber. De 1841 à 1850 : 290.130.000 marks ; de 1851 à 1855 : 716.695.000 m., et la hausse s'affirme toujours. De 1866 à 1870 : 783.835.000 m. De 1871 à 1875 : 829.856.000 marks. D'autre part, M. Sauerbeck estime l'élévation des prix de la façon suivante : en 1850, il en fixait le niveau à 74 ; en 1873, à 111. La moyenne générale de tous les prix, dit M. Soetber, a monté de 38 % de 1850 à 1873 ; celle des produits agricoles a augmenté de 46 %. Le cours moyen de l'hectolitre de blé passe, en France, de 19 fr. 74 (1841-1850) à 22 fr. 11 (1851-1860) et, dans la décade suivante, à 21 fr. 47. De 1871 à 1880, nouvelle hausse ; la moyenne s'élève à 23 fr. 09 (2).

Mais depuis 1873, nous sommes entrés dans une période, se signalant par des caractères nouveaux. Ce n'est certes pas la baisse se manifestant une fois de plus

(1) Cité par de Laveleye (op. cit.)

(2) La hausse ne fut pas cependant continue, surtout dans la période décennale 1850-1860 où l'écart entre le prix maxima et le prix minima monte jusqu'à 16 fr. 27 au lieu de 9 fr. et de 6 fr. pour les deux périodes suivantes. La production générale, néanmoins, fit de réels progrès qui auraient dû amener une baisse générale des prix.

sur le marché qui puisse nous surprendre, mais bien certains des motifs qui l'ont provoquée. Jusqu'ici, à part le cas de l'Angleterre en 1816, la production naturelle des métaux influençait seule les prix ; l'Hôtel des Monnaies frappait-il beaucoup d'or *ou* d'argent, le poids de l'un ou de l'autre de ces métaux agissait suivant son importance sur l'équilibre des cours. Ils étaient donc deux, placés dans le même plateau de la bascule, pour contrebalancer la masse des marchandises et fixer sa valeur en monnaie. Depuis 1873, les législateurs, en démonétisant l'argent, ont bouleversé cet état de choses. De par leur autorité, ils ont enlevé à ce dernier métal tout pouvoir, toute influence et, en revanche, ont considérablement accru celle de l'or. Celui-ci, sur les principaux marchés internationaux, se trouve seul, seul parmi les métaux, pour *apprécier* des stocks tous les jours plus importants de marchandises. Pour suffire à cette nouvelle tâche, sa production devrait s'élever dans d'énormes proportions. Il n'en est pas ainsi et fatalement les prix vont baisser. « Comprimez de moitié une marchandise à transporter et un seul véhicule en transportera autant que deux. Réduisez de moitié le stock monétaire, si les prix tombent dans la même proportion, une unité monétaire suffira là où il en fallait deux auparavant. Mais ceci implique la baisse générale des prix, ce qui est en effet le caractère le plus marqué de la crise » (1).

Voilà bien le résultat auquel aboutissent les législateurs, en refusant l'argent à la frappe de l'Hôtel des monnaies. Les principaux Etats ont acquiescé à cette façon d'agir ; beaucoup néanmoins n'ont pas suivi l'exemple donné et le manque d'uniformité qui en découle est gros de conséquences, surtout peut-être en matière agricole. Le monde se trouve ainsi divisé en deux camps : les peuples monométallistes or et les peuples à monnaie dépréciée (argent ou papier). D'après M. Allard, sur 1.200 millions

(1) De Laveleye, op. cit.

d'habitants, 151 millions ne veulent plus avoir que de l'or (1). « Ils ne sont pas bien nombreux encor, bien qu'ils fassent beaucoup de bruit et causent bien des complications ». Du moins leur importance leur a-t-elle permis de parler haut. Entre ces deux camps ennemis, les échanges ne peuvent commodément se pratiquer ; ils n'usent pas du même langage ; l'un taxe en monnaie argent ou papier, l'autre en or. Dans les pays à étalon d'argent, l'or est devenu une marchandise, marchandise rare d'ailleurs et de grande valeur, étant estimée en argent. Chez les peuples à étalon d'or, c'est à l'argent que revient ce titre de simple produit, mais comme tel, il tombe au rang des objets peu appréciés.

Voici qu'elle en est la conséquence pour le commerce : Un hectolitre de blé est-il transporté d'une place de l'Inde sur un marché anglais, son prix baisse aussitôt et cela en dehors de toute modification dans sa valeur intrinsèque. On l'estimait peut-être cher au point du départ, mais on l'estimait en argent ; à Londres, il sera côté en or, par conséquent beaucoup plus bas. La question monétaire vient donc se greffer ici à celle de la concurrence. L'agriculture de la vieille Europe avait eu pendant longtemps à lutter contre un avilissement des prix, provoqué par la fertilité des régions nouvelles ; elle rencontre maintenant des adversaires devenus dangereux parce que leur monnaie est dépréciée. •

D'une lutte engagée dans de pareilles conditions, il ne peut résulter que des prix très bas. Le prix moyen de l'hectolitre de blé en France tombe dans la période 1881-1890 à 18 fr. 89, à 16 fr. 49 dans celle de 1891-1895.

Voici, d'après M. Sauerbeck, quelle a été en Angleterre, la marche des cours. Le chiffre « 100 » étant la

(1) M. Allard citait ces chiffres avant les modifications intervenues dans les législations monétaires de plusieurs nations (Japon, Russie).

moyenne des prix des 45 principales marchandises de 1867 à 1877 :

En 1873 le niveau des prix était 111 — celui du *froment* 108

1874	—	102	—	102
1875	—	96	—	83
1876	—	95	—	85
1877	—	94	—	104
1878	—	87	—	85
1879	—	83	—	80
1880	—	88	—	81
1881	—	85	—	83
1882	—	84	—	83
1883	—	82	—	76
1884	—	76	—	65
1885	—	72	—	60
1886	—	69	—	57
1887	—	68	—	60
1888	—	70	—	58
1889	—	72	—	55
1890	—	72	—	59
1891	—	72	—	68
1892	—	68	—	56
1893	—	68	—	48
1894	—	63	—	41
1895	—	62 1/2	—	37

Mais aussi, tandis que pour 1 kilo d'or on achetait à Londres en 1872 : 15 k. 63 d'argent, en 1893 on en achetait 26 k. 49 ; en 1895 : 31 k. 50 ; en 1897 : 34 k. 23. L'écart, séparant les valeurs des 2 métaux s'accroît de plus en plus et avec lui augmentait l'avantage d'une exportation de la part des pays à monnaie dépréciée.

La question est intéressante à approfondir : pourquoi le blé est-il coté si haut en argent et si bas en or dans nos bourses de commerce ? Est-ce parce que l'argent a diminué de valeur par rapport à l'or ou parce que l'or a haussé tandis que l'argent se maintient au même niveau ? L'once d'argent n'achète-t-elle pas toujours la même quantité de grains dans les pays qui ont conservé cet étalon ? est-ce au contraire le dollar d'or qui accroît sa

puissance d'achat ? Nous croyons avoir trouvé la réponse à cette question dans une statistique relevée dans « l'Economiste européen » (1). Le prix courant de Cincinnati du mois d'Octobre 1896 donne le nombre de livres anglaises de grain achetables au 1^{er} Octobre avec un dollar d'argent, valeur en lingot, à Chicago avec la comparaison par rapport aux années précédentes :

Année 1872 = 55	livr.	Année 1880 = 50	livr.	Année 1888 = 50	liv.
» 1878 = 58	»	» 1881 = 46	»	» 1889 = 50	»
» 1874 = 61	»	» 1882 = 44	»	» 1890 = 54	»
» 1875 = 67	»	» 1883 = 50	»	» 1891 = 47	»
» 1876 = 58	»	» 1884 = 62	»	» 1892 = 52	»
» 1877 = 46	»	» 1885 = 56	»	» 1893 = 53	»
» 1878 = 58	»	» 1886 = 61	»	» 1894 = 52	»
» 1879 = 52	»	» 1887 = 61	»	» 1895 = 49	»

Ces chiffres (2) démontrent qu'année par année l'argent achète à très peu de chiffres près la même quantité de grain. L'importance du marché de Chicago donne une certaine valeur à cette constatation. D'autre part, sur cette même place, le prix du blé, estimé en or, est tombé à 101 cents 22 le bushel dans la période 1890-1895, soit une baisse de 28 1/2 p. cent. De 1875 à 1880, avec un dollar d'or on achetait 59 livres anglaises de grain, en moyenne ; de 1891 à 1895 : 83 livres. En résumé, les pouvoirs d'achat comparés d'un dollar d'or et d'un dollar argent à Chicago ont été les suivants :

Dollar or

5 années jusqu'à 1880 : 59 livres anglaises.
 » » 1895 : 83 » »

Dollar argent

5 années jusqu'à 1880 : 53 livres anglaises.
 » » 1895 : 51 » »

(1) Economiste européen, Novembre 1896.

(2) Voici ce même tableau résumé en périodes quinquennales :

4 années jusqu'à 1875	moyenne	achetable : 60	livres anglaises.
5	»	» 1880	» » 53 »
5	»	» 1885	» » 51 »
5	»	» 1890	» » 55 »
5	»	» 1895	» » 51 »

Le mal réside donc dans le pays à étalon d'or ; c'est notre faiblesse qui fait la force des autres. (1). Un message du président de la République Argentine en 1894, après avoir constaté l'incroyable augmentation des exportations de ce pays, notamment pour le blé (2) ajoutait : « nos efforts de production croissent avec la baisse des prix en Europe. » Les dépositions faites devant la commission « de l'or et de l'argent » en 1886 (Gold and Silver Commission) aboutissent à la même conclusion. « Pour ce qui regarde les Indes, dit le rapport, on nous a communiqué le résultat des recherches faites par M. O. Conor, secrétaire adjoint du gouvernement de l'Inde, au département des finances et du commerce, recherches qui ont porté sur les prix des céréales dans différentes parties de ce pays et sur les principaux articles d'exportation. Il est toutefois très difficile de tirer des conclusions utiles ou sûres de ces chiffres. La situation du pays, les mœurs de la population, l'isolement des marchés faute de moyens de communication, les constantes variations déterminées par l'influence des saisons et bien d'autres causes font qu'il est impossible d'envisager les tableaux des prix indiens comme ayant une valeur égale à ceux qui ont été reproduits dans les précédents paragraphes de ce rapport. On peut toutefois certifier qu'il n'existe pas trace d'une hausse des prix dans les Indes et les témoins que nous avons interrogés sur ce point s'accordent à déclarer que la valeur de la roupie d'argent comme instrument d'achat dans ce pays n'a pas baissé ».

En est-il de même dans tous les Etats ? A en croire certaines assertions, le fait ne serait même pas prouvé pour les Indes. M. Brice (3) a cité à la tribune de la chambre

(1) Depuis la fermeture de l'hôtel des Monnaies des Indes, l'argent lui-même perd de son pouvoir d'acquisition.

(2) L'excédent d'exportation du blé, qui en 1892 avait été de 4.970.248 quintaux passe l'année suivante à 10.622.141 quintaux et en 1894 à 16.664.543 quintaux.

(3) Chambre des députés — séance du 12 février 1894.

des députés, des chiffres extraits des statistiques officielles de l'Inde, chiffres tendant à démontrer qu'en ce pays, le prix du blé augmente dans une proportion égale et même supérieure à celle de la baisse de la roupie. En 1881 à Calcutta avec une roupie on achetait 15 seers, 15 de blé. (Le seer correspond à 2 livres anglaises, soit environ 1 kilog., exactement 934 grammes.) En 1892, avec une roupie on n'achète plus que 8 seers 43. L'agriculteur, d'abord ignorant des cours extérieurs, commencerait donc à avoir conscience des avantages de sa situation ; lassé d'en abandonner tout le bénéfice au commerçant exportateur, il demanderait sa part de privilège. Le fait d'ailleurs n'a rien que de très naturel ; il se concevrait cependant bien mieux pour un produit, dont la culture ne serait que difficilement extensible, de la part de pays jouissant d'une sorte de monopole. Tel a pu être le cas du café, par exemple. M. Romero, ministre du Mexique à Washington, ancien ministre des finances, a écrit à ce propos dans le « Nord American Review » : « Au Mexique nous ne souffrons pas d'une des principales causes du désarroi financier qui se manifeste dans d'autres pays, c'est-à-dire du bas prix des produits agricoles. Dans certains cas, le prix des marchandises d'un usage domestique, s'est élevé dans de notables proportions, quand ce prix est réglé par la valeur attribuée à ces marchandises sur les marchés à étalon or ; c'est le cas du café. Comme on exporte la plus grande partie de la récolte et que le prix est réglé par les marchés à monnaie or, ce prix a presque doublé au Mexique, au grand profit des producteurs ». Mais le blé se présente sur le marché dans des conditions bien différentes.

Nous connaissons déjà l'importance des stocks qui s'accumulent dans certaines régions. Ces stocks, nous le savons aussi, sont fournis par de nombreux concurrents, cherchant à attirer l'acquéreur par l'appât du bon marché. L'agriculteur devrait donc, semble-t-il, pour écraser ses adversaires sacrifier les avantages que lui procure l'usage d'un étalon à métal blanc. La lutte

entre les concurrents, en un mot, est assez rude pour que chacun soit dans l'obligation d'user de toutes ses armes. En vérité, peut-on croire que lorsqu'il a fallu disputer le marché aux produits américains, produits d'une terre fertile et de valeur minime, on n'ait pas en besoin de mettre à profit l'avance que donne l'usage d'une monnaie dépréciée ? Le fait serait surprenant. On peut donc considérer les chiffres cités par M. Brice comme constituant une exception à la règle générale ; et, à notre avis la question de la concurrence, de cette concurrence rendue encore plus pénible par la législation monétaire des différents Etats, reste entière.

Le prix général tendrait-il d'ailleurs à s'établir dans l'intérieur d'un pays à monnaie dépréciée d'après l'agio de l'or, les monométallistes ne seraient pas en droit de nier la fâcheuse influence de ce concurrent. Il leur faudrait auparavant prouver d'autres faits ; ils devraient montrer, pour la République Argentine par exemple, que « tous les éléments *du prix de revient* de ce blé argentin en papier monnaie se sont exactement majorés dans la proportion de la prime sur l'or, que le prix de revient étant de quinze francs en monnaie argentine par 100 kilos de blés produits, alors que cette monnaie perdait 25 % par rapport à l'or (période de 1885 à 1888), ce prix de revient s'est lui-même élevé brusquement à 45 francs en monnaie argentine, lorsque la dépréciation du peso-papier argentin par rapport à l'or a atteint 75 % dans l'espace d'une seule année » (1).

Voilà bien le nœud de la question ; le commerçant exportateur peut relever ses tarifs, les régler d'après les marchés extérieurs ; le commerçant de l'intérieur, le producteur lui-même peuvent connaître le prix de leur blé en or et se montrer d'autant plus exigeants ; tout danger par ce fait est-il détourné ? Certainement non ; car toujours et malgré ces renchérissements, il subsiste des

(1) *Economiste européen* — Mai 1895. — Les conséquences économiques de la hausse des changes (article de M. Edmond Therry).

concurrents prêts à peser sur les cours. Peu importe qu'ils s'appellent commerçants ou producteurs ; le nom ne fait rien à l'affaire. L'homme dangereux est le commerçant, lorsque celui-ci achète sa marchandise aux prix ordinaires, non majorés en proportion de la baisse de l'argent ; profitant en effet dans ce cas de l'agio de l'or, c'est lui qui, fort d'un si précieux avantage va pouvoir opprimer les cours, ou tout au moins empêcher ses concurrents de les relever. L'homme dangereux est le producteur, lorsque ce dernier, conscient enfin de la valeur de son blé en or, réclame au commerçant une meilleure rémunération pour son travail ; à lui en effet revient alors la supériorité et le profit dont nous venons de parler. Mais dans aucun de ces deux cas notre situation ne s'est modifiée, car dans l'un comme dans l'autre, au dessus de nous et mieux outillé que nous pour la lutte, se trouve un heureux concurrent.

Ce qu'il importe de constater, c'est qu'aujourd'hui comme avant la révolution monétaire de 1873, avec un dollar d'argent j'achète toujours dans certaines régions, une même quantité de produits nécessaires à mon alimentation, je paie le même nombre d'ouvriers pour cultiver mes terres. En Angleterre, au contraire, ce dollar d'argent ne m'est plus d'aucune utilité et il me faut en ce pays avoir recours au changeur. Ce dernier, contre une grosse pièce de métal blanc, me donnera une somme minime en or. Peu importe, direz-vous, puisque cet or voit chaque jour grandir sa puissance ; le blé, par exemple, n'est-il pas meilleur marché ? Oui, il faut le reconnaître et nous le déplorons ; nous le déplorons parce que le prix de bien d'autres marchandises n'a pas diminué dans la même proportion. A mon tour, en effet, de vous demander si vous payez votre pain moins cher qu'autrefois ? Non n'est-ce pas et avec moi, vous vous en plaignez. Le salaire de vos ouvriers a-t-il baissé ? Non, et avec nous vous vous en réjouissez ; le percepteur réclame-t-il moins d'impôts ? les besoins en général ont-ils diminué ? etc.

Concluons donc : le prix de revient ne s'est pas brusquement relevé avec la dépréciation du métal argent ou du papier monnaie, dans les pays qui emploient ces étalons. Ce même prix de revient n'a pas subi une baisse prompte et égale à l'appréciation de l'or chez les nations ayant opté pour le monométallisme or (du moins cette baisse n'a-t-elle pas atteint toutes les marchandises et toutes les valeurs). Nous sommes par conséquent en droit de dire : la lutte qui se livre entre ces concurrents est inégale. De cette inégalité, il existait déjà des causes naturelles, la fertilité du sol par exemple ; la différence des régimes monétaires accentue le désavantage.

Prenons quelques exemples : Le prix de revient du blé argentin calculé en or et en monnaie argentine. Un rapport adressé au gouvernement anglais en juillet 1895 par M. Arthur Peel, secrétaire de la légation britannique à Buenos-Ayres, nous fournit plusieurs chiffres à ce propos (1). « Le coût réel de la production rendue en gare, comprenant tous autres frais (salaires, sacs, battage, transport), ressort dans une bonne année à neuf shillings par quarter (soit environ 11 francs 25 par 290 litres). Sans doute, cette estimation peut varier, mais on entrevoit plus encore ici qu'aux Etats-Unis la possibilité d'approvisionner l'Europe à ce prix, en chassant les concurrents des marchés. 11 fr. 25 les 290 litres représentent 3 fr. 86 l'hectolitre ou 5 fr. 01 le quintal métrique, en comptant l'hectolitre à 77 kilogrammes, moyenne officielle constatée en France de 1885 à 1894. Vers le milieu de janvier 1895, le quintal de blé argentin, rendu franco à Buenos-Ayres, valait 10 fr. 10 en monnaie d'or. Le peso, papier-monnaie argentin, perdant à cette même date 70 p. cent par rapport à la monnaie d'or (car il coûtait 1 fr. 50, son pair étant de 5 fr.), le prix de vente, à la sortie, du quintal de blé

(1) *Economiste Européen*. Mai 1895 : Les conséquences économiques de la hausse des changes. (Art. de M. Ed. Théry).

argentin était exactement de 33 fr. 65 en monnaie argentine et le prix de revient donné par M. Arthur Peel pour le dit quintal, calculé au même taux de conversion, de 16 fr. 70 en même monnaie. Donc : 5 fr. 09 en monnaie d'or française ou anglaise, 16 fr. 95 en monnaie argentine, telle était la différence entre le prix d'exportation et le coût de revient. »

Partant de la constatation de ces faits, M. Edmond Théry, dans la suite de son article, nous montre quelle doit être la conséquence d'une diminution dans la perte de la monnaie argentine par rapport à la monnaie d'or. « Supposons, dit-il, que cette perte soit, par une cause quelconque, ramenée à 25 %, comme pendant la période 1885-1888 : le peso-papier argentin vaudrait exactement 4 francs d'or. Dans quelle limite extrême, le blé argentin pourrait-il alors être vendu en monnaie d'or franco à bord à Buenos-Ayres, si son prix de revient restait le même que par le passé ?

Le prix de revient en 1895 du quintal de blé argentin est de 16 fr. 70 en monnaie argentine. La perte de cette monnaie par rapport à l'or étant ramenée à 25 %, le prix de revient s'inscrit à 12 fr. 53 en or. Donc le blé argentin, rendu franco à bord à Buenos-Ayres, devra être vendu, en monnaie française ou anglaise, 12 fr. 53, auxquels il faudra en outre ajouter le bénéfice du producteur et le profit particulier de l'intermédiaire exportateur. En supposant que ces derniers facteurs, qui sont de 16 fr. 95 en monnaie argentine, soient réduits de moitié en même monnaie, pour les bénéficiaires c'est 6 fr. 35 qu'il faudra ajouter au prix de revient proprement dit, soit au total : 18 fr. 88 en monnaie française ». En fait, ce blé a valu en 1895 10 fr. 10 ; et ce faible prix n'a pas été certainement sans influence dans l'excédent d'exportation constaté cette même année pour la République argentine : 10.873.135 quintaux (1).

En Russie, nous avons assisté au même phénomène, se

(1) Enquête du ministère de l'agriculture.

manifestant par la dépréciation du papier monnaie, par la dépréciation sur des salaires : pour les hommes 35 kopecks en papier russe, pour les femmes 30 kopecks, tels sont les salaires d'un ouvrier agricole. A l'époque de la moisson, une légère augmentation vient compenser l'excès de la fatigue, les salaires montent de 30 à 40 %. Les fermiers nourrissent l'ouvrier et dépensent de ce chef 30 à 20 kopecks par personne. En monnaie, au pair de l'or, les 35 kopecks du papier russe, salaire ordinaire, représentent environ 0 fr. 42. Le producteur de Russie paye en moyenne, nourriture comprise : 0 fr. 70 pour les hommes, 0 fr. 60 pour les femmes, « et presque tous les éléments de son exploitation sont en rapport avec ce prix là ». Ces chiffres sont apportés par M. Edmond Théry dans son livre sur la crise des changes.

Les 100 kilos de blé indien en 1871 valaient en monnaie d'or 25 fr. 41 (franco à bord de Bombay); la roupie étant estimée à 2 fr. 36 d'or, l'exportateur indien touchait ou pouvait toucher 10 roupies 76. La même quantité de blé, vingt ans plus tard, en 1891, vaut 20 % de moins : 20 fr. 37 d'or. Et cependant l'Indien reçoit 11 roupies 32 au lieu de 10,76, car telle roupie est tombée elle-même à 1 fr. 80 d'or au lieu de 2 fr. 36; il reçoit 5 % de plus en monnaie indigène, ayant la même valeur libérative, la même puissance d'achat dans son pays qu'en 1871. Ce qui revient à dire que 100 francs de monnaie française ou anglaise, qui n'avaient en 1871 qu'une puissance d'achat de 393 kilos à Bombay, pouvaient acquérir vingt ans plus tard 490 kilos de ce même blé. Et l'agriculteur indien, loin d'être lésé par cette baisse du blé en monnaie anglaise ou française, touchait au contraire pour une même quantité de son produit 5 % en plus en monnaie de son pays (1) ». L'Indien a mis

(1) Voir l'Economiste Européen (Octobre 1896) : à propos du congrès d'agriculture de Buda-Pest.

à profit de tels encouragements ; le tableau suivant en fait foi (1) :

De 1872 à 1873, les Indes ont exporté par mer, 394.000 quintaux anglais, (le quintal anglais : 50 k. 80). Durant cette même période, la moyenne de l'once stand. en deniers à Londres était de 60,08.

Périodes	Total des exportations en quintaux anglais	Moyenne annuelle des exportations	Moyenne de l'once stand. à Londres (en deniers)
1873-1878	17.300.149	3.460.030	55.06
1878-1883	44.797.615	8.959.523	51.47
1883-1888	93.725.000	18.745.000	46.42
1888-1893	91.013.000	18.202.600	41.86

Le 26 juin 1893, le conseil législatif de l'Inde (Législative Concil of India) passe un bill qui ferme l'hôtel des monnaies à la frappe de l'argent pour le compte des particuliers. De ce fait, le métal blanc est ramené de plus en plus au rang des marchandises et de marchandises de minime valeur. La frappe lui assurait un débouché, le maintenait par conséquent à un certain niveau. Sevré de ce privilège, il se voit tous les jours moins apprécié. Mais, la libre frappe de l'argent interdite, le gouvernement s'engage, d'autre part, à échanger 15 roupies d'argent contre une livre sterling, c'est-à-dire 25 francs d'or. Voilà donc le rapport de l'or et de l'argent fixé d'avance : un kilogramme d'argent est estimé 156 francs environ. Les Indes se séparent des pays soumis jusqu'alors à un régime monétaire analogue au sien. Ces derniers gagneront désormais en lui envoyant leurs produits, tandis que ses propres exportations ne lui procureront plus

(1) Econom. Européen (mai 1895) « Les conséquences économiques du change » art. de M. Ed. Théry.

Dans son livre sur la crise des changes, M. Ed. Théry fait aussi remarquer combien la main-d'œuvre de l'hindou est à bon marché : « le paysan hindou est payé à raison de 16 à 18 centimes par jour (à la parité de la monnaie française) et se nourrit avec 10 centimes. L'agriculteur indien n'ayant d'autre part presque pas de loyer et d'impôts à supporter pourra vendre son blé à un prix fantastique de bon marché et il le trouvera encore rémunérateur. »

cette prime extraordinaire, qui grandissait avec chaque nouvelle appréciation de l'or. « La fermeture de la monnaie des Indes a porté préjudice à ce pays en plaçant sa circulation au dessus du niveau de l'argent » (1).

De cette révolution dans la législation, on doit retrouver le contre-coup dans la statistique ; le commerce en céréales éprouve en effet un réel ralentissement dans les Indes. Voici, en quintaux métriques, les excédents d'exportation de blé pour ce pays ;

1890 : 7.506.685	1893 : 6.583.456 (2)
1891 : 15.606.473	1894 : 3.800.931
1892 : 7.921.353	1895 : 5.480.417

Tandis que les exportations diminuent, les cours de Bombay s'abaissent de leur côté ; le fait est intéressant à constater, comme étant sans doute, la conséquence naturelle d'une concurrence internationale, mais plus spécialement, comme étant la suite nécessaire du régime dernièrement adopté. En 1890, d'après M. Edmond Thery (3), le quintal de blé indien valait 20 fr. 23 en monnaie d'or à Bombay. En 1895 (fin avril), ce même quintal est coté seulement à 11 fr. 20 en or. Durant la même période la roupie tombe de 1 fr. 93 à 1 fr. 39. « En 1890, les 20 fr. 23 d'or procuraient donc à l'agriculteur indien 24 fr. 85 en monnaie indigène, tandis qu'en 1895 les 11 fr. 20 d'or ne représentaient plus pour lui que 19 fr. 10. Avec le prix de 1895, cet agriculteur perdait 23 % par rapport à 1890, mais le prix en or, du quintal de blé à Bombay, s'était lui-même déprécié de 44 % ». Et M. Ed. Thery relève plus loin une coïncidence curieuse de cette chute des cours dans l'Inde avec la baisse sur les marchés européens, coïncidence dont il ne faut pas exagérer l'importance, mais qu'il est intéressant de noter

(1) M. R. S. Grundry dans une réunion de la British Association tenue à Ipswich en 1895.

(2) Enquête du ministère de l'agriculture.

(3) Economiste européen — octobre 1896.

en passant. « Pendant que le blé à Bombay baissait de 23 % en monnaie indienne, il baissait également de 23 % sur le marché français protégé, et de 36 % sur le marché anglais ».

Les Indes, qui passèrent en leur temps pour être le guide régulateur des Bourses, se voient donc aujourd'hui supplantées par des concurrents plus heureux et contraintes par ceux-ci de baisser leurs propres prix. Les Etats-Unis eux-mêmes, ne pouvant espérer qu'en la fertilité prodigieuse de leur sol, sont à leur tour devancés par ceux dont la législation monétaire encourage et prime l'exportation. Nous assistons au triomphe de l'argent et du papier déprécié, on pourrait presque dire au triomphe du faible sur le plus fort.

Dans toutes les transactions où les monnaies ont à intervenir, la chute des cours est à constater. L'administration des douanes note à l'importation une différence considérable entre la baisse qui pèse d'une part sur les matières premières et les produits alimentaires, et celle des prix des objets fabriqués d'autre part; très accentuée pour la première catégorie, elle devient presque insignifiante pour la deuxième. Comment expliquer cet écart extraordinaire, sinon par cette circonstance : les objets fabriqués nous sont fournis par les Etats européens vis-à-vis desquels nos tarifs de douane peuvent plus facilement jouer leur plein effet; les autres produits au contraire proviennent en partie de pays à monnaies dépréciées dont les cours s'imposent à tous les autres et bénéficient d'une prime telle, que l'influence des barrières douanières se trouve annihilée. C'est bien la raison qui nous faisait considérer le manque d'uniformité entre les législations monétaires comme funeste surtout en matière agricole.

A ce propos, M. Dimitri Timiriaseff a émis devant le Congrès de Buda-Pest quelques idées intéressantes : « La baisse des prix, a-t-il dit, si elle dépend du renchérissement de l'or, ne pouvait évidemment se produire avec la même intensité, dans les branches industrielles où

l'or joue un rôle plus ou moins important, mais elle devait se faire sentir surtout dans la production des matières brutes et notamment dans celles des produits agricoles qui demande le moins de numéraire. L'orfèvre n'était pas en état de baisser les prix sur ses produits où l'or, devenu plus cher, entre pour les 9/10 de la valeur, mais l'agriculteur, pressé par la concurrence et par le renchérissement de l'or, a dû aller bien plus loin et céder ses produits à des prix qui le ruinaient, car l'agriculture exige relativement fort peu de capital roulant : la rente foncière et la main d'œuvre, payées en nature, n'exigent presque aucune dépense en numéraire (1) ».

Les matières premières proviennent en partie, avons-nous dit, des pays à monnaies dépréciées ; mais il ne faudrait pas croire qu'elles en sont toutes le produit. La réserve vaut la peine d'être faite car certains bimétallistes ont exagéré en la faussant la portée d'une preuve bonne d'ailleurs en elle-même.

Les exportations de blé, prétendent-ils, sont en progrès seulement là où la législation monétaire en favorise l'écoulement. Après avoir constaté dans plusieurs pays un prix de revient inférieur à celui de France, ils font remarquer combien ce facteur est de minime importance parmi les avantages encourageant la culture à l'étranger. « Seules la République Argentine, la Russie, malgré la baisse, continuent à développer leur production et leurs exportations », tandis que les Etats-Unis et les Indes sont en train de les restreindre. Présenter ainsi l'argumentation, est, croyons-nous, rendre la critique des mono-métallistes singulièrement facile. Et cette critique n'a eu garde, en effet, de laisser échapper une occasion si favorable. En voici un exemple : En 1894, M. Brice, député, faisait à la tribune de la Chambre la remarque suivante : « Que nous apprennent, disait-il, les statistiques de 1887, 1890, 1892 ? Des Indes anglaises, pays à monnaie dépréciée, nous avons tiré en blé 1.674.421

(1) Compte-rendu officiel du Congrès de Buda-Pest.

quintaux ; de la République Argentine 431.461 quintaux ; de la Russie 2 millions 423.020 quintaux. D'autres pays 16.842.370 quintaux, et ces autres pays sont précisément les pays à monnaie saine : c'est l'Amérique, la Californie. Or vous savez bien, ajoutait-il, que le commerce connaît trop exactement ses intérêts pour s'adresser aux pays à monnaie saine, s'il trouvait ailleurs des avantages (1) ». Le temps et les événements ont démenti depuis certaines des assertions apportées à la tribune par M. Brice ; elles n'en étaient pas moins vraies cependant à l'époque où elles furent prononcées. Les Etats-Unis en 1892 avaient eu un excédent d'exportation de 60.781.196 quintaux métriques. La question monétaire existait néanmoins et dans ce pays on usait de l'étalon d'or. L'avantage, la force de ce pays ne pouvaient donc provenir de la législation monétaire en vigueur, mais seulement de la fertilité de son sol, de l'étendue de son territoire. Le résultat d'ailleurs était le même vis-à-vis des cours, ils fléchissaient.

L'usage d'une monnaie dépréciée est une raison de supériorité ; la bonne qualité de la terre, son abondance, un taux peu élevé de fermage figurent dans une autre catégorie de motifs expliquant cette même supériorité.

Pour affirmer l'importance des uns, il n'est point nécessaire de nier celle des autres. Ils ont, chacun en leur temps, leur rôle à remplir : avec la jeunesse disparaît, ou du moins diminue la fertilité du sol ; c'est alors le règne du pays à étalon d'argent qui commence, et l'appréciation de l'or s'accroissant, ce marché voit accroître sa propre puissance. Mais une région nouvelle vient-elle à être livrée à la culture, peut-être le coût de production sur cette terre vierge sera-t-il suffisamment bas pour faire une heureuse concurrence au vainqueur d'hier. Et en fait nous voyons encore certaines nations, la Roumanie par exemple, maintenir le haut chiffre de ses exportations malgré l'introduction chez elle de

(1) Chambre des députés. Séance du 12 février 1894.

l'étalon d'or. Voici, d'après l'enquête du ministère de l'agriculture, quels ont été pour ce pays les excédents d'exportation du froment (graines et farines) en quintaux métriques :

De 1877 à 1882 (en moyenne annuelle) : 3.500.000 quintaux.

En 1890 :	—	9.335.913	—
En 1891 :	—	6.737.830	—
En 1892 :	—	7.946.621	—
En 1893 :	—	7.291.687	—
En 1894 :	—	7.260.221	—
En 1895 :	—	9.941.907	—

Aussi ne faut-il point s'étonner de constater une baisse très accentuée dans les cours du blé, tandis que parfois le rapport de l'or à l'argent ne se trouve modifié que dans une moindre proportion : le marché est influencé par des causes multiples qui contribuent, chacune pour leur part, à la marche générale des prix.

N'exagérons donc pas, l'importance de la question monétaire ; mais gardons-nous de restreindre la part qui lui revient. Le D^r von Lexis (1), par exemple, semble nier l'influence sur les cours de l'exportation du froment des Indes en Europe ; cette exportation, dit-il, n'est jamais montée à plus de $\frac{1}{3}$ ou $\frac{1}{10}$ de la totalité des importations des pays consommateurs. Même théorie chez M. George Peel : « En ce qui concerne le Royaume-Uni, qui a toujours maintenu un étalon d'or, la baisse de l'argent n'a pas eu d'effet appréciable sur les prix des produits agricoles. L'importation des produits agricoles des pays employant la monnaie d'argent ne représentait en 1895 que deux p. cent du total des produits agricoles importés. D'où il résulte, généralement parlant, que l'argent n'a pas de rapports avec la production ou l'achat de produits agricoles sur les marchés du Royaume-Uni. » En adoptant ce mode de raisonnement, on devrait dire aussi : la France, dans une année normale de produc-

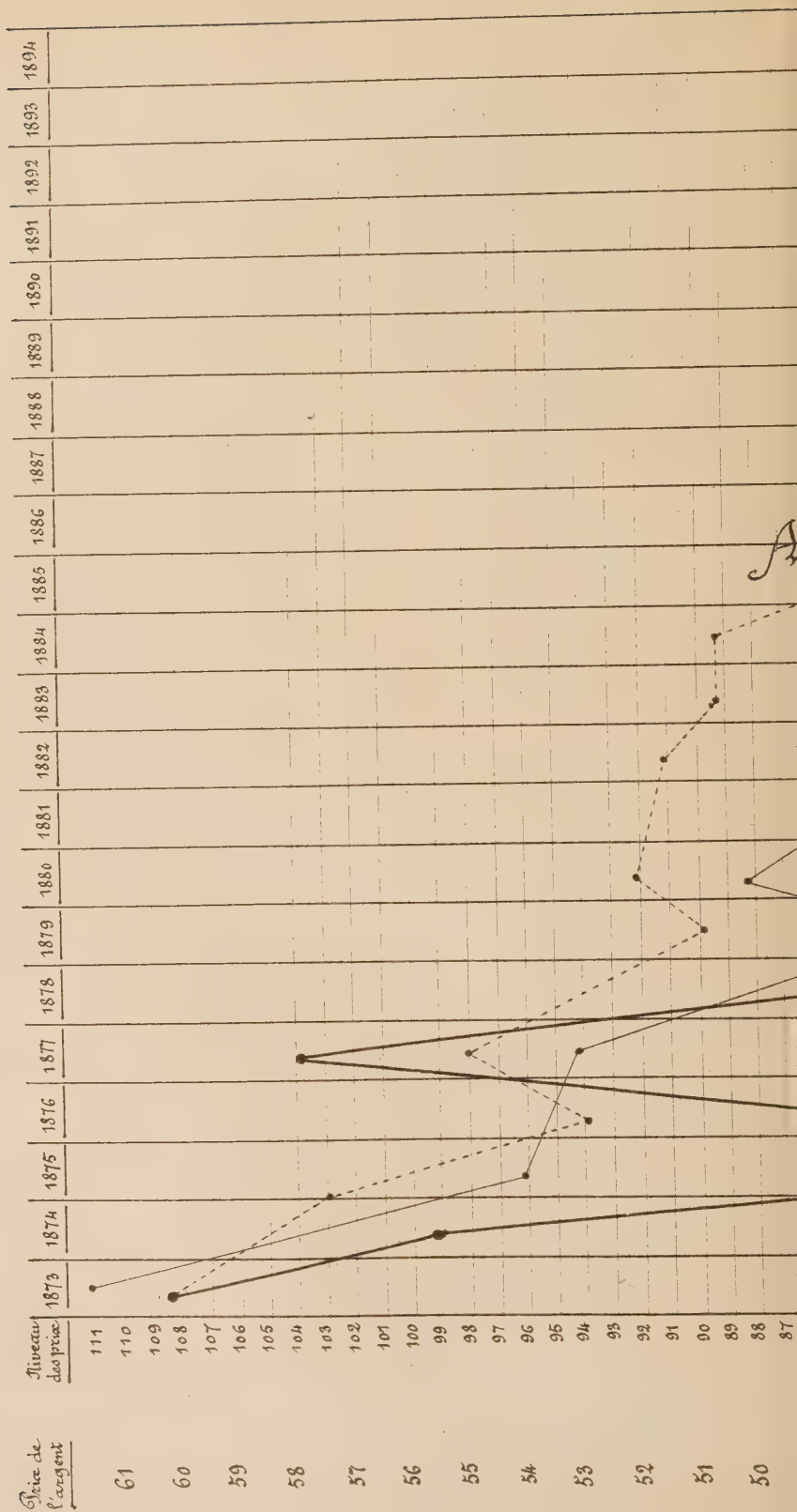
(1) Compte-rendu du congrès de Buda-Pest,

tion, suffit à sa propre consommation ; de moins en moins les étrangers vont être appelés à lui adresser leurs blés. Les cours extérieurs n'exerceront donc plus aucune influence sur la Bourse nationale. Mais pour souscrire à une semblable théorie, il faudrait nier entre les différents marchés tout lien de solidarité ; il nous faudrait refuser toute créance à la constatation de certains faits, relatés dans le chapitre suivant et qui attestent amplement une dépendance réciproque entre les principaux concurrents. Le blé étranger n'a pas franchi nos frontières, dites-vous, il ne peut donc rien contre nous. Erreur ! Il est entré sur un territoire voisin, peut-être même seulement sur un territoire bien éloigné ; vous ignorez le fait, mais son influence se fera ressentir jusque chez vous. Les cours ont baissé là-bas ; pour plusieurs raisons, vous risquez de voir les prix fléchir ici. Il est impossible d'élaborer une théorie du prix, particulière à un pays ; il faut, la vérité l'exige, regarder ce qui se passe au dehors.

L'importance de la question monétaire étant constatée, l'avantage des Etats à monnaie dépréciée reconnu, devons-nous rétracter les opinions émises dans notre premier chapitre ? Nous y avons admis la réalité d'une accumulation de blé ; à cette dernière cause nous avons attribué même une large part dans la baisse des prix. En adoptant maintenant les arguments des bimétallistes, devons-nous redouter une sorte de contradiction avec les raisonnements proposés précédemment ?

Tel n'est certes pas notre avis. La fertilité des terres vierges, cause du bon marché des produits, peut s'allier, avons-nous dit, avec l'existence d'un autre motif de cette baisse, l'usage d'une monnaie dépréciée par exemple. Nous pouvons et nous devons, à propos de la surabondance constatée dans le premier chapitre, soutenir la même opinion : d'une trop considérable accumulation de blés résulte un premier danger pour les prix ; de l'usage d'une monnaie dépréciée en résulte un second. Il faut même, croyons-nous, aller plus loin et dire que ces deux

Baisse générale du froment, des marchandises et de l'argent fin (Chiffres de M. Pauverbeck sur 45 marchandises principales)



fin

andises (Moyenne des 15 articles)

Froment

47 46 45 44 43 42 41 40 39 38 37 36 35 34 33 32 31 30 29 28 27 26 25 24 23

catégories de motifs, loin de s'exclure, sont également nécessaires et se supposent l'une l'autre. Nombre de bimétallistes cherchent d'abord, il est vrai, à nier toute surproduction. Pour entrer dans l'exposition de leur système, ils croient devoir auparavant faire table rase d'une opinion, acceptée en général par le monométallisme. Comme si la concurrence d'un pays à monnaie dépréciée, pour faire sentir sa funeste influence, ne supposait pas une certaine accumulation de marchandises. Le commerçant argentin ne sait-il pas relever ses prix lorsque l'étranger lui demande son blé? Les bourses américaines oublient-elles de hausser leurs cours, lorsque l'on crie famine en Europe? S'il n'y avait pas surabondance en certaines régions, ou crainte de surproduction à la suite d'un renchérissement, nous n'aurions pas peut-être à nous préoccuper de la question monétaire. Reconnaissons, au contraire, l'existence d'approvisionnements plus que suffisants et l'avalissement des cours s'expliquera. La concurrence contraint, en effet, chaque marchand à faire valoir tous ses avantages: tel profitera de la fertilité de son sol, tel de l'usage d'une monnaie dépréciée et la baisse sera d'autant plus accentuée que l'avantage sera plus grand pour l'un d'entre eux. Tel est l'aspect sous lequel il convient, croyons-nous, d'étudier le problème monétaire, et, dans cette étude du prix du blé, c'est bien à cet endroit de la discussion qu'une pareille question trouve sa place naturelle: elle vient après le chapitre consacré à l'étude de la surabondance parce qu'elle la suppose.

CHAPITRE III

Le prix du blé et le droit de douane

Les droits de douanes réussissent-ils toujours à relever les cours? — Incidence du droit de douane. — Effet de l'abondance à l'intérieur du pays. — L'abondance durant les campagnes 1894-1895-1896. — Une récolte déficitaire (1897-1898). — Autres exemples. — Le prix du blé dans l'avenir. — Services rendus jusqu'ici par le droit de douane ; son utilité actuelle.

La tendance générale du marché étant à la baisse, une nation, la France en particulier, peut-elle s'isoler, se retrancher derrière les défenses douanières et maintenir des prix élevés, tandis que partout ailleurs les cours tombent et s'avalissent? Au blé qui se présente à nos frontières, avec des prétentions jugées par trop modestes et des prix estimés nuisibles au travail national, suffit-il d'imposer une taxe d'entrée pour conserver à la vente des produits français, un taux rémunérateur? Nous soulevons ainsi la question de l'incidence des droits de douane : sur qui retombe la charge de ces droits, sur le consommateur ou sur le producteur?

L'imposition douanière, répondent des libre-échangistes, surélève les prix ; tel est son véritable but. Elle grève donc d'autant le budget de l'acheteur. Mais voici que pour nier au régime protecteur les bienfaits de sa tutelle, ces mêmes libre-échangistes lui reprochent de ne pas arrêter la baisse du prix des céréales, de la provoquer même, et, ce faisant, ils semblent bien infirmer leur premier raisonnement. Du moins sont-ils plus près de la vérité.

Il ne suffit pas, en effet, de voter un tarif pour isoler un marché et le législateur de 1894, par exemple, ne pouvait espérer maintenir une différence de sept francs entre le marché national et celui de ses concurrents. Tantôt au vendeur étranger, tantôt au consommateur français incombe la charge de la taxe ; la situation varie avec les circonstances. Le blé étant un aliment de première nécessité (principalement chez nous où il est rarement remplacé par le seigle et le maïs), les demandes de ce produit ne paraissent guère devoir diminuer. C'est donc en principe par l'acheteur, semble-t-il, qu'est supporté le droit de 7 francs. Mais dans la pratique ce résultat n'est pas obtenu. En 1887 (le droit étant de 5 fr.), le prix d'un quintal de blé à Liverpool a été en moyenne de 19 fr. 50. En France : 23 fr. 41. Entre les deux marchés la différence s'élève à 3 fr. 91 au lieu de 5 fr. En 1888, le quintal de blé à Liverpool coûte en moyenne 20 fr. 25. En France : 24 fr. 79. La différence atteint donc 4 fr. 54. En 1889, elle descend à 4 fr. 05 et en 1890 remonte presque à 5 fr. (4 fr. 88 exactement). Avant le vote de la loi du 2 Juillet 1891, qui abaisse à 3 francs le droit de douane, la différence entre le prix du blé à New-York et à Paris était d'environ 3 francs. L'importation payait donc deux francs, la taxe étant de cinq francs. Après le vote, les écarts entre les deux marchés s'élèvent à six, sept, huit francs. Le consommateur français paye le droit de trois francs, plus trois ou quatre francs. Voici, encore à titre d'exemples, quelques chiffres rapportés par M. Edmond Théry (1) : pendant le deuxième semestre de l'année 1894 et durant l'année 1895, la différence entre les prix de Paris et les cours de Londres varie de trois à six francs. Le 20 mars 1896, le quintal de blé se cote 18 fr. 10 à Paris, 15 fr. 40 à Londres, 13 fr. 65 à New-York. Le marché parisien n'est donc supérieur que de 2 fr. 70 à celui de Londres, ce dernier n'étant soumis à aucune espèce de droit de douane ; il aurait dû l'être

(1) *Economiste Européen*, Juillet 1898.

de 7 francs, sans compter les frais accessoires d'importation, qu'il aurait fallu ajouter à ce premier chiffre, si le tarif protecteur eût joué dans toute son étendue. Et jusqu'au commencement de juin 1897, la même tendance se manifeste.

En constatant ces faits, beaucoup croient pouvoir les dénoncer comme étant des signes évidents du mauvais fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande. La loi est faussée, disent-ils, et cela par l'effet de la spéculation. La spéculation ! Volontiers on explique par elle le phénomène que l'on ne comprend pas ; son influence, parfois difficile à établir, devient la cause du mal dont on ne connaît pas le véritable germe. La spéculation devient alors la victime de l'ignorance. Nous ne prétendons pas d'ailleurs la représenter comme une victime toujours innocente ; la mauvaise réputation dont elle jouit parmi les agrariens n'est souvent que méritée. Mais c'est vraiment fournir de bien bonnes raisons à la réplique de ses avocats que de l'accuser étourdiment et sans réflexion.

Le tarif protecteur peut ne pas jouer dans toute son étendue, non par suite du mauvais fonctionnement de « l'offre et de la demande », mais bien à cause du fonctionnement régulier de cette loi. Le pays produit-il des marchandises similaires à celles exportées chez lui par l'étranger ? Dans quelle proportion est-il à même d'en fournir ? les produits, frappés par la douane, sont-ils offerts par un nombre restreint de vendeurs ? beaucoup de concurrents se disputent-ils au contraire notre clientèle ? Toutes ces questions se posent ; à chaque campagne, les réponses doivent varier suivant les circonstances, et c'est de ces dernières que dépend l'incidence du droit (1). Les nations, comme les individus, vantent

(1) « Les chiffres des importations en France, fait remarquer M. G. Graux, ne correspondent pas exclusivement à l'état de nos récoltes, à notre insuffisance de production et aux nécessités de notre consommation. Il correspond aussi à l'abondance de la

et volontiers font désirer leurs marchandises ; les offres se multipliant, ou les demandes se restreignant, leurs exigences premières s'abaissent, et, pour conserver une clientèle, elles peuvent aller jusqu'à consacrer une part de leur bénéfice à payer le droit de douane. La taxe ne produit plus alors un effet manifeste sur les cours. Volontiers cependant nous dirons qu'elle en produit un moins apparent et caché : son existence oblige le concurrent à s'imposer un sacrifice et, de ce fait, le concurrent devient moins fort, moins dangereux. Mais, en principe, « un droit d'entrée sur les céréales doit être d'autant plus efficace qu'est plus considérable l'importation nécessaire par rapport à la récolte indigène et que la récolte a été plus défavorable dans les pays exportateurs. Son efficacité baisse aussi en proportion inverse de sa nécessité » (1). En fait, il fonctionne comme une sorte d'échelle mobile, donnant son plein effet, au moment où il devrait le restreindre (dans le cas de disette), le restreignant, quand il devrait protéger (en cas d'abondance).

Pour corriger ce mauvais effet, on propose l'établissement d'un droit variable, d'une véritable échelle mobile, capable de maintenir une différence bien apparente entre les cours de nos marchés et ceux des étrangers. Tel a été l'objet de plusieurs propositions de lois, de nombreux vœux émis par les Sociétés agricoles (2). La théorie paraît juste. La mise en pratique présente des difficultés. Gardons-nous de croire, en tout cas, avoir découvert avec ce système le remède infaillible, capable d'isoler définitivement notre marché pour le préserver de la baisse universelle.

récolte des pays exportateurs, aux approvisionnements du commerce de grains et à la nécessité où se trouvent les pays étrangers d'exporter leurs excédents et le commerce d'écouler son stock à tout prix. » (Voir à ce propos notre chap. I.)

(1) M. Frankl, député du Landtag, au Congrès de Buda-Pest.

(2) Spécialement par la « Société des Agriculteurs de France. »

Il est une situation contre laquelle il ne peut rien : nous voulons parler du cas où la production française égale ou dépasse les besoins de la consommation nationale. C'est qu'une taxe douanière pour avoir de l'efficacité suppose une importation dans le pays, qui la perçoit ; cette importation n'existant plus, la taxe n'a pas de prise. Nous quittons même ici l'étude de l'incidence du droit de douane, pour examiner une question d'un ordre tout différent ; nous ne recherchons plus sur qui retombe la charge douanière, cette dernière n'ayant pas à exercer son action. « Le jour où la production française dépassera les besoins de la consommation indigène, le prix du blé sur le territoire français sera nécessairement déterminé par la loi générale de l'offre et de la demande *d'origine française* et aucune mesure de protection, fut-ce même un droit de douane de cinquante francs par quintal ne pourra empêcher le blé français de baisser » (1). La récolte française, en effet, étant abondante, le commerçant ne voudra acheter qu'à bon marché, et l'agriculteur, s'il veut écouler sa marchandise devra se soumettre à ces exigences. Il baissera donc ses prix, il les baissera à moins qu'il ne trouve à l'étranger un consommateur prêt à lui faire de meilleures propositions. Le « point de sortie » du blé indigène sera atteint du moment où le prix du blé sur le marché français, majoré des frais d'exportation, se trouvera inférieur aux cours arrêtés sur les places étrangères. L'hypothèse se réalisant, l'agriculture ira chercher en dehors de nos frontières une meilleure rémunération à son travail. La récolte nationale fuira donc ses propres marchés, les stocks diminueront et bientôt le consommateur français, inquiet, donnera volontiers un peu plus de son argent pour assurer son alimentation : le « point limite » (2) de la baisse sera ainsi fixé par le « point de

(1) *Economiste européen* — Juillet 1898 — article de M. Théry.

(2) Ces expressions sont de M. Ed. Théry.

sortie » du blé indigène, en d'autres termes, par le prix du blé sur le marché étranger.

Nous assistons à une manifestation nouvelle de la loi de l'offre et de la demande ; et si, en cette occasion, l'action du droit de douane s'efface, disparaît, gardons-nous d'en accuser la spéculation : le mal ne vient pas d'elle, mais bien d'une surabondance de production, ou d'une consommation trop faible.

Les événements, principalement ceux survenus dans les dernières années, paraissent confirmer la théorie. Nous en retrouvons même l'affirmation à la base d'une importante loi : la loi dite « du cadenas ». Cette législation, en effet, part de l'idée suivante : les approvisionnements existant à l'intérieur d'une place influent sur le marché, quelle que soit la taxe douanière imposée à la frontière. Le commerce redoute-t-il une élévation des tarifs, il s'empresse de faire pénétrer par la porte laissée encore ouverte d'énormes quantités de marchandises, et lorsque, une décision nouvelle intervenant, le législateur veut boucher l'entrée, il se trouve en face du fait accompli. L'étranger règne en maître dans la place ; les prix continuent à baisser. M. Castelin, lors de la discussion de la loi (1), a cité à ce propos quelques exemples ; l'année 1885, fut voté le premier droit de 3 francs. Le vote eut lieu le 28 mars ; dès le 15 décembre 1884, M. Graux avait déposé son rapport. « J'ai pris la valeur des importations, dit M. Castelin, pendant l'année qui a précédé et pendant celle qui a suivi le vote de la loi et je l'ai comparée à la valeur des importations qui ont eu lieu pendant l'année de la discussion. Que voyons-nous ? En janvier 1884, année qui précède la loi, l'importation est de 724.000 quintaux. En janvier 1886, année qui suit la loi, elle est de 428.000 quintaux. En janvier 1885, pendant que le rapport de M. Graux était déposé, elle s'élève à 1.152.635 quintaux. La totalité des marchandises introduites sur nos marchés, venant

(1) Chambre des députés, séance du 11 Juin 1897.

soit de l'importation, soit des entrepôts, représente 1.562.000 quintaux, c'est-à-dire une valeur de 35 millions ». On peut attribuer à ce mouvement la baisse du prix, qui de 17 fr. 76 l'hectolitre en 1884, descend en 1885 à 16 fr. 80, pour remonter en 1886 à 16 fr. 94 (1). Cette importation excessive, durant quelques mois, fût d'autant plus fâcheuse que la récolte de 1884 avait été bonne et, en général, les quantités disponibles pour la consommation, relativement importante. La même remarque s'impose pour l'année 1894, année où le droit fut porté à 7 francs. Les discussions dans les groupes agricoles, puis le dépôt même du projet de loi, eurent pour conséquence de faire affluer le blé étranger. Entre la date de ce dépôt et celle du vote par les Chambres, durant un mois environ, 2.533.652 quintaux ont pénétré. Dans la période correspondante, l'année précédente, il n'en était entré que 500.000. Le prix de l'hectolitre, malgré la nouvelle taxe, tomba à 15 fr. 21 ; en 1893, il s'était coté 16 fr. 55. La récolte nationale avait d'ailleurs été abondante, suffisante même à elle seule (124 millions d'hectolitres) ; les stocks devaient donc être importants à l'intérieur. En 1891, on diminua de 2 francs le droit de douane ; par cette petite ouverture se précipita en moins de onze mois 40 millions d'hectolitres, le double des besoins de la consommation. « Notre marché s'est trouvé tellement saturé, dit M. Méline en octobre 1897, que lorsque, plus tard, on a rétabli le droit et qu'on l'a relevé à cinq francs, ce relèvement est resté sans effet. Le cours du blé, influencé par les stocks énormes existant sur le marché, est resté tellement bas que vous avez été obligés, au commencement de la législature

(1) Les importations totales de blé en l'année 1885 furent cependant moins considérables que celles des années précédentes ; il ne faut point s'en étonner, la loi ayant été votée dès le mois de Mars. D'ailleurs les stocks existant étaient déjà importants, lorsque se produisit l'importation précipitée. Celle-ci a donc suffi pour écraser les cours, et la théorie de M. Castelin reste vraie.

d'élever le droit de 5 à 7 francs (1). » Or depuis 1891, remarquons-le en passant, l'étranger avait eu le temps d'écouler à bon compte sa marchandise ; dès le début de cette période, il savait en effet cette marchandise désirée, même nécessaire ; la diminution du droit avait été de notre part un aveu. Il s'empressa donc d'assigner à ses exportations une plus haute valeur et entendit ne plus consentir à aucun sacrifice. Le phénomène auquel nous assistons alors est curieux ; dans ce même chapitre, nous l'avons déjà relevé : avant la loi de 1891 (le droit étant de 5 fr.) l'écart entre les marchés de New-York et de Paris s'évaluait à 3 francs. Depuis la nouvelle loi, qui réduit de 2 francs le droit de douane, la différence entre les deux marchés monte à 6, 7 et 8 francs.

Nous constatons donc la baisse des cours, à la suite d'une importation excessive de produits étrangers. La barrière douanière est élevée trop tard ; son effet reste nul. Du moins risque-t-elle d'arrêter dans l'avenir le mouvement des marchandises vers nos ports.

Il est des cas, au contraire, où la surabondance provient d'une surproduction dans l'intérieur du pays même. La question devient alors encore plus grave, car de plus en plus la législation douanière apparaît comme un remède inefficace. Les campagnes de 1894, 1895, 1896 sont intéressantes à étudier à ce point de vue. En 1894 on s'inquiète, nous le savons, de la tendance des cours vers la baisse. L'hectolitre de blé coté 17 fr. 87 en 1892, tombe à 16 fr. 55 en 1893. Pour enrayer le mouvement, le législateur veut frapper un grand coup : le droit est élevé à 7 francs. De cette mesure voici le résultat : en 1894, l'hectolitre ne s'estime plus que 15 fr. 21 ; 14 fr. 40 seulement en 1895 ; 14,82 en 1896. Le mal s'est aggravé. On s'étonne, et plusieurs agriculteurs d'en accuser aussitôt la spéculation. Il eût mieux valu, croyons-nous,

(1) Séance du 23 Octobre 1897.

recourir à une explication plus simple (1). La France, durant cette période, a produit d'abondantes récoltes : 124 millions d'hectolitres en 1894 ; 119 à 120 millions d'hectolitres en 1895 et 1896. Sa consommation annuelle étant estimée à 120 millions d'hectolitres environ, le pays se suffisait à lui-même. Force lui était par conséquent de régler ses prix sur les cours des marchés étrangers, et, à l'exemple de ces derniers, de coter très bas. La spéculation joua sans doute un rôle dans l'affaire ; comment expliquer autrement le chiffre relativement considérable des importations de blé dans nos ports déjà suffisamment pourvus ? A ces offres si malencontreusement faites par l'étranger faut-il cependant attribuer tout le mal ? Nous ne le croyons pas. En somme leur chiffre fut loin d'atteindre le niveau des années précédentes. Voici le tableau des importations de froment et méteil en quintaux métriques (commerce spécial) :

Année 1893 :	10.031.629	Année 1895 :	4.507.298
— 1894 :	12.496.188	— 1896 :	1.584.770

La grande diminution que l'on constate provient surtout des Etats-Unis et de la Russie ; les blés américains, dont les envois s'étaient élevés en 1894 à 3.200.000 quintaux, n'ont donné que 180.000 q. en 1895. L'arrivage des blés russes s'est réduit à 2 millions de quintaux (de 5 millions en 1894). Voilà donc deux pays, propagateurs ordinaires des mauvais prix, n'ayant, en cette occasion, une influence directe que bien minime. Ils n'agissent, comme tous les pays exportateurs de blé à bon marché, qu'indirectement, en causant la baisse sur les places étrangères, dont nous sommes obligés de subir la loi. M. Ch. Graux a accompagné l'exposition de cette théorie devant le Parlement d'exemples qui paraissent

(1) Nous ne parlons pas de la spéculation, qui a pu se produire à l'étranger et par conséquent influencer notre marché, en faisant fléchir les cours en dehors de nos frontières ; nous parlons seulement du rôle joué par cette spéculation vis-à-vis du droit de douane français.

sent suffisamment probants (1). « Lorsque vous augmentez la production intérieure, disait-il, vous diminuez le prix et lorsque vous augmentez les importations, vous ne faites que maintenir les prix (2). En d'autres termes vous payez toujours le blé étranger au prix le plus élevé. L'importation du blé étranger n'a pas pour conséquence de faire abaisser les prix intérieurs... Je trouve à l'appui de cette doctrine une autorité considérable, c'est celle de la Chambre de commerce de Lyon, avec laquelle les protectionnistes n'ont malheureusement pas l'habitude d'être souvent en complet accord. Voici ce que je lis dans un rapport de cette grande chambre de commerce : si on dresse un tableau comparatif des prix et des importations de céréales en France, on voit que toujours les hauts prix ont été accompagnés ou suivis par des afflux d'importation... Par conséquent, ajoutait M. Graux, le droit de douane sur le blé n'a pas pour effet de provoquer la hausse, » il ne peut agir que s'il est provoqué lui-même par un déficit dans la récolte nationale.

Voici d'ailleurs le tableau en question :

Année 1891 :	20 millions de quint.	importés	- 27 fr. 12	le quintal
— 1892 :	19 —	—	—	- 23 fr. 59 —
— 1898 :	10 —	—	—	- 21 fr. 38 —
— 1894 :	12.4 —	—	—	- 19 fr. 85 —
— 1895 :	4.5 —	—	—	- 18 fr. 62 —
— 1896 :	1.5 —	—	—	- 19 fr. 20 —

« Depuis 1891 jusqu'à 1897, dit M. Zolla, le prix du blé a sensiblement diminué et cette baisse est particulièrement marquée pendant les années 1895 et 1896. Or, bien loin de s'accroître, les importations ont diminué, en même temps que les cours s'abaissaient... La concur-

(1) Chambre des députés. Séance de 13 février 1894.

(2) Il faut cependant faire une exception pour les importations provoquées pour la spéculation à la baisse, en particulier pour celles, qui, avant la loi du cadenas, précédaient les modifications de tarif. La présence de stocks importants sur le marché devait

rence étrangère n'agit donc pas sur les cours du blé d'une façon immédiate, en nous « inondant, » suivant l'expression consacrée, de grain à vil prix. C'est la hausse qui provoque l'importation, parce qu'elle révèle précisément un besoin et permet aux vendeurs de réaliser un profit plus élevé. C'est la baisse qui réduit spontanément les importations parce qu'elle se produit au moment où les besoins sont moins grands et qu'elle diminue les profits du vendeur. » Contre cette baisse, le droit de douane reste par conséquent impuissant; tandis que la barrière s'élève et grandit à la frontière, les différences entre le marché de Londres et celui de Paris s'amoindrissent et s'effacent.

La campagne 1897-1898 a été, elle aussi, féconde en incidents instructifs mais bien distincts de la période précédente. A cette époque, en effet, la récolte fut déficitaire en France et dans toute l'Europe. Les Etats-Unis devenaient les principaux, presque les seuls fournisseurs des autres nations, et, chez eux, une immense spéculation réussissait à maintenir dans les mains d'un seul homme, le jeune Leiter (1), la récolte du blé avec tous les stocks existants. Dans notre pays, la politique devint complice de l'agitation qui se préparait; une violente campagne de presse et des débats tumultueux dans les assemblées législatives aidèrent, pour une large part, à provoquer la hausse qui se manifesta à la Bourse du commerce et,

empêcher assurément la nouvelle taxe douanière de produire son plein effet. Mais aujourd'hui cet argument n'a plus de valeur. Or, si nous considérons le tableau du prix et des importations du blé en France (voir ci-dessous), nous voyons les prix continuer à baisser, baisser même dans une bien plus forte proportion durant ces dernières années, tandis que les importations diminuent et que la production nationale augmente, et suffit à la consommation. Pour expliquer cette chute nouvelle des cours, il faut rechercher par conséquent une raison tout aussi nouvelle; nous croyons la rencontrer dans la surabondance, s'affirmant de plus en plus chaque année, surabondance provenant d'une surproduction à l'intérieur de nos frontières.

(1) Voir p.

par ricochet, sur les places étrangères. De tous côtés en effet on signalait une élévation des cours. Le 27 octobre, M. Méline communiquait à la Chambre des députés une dépêche de notre représentant à New-York. « A la nouvelle d'une hausse de un franc par quintal à Paris, disait-il le prix du blé s'est élevé hier ici à 94 sous $5/8$ le boisseau de 27 kilog. 2, soit 18 fr. 10 le quintal livrable en septembre; le comptant s'est coté 19 fr. 12. » Fallait-il lever le droit de douane? Dès le mois de septembre, M. Dornier, dans la *Réforme Economique*, exprimait sur la crise une opinion, pleinement confirmée depuis par les faits : « Que demain tout ou partie du droit sur le blé soit supprimé, le profit serait nul pour le consommateur, attendu que le prix du blé ne fléchirait pas. » Cependant, de toutes parts, on réclamait cette suppression. A l'étranger, dans son attente, les stocks se formaient; en France, le boulanger, escomptant d'ailleurs bien à tort des cours meilleurs, se refusait à effectuer des approvisionnements. L'ouverture des hostilités entre l'Amérique et l'Espagne vint causer un nouveau trouble sur le marché; la hausse s'accrut.

On lira dans le tableau annexé à ce chapitre, les prix du quintal de blé à Paris et à Londres. Durant cette campagne, le droit de douane devait donner son plein effet; il nous fallait passer par toutes les exigences du commerce importateur; ce dernier jouissait d'un monopole. Les différences entre les cours des deux places dépassèrent même, certains jours, le chiffre de 7 francs. A la fin d'avril cependant, l'approvisionnement s'est effectué, du moins en partie; l'écart diminue. Le 4 mai, le droit est supprimé: un écart persiste. L'étranger se sent le maître; comme en 1891, la suppression de la taxe est un aveu de notre faiblesse; on peut donc user et abuser de la situation. Nos fournisseurs relèvent leurs prix, s'approprient l'argent payé jusque là à la douane française, et pour le consommateur, les cours se maintiennent au même niveau.

Le fait ressort clairement du tableau suivant, (cité

dans la *Réforme économique*) représentant les cours du marché de New-York et de Londres :

Marché de New-York Roux d'hiver disponible	Marché de Londres Californie, à la côte anglaise
29 avril : 23.44	26.97
30 » 23.25	27.12
2 Mai : 23.54	26.83
3 » 24	26.68
4 » » »	30.10
5 » 28.25	29. »
6 » 27.95	30.10

Voici, d'autre part, le cours du blé et de la farine à Paris, avant et après la suppression des droits :

Cours du Blé et de la Farine à Paris

Avant et après la suppression du droit.

	Avril		Mai		Juillet-Août	
	Blé	Farine	Blé	Farine	Blé	Farine
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
20 Avril	33 »	68 50	32 75	68 30	30 35	66 10
30 »	32 60	67 70	32 60	67 50	29 90	65 15
2 Mai.....	»	»	32 »	67 »	29 15	63 95
3 » { 2 heures	»	»	31 75	65 75	28 50	63 15
6 »	»	»	29 25	61 60	27 50	61 »
4 Mai.....	»	»	29 70	62 60	28 80	61 75
5 »	»	»	30 35	66 »	30 »	65 »
6 »	»	»	30 65	65 25	29 70	64 45
7 »	»	»	30 25	64 75	29 50	63 75

En Espagne, en Italie, comme à Londres et à New-York, le même phénomène se produit : la nouvelle de la suppression des droits amène une hausse très accentuée. Les Etats-Unis font remonter leurs cotations à un niveau qui n'a été atteint que cinq fois depuis trente ans. En France, le tableau précédent nous le prouve, le prix moyen du blé s'est maintenu, contre l'attente et les prévisions générales. Ce prix « était encore de 26 fr. 69 pendant le mois de juin, dit M. Thery ; mais le droit de 7 fr. ayant été rétabli à partir du 1^{er} juillet, le prix moyen de la première quinzaine de juillet est tombé à

24 fr. 50. » Le fait peut paraître extraordinaire ; il s'explique cependant : on avait largement profité de la suspension de la taxe, en mai et en juin, pour approvisionner nos greniers (1). Le commerce était rassasié ; le négociant, qui tenait encore à lui vendre, devait l'attirer, le tenter par le bon marché. Le droit de douane ne pouvait plus jouer.

Nous sommes d'ailleurs actuellement témoins d'un phénomène identique : les résultats de la dernière récolte nous placent dans une situation semblable à celle qui suivit les campagnes 1894, 1895, 1897. A présent comme alors, le droit de douane ne fonctionne pas parce que nous sommes suffisamment pourvus. Ce n'est donc point à l'importation étrangère que nous devons la baisse. M. Couteau, sénateur de la Vienne, dans un article paru récemment dans le *Temps*, cite à ce propos des chiffres intéressants : « En Angleterre et en Belgique, où le blé étranger entre librement, dit-il, ce produit vaut 16 fr. les 100 kilos. Ayant à payer pour entrer chez nous un droit de 7 francs, il reviendrait donc sur nos marchés à 23 fr. Or, comme le blé indigène ne se vend actuellement que 17 francs, il en résulte clairement que chaque quintal de blé importé pour être consommé en France, laissant une perte sèche de 6 fr., il y a longtemps qu'il n'en est entré un sac. D'autre part, sur le marché de Londres où le prix actuel est de 16 francs, 100 kilos de blé français reviendraient à :

Prix d'achat en France.....	17 fr.
Transport de France à Londres.....	<u>1 —</u>
En tout.....	18 fr.

soit deux francs de perte. L'étranger, dans les condi-

(1) 11 millions de quintaux métriques de blé entrèrent sur notre territoire pendant les deux mois de franchise douanière ; ils s'ajoutaient aux 6.500.000 quintaux entrés pendant les 4 mois précédents. (Rapport de M. Tisserand, directeur honoraire de l'agriculture, à la commission permanente des valeurs de douane, — Session 1899).

tions actuelles, ne peut pas plus envoyer du blé chez nous que nous n'en pouvons envoyer chez lui. » La baisse est donc le fait de la surabondance intérieure ; contre cela la législation douanière reste impuissante (1).

Le même phénomène se produit d'ailleurs pour le sucre : la France exporte du sucre ; en revanche, à l'exemple de bien d'autres nations, elle fixe un droit à l'importation. Le marché anglais au contraire est libre. Or, déduction faite des droits intérieurs, les prix du sucre se nivèlent en France (comme en Allemagne et en Autriche) sur les cours de l'Angleterre. Un pays exportateur ne peut espérer relever la valeur de ses produits, en soumettant l'importation à un droit de douane.

De cette théorie voici enfin une dernière preuve : « Alors que pour les blés tendres, la différence entre les prix d'Anvers et ceux de Paris est à peine de 2 francs, nous voyons le tarif douanier exercer son plein effet sur les blés durs. Le même jour, 27 octobre 1896, les blés durs de la Russie méridionale se cotaient à Marseille de 17 à 18 francs en entrepôt (Bessarabie : 17 fr. ; Ghirka : 18 fr. ; Azoff : 17 fr. 50), alors que les blés durs de l'Algérie se cotaient à 25 francs (2). La

(1) La baisse est le fait de la surabondance intérieure et aussi, il ne faut pas l'oublier, des faibles cours à l'étranger. M. A. Couteaux nous semble donc user d'un langage impropre lorsqu'il dit que « l'étranger n'y est pour rien. » Si les prix en dehors de nos frontières étaient très élevés, notre marchandise ne manquerait pas en effet d'aller y chercher des acheteurs. « Le point limite » de la baisse, le « point de sortie » du blé seraient atteints sans avoir besoin de descendre bien bas dans l'échelle des valeurs. M. Couteaux est plus dans le vrai, croyons-nous, lorsqu'il se plaint de ce que, les meuniers ne pouvant trouver qu'en France jusqu'au prix de 23 fr. les 100 kilos le blé nécessaire à leur industrie, l'agriculture le cède à 17 francs ! Dans ces limites, il est très vrai de dire que la baisse est due à la seule concurrence intérieure entre producteurs français.

(2) Rapport de la commission nommée par la Société nationale d'Agriculture, chargée d'étudier la législation de l'admission temporaire en Allemagne.

France produit en effet du blé tendre, celui employé chez nous dans la panification ; en cette qualité nous sommes suffisamment pourvus. Le blé dur, au contraire, ne rencontre pas dans les récoltes de notre sol des concurrents sérieux ; sur lui l'imposition douanière a facilement prise.

Tous ces exemples viennent confirmer l'opinion, que nous avançons, sur l'effet du droit de douane. A leur lumière, nous pouvons envisager la question du prix du blé dans l'avenir et prévoir quelle sera son histoire. Les récoltes de 1894, 1895, 1896, 1898-1899, ne présentaient rien d'anormal ; au dire des agriculteurs, les conditions climatiques de cette période n'ont pas été tellement exceptionnelles, qu'il faille renoncer à en compter beaucoup d'autres semblables. D'après le Bulletin des Halles, la France a récolté 123 millions d'hectolitres en 1898 (1). Et ce beau rendement ne fait en somme que continuer une marche vers le progrès, commencée depuis longtemps. Quand atteindrons-nous le but, la dernière limite ? Il serait difficile de le déterminer. On était en droit autrefois de fixer le rendement maximum d'un pays en mesurant l'étendue de ses terres. Les découvertes de la science n'autorisent plus ce calcul (2). La production du blé augmente en France, et cependant la superficie cultivée diminue. D'après l'enquête du ministère de l'agriculture, elle a subi une réduction en

(1) 131.050220 hectolitres d'après le ministère de l'agriculture — 130.500.000 hectolitres d'après M. Dornbush.

(2) Le gouvernement, les Sociétés d'agriculture, la presse agricole ont beaucoup travaillé, depuis vingt ans, à répandre les bonnes méthodes de culture. Le pays en recueille les fruits et il est désormais hors de doute que la France produit aujourd'hui, en année moyenne, une quantité de blé légèrement supérieure à ses besoins. J'ajoute qu'en raison même des progrès de la culture, les mauvaises années deviendront de plus en plus rares. J'ajoute encore que ces progrès étant loin d'être arrivés à leur terme, il faut s'attendre à voir les excédents de nos récoltes de blé devenir de plus en plus considérables » (M. A. Couteaux, sénateur de la Vienne, dans un article publié récemment dans le *Temps*).

1882 sur 1862, puis en 1892 sur 1882. Pour cette dernière période, la diminution est de 24.690 hectares ou de 0,034 %. Dans la période précédente, de 1862 à 1882, (en tenant compte de la perte éprouvée depuis de l'Alsace et Lorraine) elle avait été de 99.000 hectares, ou de 1.3 %. C'est au total, en 30 ans, une perte de 123.690 hectares ou de 1.64 p. 100. En cette matière, les statistiques sont, il est vrai, le plus souvent bien peu exactes ; du moins indiquent-elles une tendance générale vers la baisse. La production au contraire augmente et progresse.

Différences de production (moyennes annuelle) entre les périodes (1) :

1834-1843 et la période	1856-1865	= +	28.677.378	hectolitres
1856-1865	—	1876-1885	= +	5.345.861 —
1876-1885	—	1886-1895	= +	5.384.504 —

L'augmentation de la production est donc la conséquence d'un meilleur rendement par hectare. Ce rendement a été de 19 hectolitres en 1898 ; de 17.4 en 1896 ; de 17.1 en 1895 ; de 17.5 en 1894. De 1851 à 1860 il n'avait été que de 13.99 et de 10.22 seulement de 1816 à 1820. L'influence des agents atmosphériques diminue avec les progrès de la science. Depuis un demi-siècle, déclare l'enquête du ministère de l'agriculture, les écarts de production maxima et minima de chaque période paraissent s'amoindrir. Et cependant, la consommation des engrais n'est pas encore suffisamment développée dans notre pays. C'est ce qui ressort d'une notice, publiée

(1) La production pouvant varier de 25 à 30 % d'une année à l'autre, il est nécessaire, pour avoir une idée exacte de son mouvement, de comparer des périodes comprenant des années en nombre suffisant pour que les variations accidentelles se puissent compenser mutuellement. On a retranché de la deuxième période décennale (1856-1865) la portion du territoire (Savoie et Comté de Nice) qui n'entre pas dans le décompte de la 1^{re} période et on a ajouté aux chiffres de la 3^e période (1876-1885) la production de l'Alsace-Lorraine (Enquête du Ministère de l'Agriculture).

en 1896 par les soins de la société d'encouragement pour étendre l'emploi de ces engrais chimiques. « Pour la consommation des engrais phosphatés, déclare-t-elle, la Hollande vient en tête; puis viennent la Belgique, l'Angleterre, l'Allemagne et enfin la France. L'Italie et l'Autriche commencent seulement à essayer des engrais chimiques. Pour le nitrate, le classement s'établit comme suit : Belgique, Hollande, Allemagne, Angleterre, France. Or précisément, la moyenne des rendements en blé des nations envisagées ci-dessus peut être établie dans un ordre strictement proportionnel à leur consommation en engrais chimiques. Cette moyenne a oscillé pendant les dernières années entre les quantités suivantes par hectare : 27 à 28 hectolitres pour la Belgique et la Hollande ; 25 à 27 hectolitres pour l'Angleterre : 18 à 19 hectolitres pour l'Allemagne, 16 à 17 hectolitres et demi pour la France, 12 à 14 hectolitres pour l'Autriche et l'Italie.

De ces constatations, nous pouvons conclure et dire que notre pays n'a pas fourni son maximum de rendement. La supposition de récoltes abondantes, de périodes de surproduction n'est pas tout à fait gratuite; elle nous permet de prédire des prix de plus en plus bas. Entre le rendement et le prix du blé en effet, l'enquête du ministère de l'agriculture a déjà établi un parallèle intéressant et instructif pour l'avenir.

Périodes	Rendement par hectare	Prix
1816-1820	10 hectol. 22	25 fr. 33
1821-1830	11 — 90	18 - 38
1831-1840	12 — 77	18 - 94
1841-1850	13 — 68	19 - 74
1851-1860	13 — 99	22 - 11
1861-1870	14 — 28	21 - 47
1871-1880	14 — 60	23 - 09
1881-1890	15 — 65	18 - 89
1891-1895	15 — 83	16 - 49

La plus forte augmentation de rendement appartient à

la période 1881-1891-1895 ; ce rendement atteint près de 16 hectolitres par hectare. Par contre, les prix pratiqués durant la même période sont les plus bas. Voilà ce que l'enquête pouvait déclarer en considérant le tableau arrêté en 1895. Depuis cette époque, le mal s'aggrave ; l'hectare produit de plus en plus de froment ; de plus en plus les prix tombent et s'abaissent. L'abondance, bien loin d'amener un peu de cette joie rêvée dans nos campagnes, y maintiendra des prix trop modestes pour prétendre rémunérer l'agriculteur de ses peines. Et devant ce mal, nous le savons, la législation douanière demeurera impuissante.

Assisterons-nous alors, pour notre pays, au triste spectacle que nous présente l'Angleterre : « l'agriculture semblant sur le point de disparaître, la terre de n'être plus cultivée, l'importation du blé étranger nourrissant les 5/6 de la population indigène ? » C'est seulement d'une consommation plus large de blé, grâce à l'emploi de cette céréale pour l'élevage et l'industrie par exemple, que nous pouvons attendre un avenir meilleur. « Je ne saurais trop engager les cultivateurs à modifier complètement leurs habitudes, dit M. Gaston Devaux ; au lieu de porter leur blé au marché, où l'on a bien de la peine à le vendre plus de 18 ou de 19 francs le quintal, qu'ils le gardent chez eux, qu'ils engraisent des animaux, qu'ils fassent consommer leur blé par les bestiaux et ils auront ainsi tout profit, car le blé leur rapportera de la sorte un prix bien plus rémunérateur. » M. G. Devaux l'estime à 27 francs les 100 kilos (1).

M. A. Couteaux soutient la même théorie : « Puisqu'il ne se mange pas assez de pain en France, dit-il, pour utiliser tout le blé qu'une culture plus avancée et en progrès continu est arrivé à produire, il faut tout simplement transformer l'excédent en une autre substance alimentaire à l'usage de l'homme, en viande par exemple. En d'autres termes, une fois la somme de pain nécessaire

(1) Gaston Devaux - Le blé à 27 fr. les 100 kilos.

au peuple français assurée, comme on ne peut pas jeter à l'eau ou abandonner en pure perte aux rats et aux charançons des greniers le surplus du blé récolté, il faut employer ce surplus à engraisser les animaux de la ferme, de façon à le faire servir encore, sous une autre forme, à l'alimentation de nos concitoyens. »

Il faudra peut-être encore bien du temps pour voir ces idées entrer dans la pratique.

Voici cependant une société agricole qui en prend la défense ; il s'agit de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Béthune, dont nous citerons l'intéressante délibération (1). « Considérant que l'avisement actuel des cours du blé fait aux cultivateurs une situation déplorable, puisqu'ils ne représentent pas même le prix de revient de leurs produits et qu'ainsi se trouve compromise cette branche importante de la culture nationale. Considérant que pour conjurer cette crise où l'agriculture se débat et modifier les conditions du marché intérieur, l'intervention des Pouvoirs publics, malgré toute la bonne volonté possible, ne saurait être assez prompte, ni assez efficace. Qu'il est au contraire facile aux cultivateurs, vu le prix d'achat des blés étrangers, de trouver en eux-mêmes un remède énergique et immédiat au mal dont ils souffrent et qu'ils semblent aggraver bénévolement par la concurrence désastreuse qu'ils se font en vendant du blé, alors qu'ils n'ont rien à craindre des importations (2), la Société engage en conséquence, avec les plus vives instances, tous les cultivateurs de France à ne pas céder leurs blés au dessous de 17 fr. les 80 kilos, soit 21,25 le quintal, chiffre que l'on obtiendra facilement et à très bref délai parce qu'il est encore bien au dessous du prix que l'on devait payer à l'étranger. La Société insiste également sur la néces-

(1) Délibération du 13 novembre 1899.

(2) Il semble en effet que les cours aient baissé cette année au-dessous même du point limite dont nous parlions plus haut.

sité qu'il y a, actuellement, à donner du pain à tous les animaux. Elle adresse, en outre, un pressant appel à toutes les Sociétés et Associations agricoles, les invitant à employer tous leurs moyens d'action auprès des cultivateurs, en vue d'une vaste entente, d'où résultera pour eux une amélioration notable pour l'écoulement des blés à leur prix normal. »

Voilà donc des agriculteurs qui ne comptent plus sur des mesures douanières pour relever les cours, et tandis que des législateurs cherchent dans une combinaison nouvelle de tarifs un remède au mal dont souffrent tant de cultivateurs, verrons-nous enfin ces derniers comprendre qu'ils peuvent se guérir eux-mêmes ?

Bien plus ces idées ont prévalu au Conseil supérieur de l'Agriculture ; l'unanimité des 25 membres présents s'est prononcée contre les différentes propositions soumises au Parlement, propositions qui préconisent certains systèmes, tels que les bons d'importation, relèvement du droit sur les blés. Dans le compte-rendu de séance que donne M. P. Sinceny (1), nous lisons : « L'exemple de l'Allemagne invoqué par les auteurs de ces différents projets, n'a réussi qu'à en démontrer les dangers. Les situations des deux pays sont en effet absolument dissemblables. En France, nous produisons le blé nécessaire à notre consommation ; en Allemagne, il en va tout autrement, ce pays étant actuellement et devant, longtemps encore, rester gros importateur de blé. Enfin, ce qui était bien fait pour couper court à toute discussion, c'est la révélation faite au Conseil que la loi qui établit les bons d'importation en Allemagne stipule qu'elle cessera d'être appliquée, précisément le jour où ce pays produira le blé nécessaire à sa consommation. On y a vu la preuve, si elle n'avait pas été faite d'autre part, qu'un pareil système n'avait de chance de pouvoir fonctionner utilement, que dans un pays couramment et régulièrement importateur de

(1) *Réforme économique* du 3 décembre 1899.

grosses quantités et non dans un pays arrivant à la limite de production, où il est susceptible de devenir exportateur. »

Le droit de douane n'exerçant plus d'action en France dans une année de production normale, faut-il le supprimer ?

Tel n'est pas assurément notre avis. Envers la législation protectionniste des dernières années, nous sommes d'abord redevables de trop de bienfaits pour la repousser, confondue avec ce que l'on détruit comme ayant été nuisible ou malfaisant. Ce n'est certes pas un mince avantage de pouvoir constater aujourd'hui en France d'abondantes récoltes de blé. Pour maintenir, pour augmenter sa production le pays a eu à lutter contre la baisse des cours étrangers (1). Lorsqu'il fallait avoir recours aux approvisionnements des autres nations, le droit de douane a eu son utilité.

Aujourd'hui la victoire nous revient ; mais il ne faudrait pas oublier à qui nous la devons. Sans doute Frédéric-List pouvait faire remarquer avec quelque raison combien « la liberté des relations avec les peuples manufacturiers et commerçants sont favorables pour le passage de l'état sauvage à l'état pastoral et celui de l'état pastoral à l'état agricole, ainsi que pour les premiers progrès dans l'agriculture. » Mais ces premiers progrès ont été dépassés ; la France possède depuis longtemps une population suffisamment dense pour pouvoir aspirer à produire principalement en vue de sa propre alimentation. Ce faisant, elle pratique bien d'ailleurs un « système d'économie politique nationale. » Considérons au con-

(1) « La réduction des superficiesensemencées en blé, faisait remarquer M. Viger, en 1885, est en raison inverse du droit protecteur imposé à l'entrée des blés étrangers ; elle est de 28 % en Grande-Bretagne depuis 1890 ; elle s'élève à 12 % en Autriche et à 5 % en France. Or, ajoutait-il, la culture du sol français est non-seulement nécessaire en vue de l'alimentation du pays, mais encore elle s'impose comme une des sources de travail les plus abondantes pour nos ouvriers agricoles ».

traire les résultats auxquels a abouti la politique de nos voisins, de l'Angleterre. A la lumière de cet exemple on comprend combien fut sage notre législation. « Plus qu'aucune de ses rivales l'industrie anglaise est menacée par le développement de la concurrence, par la fermeture des débouchés et par la transformation des procédés techniques. Si l'Angleterre n'avait eu qu'une industrie normale, en rapport avec ses ressources naturelles, si elle avait travaillé surtout les produits agricoles ou minéraux de son sol — comme on l'a fait beaucoup plus chez nous — elle aurait moins à souffrir de cette décentralisation générale, qui commence. Mais la crise lui sera d'autant plus terrible que ses industries affectaient pour la plupart l'allure de monopoles. Sa force et sa vie même sont liées à l'importation de matières premières, qu'elle ne produit pas et à l'exportation d'articles fabriqués, qu'elle ne saurait consommer. Les sources d'où viennent les unes menacent de tarir, tandis que les débouchés par où s'écoulent les autres se ferment. Ainsi se trouve ébranlée la fortune de l'Angleterre, et deux siècles après Colbert, il semble que la formule d'une sage économie politique, plus soucieuse de la prospérité nationale que de théories, va redevenir pour chaque Etat : se suffire à soi-même, développer ses ressources propres et celles de ses colonies et acheter le moins possible aux autres pour ne point dépendre d'eux. Il serait curieux qu'à la fin du siècle de la grande industrie et du libre échange, les nations se prissent à méditer, pour l'appliquer à leur régime économique, le conseil de Candide : « Cultivons notre jardin » (1) !

(1) Correspondant du 25 Avril 1899.

« En réduisant la farine en équivalent de blé en grains, on trouve une importation totale en 1898 de 47.209.379 quintaux métriques de grains, qui ont coûté à l'Angleterre la somme de 942.049.075 francs. Les importations de blé dans ce pays vont en grandissant d'année en année. Pendant la période quinquennale qui finissait en 1870, l'importation, année moyenne, a été de 17 millions de quintaux métriques ; pendant la dernière période quin-

Et nous l'avons cultivé, nous, à l'abri du droit de douane. C'est là l'histoire du temps passé ; à l'avenir, faut-il maintenir cette barrière ? En principe une imposition douanière n'est pas créée pour subsister éternellement ; une fois son service rendu, elle doit disparaître. Nous serions donc pour son abrogation, si elle n'avait plus sa raison d'être ; mais peut-être offre-t-elle encore, quelques précieux avantages. Les importations de blé continuent à s'effectuer, le fait sera relevé dans le chapitre suivant ; sans doute, elles ont diminué d'importance, tandis que grandissait notre production. Mais leurs quantités, bien que relativement minimes, n'en sont pas moins anormales. On peut avec quelque vraisemblance attribuer leur existence à l'action de la spéculation. Contre cette spéculation, le droit de douane présentera donc une réelle utilité ; puisque, malgré l'abondance à l'intérieur, le commerce veut apporter les produits étrangers sur nos marchés, malgré cette abondance aussi il nous faut maintenir l'imposition douanière. Agir autrement serait risquer de faire le jeu de l'agiotage et participer peut-être aux calculs d'une spéculation dangereuse.

Nous maintiendrons donc le droit, non plus dans l'espoir d'établir une différence entre les cours nationaux et ceux de nos concurrents, mais pour nous préserver d'une baisse générale.

Or, on prétend qu'en principe le droit de douane favorise cette baisse. « Des droits protecteurs modérés

quennale 1893-1898, elle s'est élevée à 48.391.432 quintaux métriques par an. La récolte moyenne ayant été pour l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande réunies pendant cette dernière période quinquennale de 15 à 16 millions de quintaux métriques de blé, on voit le rôle énorme que joue l'importation de cette céréale dans l'alimentation du peuple anglais, puisqu'elle est triple de la production du pays, ce qui signifie que l'Angleterre est pour son pain quotidien pendant 9 mois de l'année dans la dépendance de l'étranger ». Rapport de M. Tisserand, directeur honoraire de l'agriculture à la commission permanente des valeurs de douane. (Session 1899.)

sont parfois utiles. Mais il n'en est pas moins certain que la politique protectionniste suivie en Europe a contribué à accentuer la baisse des prix des céréales.... Fermer les débouchés aux pays producteurs, c'est forcer ceux-ci à baisser leurs prix outre-mesure et fausser par suite les conditions normales de la concurrence (1) ». Le raisonnement semble juste ; mais peut-être, pour être rigoureusement exact, faudrait-il plutôt accuser l'accroissement même de la production dans le pays chez qui l'on importe. La France fournit plus de blé qu'autrefois ; elle suffit à sa propre consommation ; voilà bien l'obstacle qui s'oppose à l'entrée des céréales étrangères et les force à laisser tomber leurs cours, si elles veulent pénétrer quand même sur nos marchés. Le droit de douane a permis et encouragé ces progrès de la culture ; en ce sens, et en ce sens seulement, on peut lui attribuer la chute des prix.

Disons mieux : dans l'état actuel de production nationale abondante, la baisse des prix sur les blés importés de l'étranger est occasionnée moins par l'existence de tarifs douaniers, moins par la fertilité de notre sol qui fournit au pays au-dessus du nécessaire à sa consommation, que par les arrivages mêmes des céréales étrangères. Nous sommes suffisamment fournis en blés et, malgré cette situation, on s'acharne à nous offrir de cette marchandise ! Que chacun veuille bien rester chez lui, que nos concurrents ne viennent pas inutilement et mal à propos s'exposer au paiement d'un droit de douane, et la surabondance n'existera plus, ou du moins sera moindre. Pour l'alimentation du pays nous n'avons recours à personne, nous ne réclamons aucun secours. Si quelqu'un tient quand même à faire entreprendre à ses stocks un voyage jusque dans nos ports, qu'il le fasse

(1) Georges Blondel : « Les questions agraires au Congrès de Buda-Pest. Société d'Economie sociale. Séance du 9 novembre 1896.

à ses risques et périls ; nous ne lui reconnaissons pas le droit de récriminer contre notre politique, parce que de son passage à la frontière il aura eu à éprouver quelques dommages.

Histoire de la campagne 1897-1898

(Chiffres extraits de l'Officiel et cités par M. Domergue dans la Réforme Economique).

		Cours de		Différence	
		Paris	Londres	à Paris	
1 Juin	1898	— 28.85	— 26.50	— +	2.35
25 Mai	1898	— 29.60	— 27.80	— +	1.80
18 »	»	— 30.10	— 28.90	— +	1.20
11 »	»	— 31.60	— 30.35	— +	1.25
4 »	»	— 29.60	— 26.95	— +	2.65
27 Avril	1898	— 32.60	— 26.10	— +	6.50
20 »	»	— 30.60	— 23.50	— +	7.10
13 »	»	— 29.85	— 21.55	— +	8.30
6 »	»	— 29.10	— 21.70	— +	7.40
23 Mars	1898	— 28.85	— 21.00	— +	7.85
16 »	»	— 28.85	— 21.25	— +	7.60
9 »	»	— 28.60	— 21.40	— +	7.20
2 »	»	— 28.60	— 21.45	— +	7.15
23 Février	1898	— 28.85	— 22.30	— +	6.55
16 »	»	— 29.35	— 21.75	— +	7.60
9 »	»	— 29.35	— 20.50	— +	8.85
2 »	»	— 28.85	— 20.55	— +	8.30
26 Janvier	1898	— 28.60	— 20.20	— +	8.40
19 »	»	— 28.35	— 19.90	— +	8.45
12 »	»	— 28.35	— 20.10	— +	8.25
5 »	»	— 28.85	— 20.70	— +	8.15
29 Décembre	1897	— 29.25	— 20.40	— +	8.95
22 »	»	— 29.25	— 20.10	— +	9.15
15 »	»	— 29.85	— 20.10	— +	9.75
8 »	»	— 30.50	— 19.95	— +	10.55
1 »	»	— 30.35	— 20.40	— +	9.95
24 Novembre	1897	— 30.35	— 20.20	— +	10.15
17 »	»	— 29.60	— 20.55	— +	9.05
10 »	»	— 29.35	— 20.60	— +	8.75
3 »	»	— 29.35	— 20.10	— +	8.25
27 Octobre	1897	— 29.05	— 21.00	— +	8.05
20 »	»	— 29.10	— 21.00	— +	8.10
13 »	»	— 29.25	— 20.70	— +	8.55

				Cours de			Différence		
				Paris		Londres		à Paris	
6	»	»	—	28.25	—	19.65	—	+	9.20
29	Septembre	1897	—	29.00	—	19.75	—	+	9.25
22	»	»	—	28.60	—	20.20	—	+	8.40
15	»	»	—	29.35	—	21.45	—	+	7.90
8	»	»	—	29.35	—	21.20	—	+	8.15
1	Septembre	1897	—	28.10	—	20.65	—	+	7.45
27	Août	1897	—	29.50	—	21.95	—	+	7.55
20	»	»	—	29.50	—	17.80	—	+	11.70
13	»	»	—	27.50	—	16.10	—	+	11.40
6	»	»	—	26.50	—	16.10	—	+	10.40
30	Juillet	1897	—	25.00	—	16.80	—	+	8.20
23	»	»	—	24.00	—	15.50	—	+	8.40
16	»	»	—	23.75	—	16.15	—	+	7.60
9	»	»	—	23.50	—	15.95	—	+	7.55
2	»	»	—	23.50	—	15.90	—	+	7.60
25	Juin	1897	—	23.50	—	15.75	—	+	7.75
18	»	»	—	23.50	—	16.10	—	+	7.40
11	»	»	—	23.50	—	16.25	—	+	7.25
4	»	»	—	23.50	—	12.50	—	+	7.00



CHAPITRE IV

La Spéculation

Réglementation de la Bourse du commerce, à Paris. —

Avantages résultant de ce mode de spéculer. — Inconvénients : Distinction entre le marché à livraison effective et le marché différentiel. Influence réciproque de l'un sur l'autre. Intérêts nouveaux créés chez le spéculateur ; danger de ces intérêts. — Les spéculateurs travaillent en majorité en faveur de la baisse ; raison de ce choix. Comment on pratique la baisse. — Discussion de quelques arguments mis en avant pour prouver l'influence de la spéculation à la baisse.

Beaucoup, parmi les agriculteurs et les agrariens, se plaignent de l'influence néfaste exercée par la spéculation sur les cours des blés, sans s'être auparavant suffisamment renseignés à ce sujet. De là résulte sans doute, le manque de précision, si fréquent dans les critiques qu'on lui adresse. Le monde de la bourse est, assurément, parfois difficile à explorer ; l'usage y a introduit un langage particulier, et non moins spéciales sont les opérations, auxquelles le commerce s'y livre. Pour sortir des considérations par trop vagues et donner à son jugement quelque précision, il y a donc nécessité de se munir de renseignements techniques, relatifs à l'organisation des marchés à terme. C'est ce que nous voudrions essayer de faire d'abord ici.

Chaque Bourse possédant un règlement particulier, il en résulte une grande diversité dans les pratiques commerciales. Nous étudierons seulement le mécanisme de

la Bourse de commerce de Paris. Sans doute, et il faut encore bien le noter, le prix du blé se laisse aussi influencer par la spéculation sur les places étrangères. Mais la connaissance de la réglementation en usage sur le principal marché de notre pays sera, croyons-nous, suffisante pour nous faire une juste idée de la spéculation en général.

Le 1^{er} Juillet 1898 (1), Pierre vend à Paul 2.000 quintaux de blé du marché de Paris, livrables sur les quatre de novembre suivant, (soit 1/4 en novembre, 1/4 en décembre, 1/4 en janvier, 1/4 en février), au prix de 18 fr. 90, coté à cette époque. Le 1^{er} Juillet, les deux parties échangent donc des lettres proposant et acceptant le marché « aux conditions et usages de la place de Paris ». Notons ces dernières expressions, elles ont leur importance. Pierre durant le mois de novembre doit livrer deux filières, car la filière n'est que de 250 quintaux : « La livraison, dit l'article 35 du règlement, s'effectue par lots indivisibles de 25.000 kilogrammes environ, à l'aide de formules imprimées (dites filières) délivrées par la commission ». Paul, remarquons-le, doit être prêt à recevoir les 500 quintaux de blé durant tout le mois de novembre ; il peut même les recevoir par lots distincts, c'est-à-dire, par filières émises chacune à une date différente. Le 8 novembre, Pierre crée une filière, la transmet à Paul, qui l'arrête à la liquidation du 10 novembre. Ce papier entre les mains de Paul est « la représentation effective de la marchandise ; il sert d'offre réelle de livraison et se transmet, par voie d'endossement, par l'entremise de liquidateurs agréés par la commission. La présentation en est faite au domicile de l'acheteur, tous les jours non fériés, de neuf heures du matin à quatre heures du soir, excepté les jours de liquidation centralisée... » (Article 36 du

(1) Nous empruntons ces détails et ces exemples au rapport de M. Gustave Dron, député, rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner les propositions de loi concernant les marchés à livrer fictifs et l'agiotage sur les denrées et marchandises.

règlement). Cette filière est une formule par laquelle Pierre annonce à Paul qu'il « tient à sa disposition 250 quintaux de blé, déposés aux magasins généraux, n°..., couche..., contre paiement du prix convenu ». Elle est accompagnée de quelques autres pièces, et contient principalement quatre pages, destinées à recevoir tous les endos qui pourraient intervenir entre le vendeur et l'acheteur primitifs. La filière ayant été arrêtée, l'échange des factures a lieu (1).

La deuxième filière, due pour le mois de novembre, est adressée le 18 à Paul ; mais Pierre, le vendeur, ne la crée pas ; il l'a reçue lui-même d'un premier vendeur, de Jean par exemple, qui la lui a cédée à 19 fr. 50 au moyen d'un endos. Paul, le dernier acheteur qui arrête la filière, ne donnera à Jean, premier vendeur, que 18 fr. 90 par quintal, le prix fixé dans son contrat avec Pierre. Celui-ci ayant acheté à 19 fr. 50 et vendu à 18 fr. 90, remettra la différence (1 franc par quintal vendu) au liquidateur, qui en créditera Jean. Pierre, remarquons-le, n'est intervenu dans l'affaire que par le paiement d'une différence. Il ne connaît probablement pas la marchandise, qu'il a achetée pour aussitôt la revendre.

Le 20 décembre, Pierre reçoit de Jean, par endos, une filière qu'il endosse sur Paul ; celui-ci l'endosse sur un autre spéculateur, qui la fait circuler lui-même ; finalement, la filière revient une seconde fois à Pierre, qui l'endosse de nouveau sur Paul qui l'endosse sur Maurice. Parmi tous ces nombreux trafics, une seule livraison est effective : la livraison sur Maurice ; les

(1) Les liquidations de filières ont lieu les 10, 20 ou 30 de chaque mois. Une filière peut donc circuler au plus pendant 10 jours, souvent deux ou trois jours seulement. Chaque endosseur a vingt-quatre heures pour faire endosser sa filière par un autre ; sinon il l'arrête et doit prendre livraison. Parfois une filière passe de main en main et est endossée 10 fois, 20 fois dans le local même du syndicat-général où elle est déposée sur la table le dernier jour de la liquidation.

autres s'effectuent par le payement de différences et Pierre s'est acquitté envers Paul de toutes ses obligations du mois courant en endossant deux fois sur lui la même filière.

Au commencement de janvier, Pierre endosse une nouvelle filière sur Paul, qui l'endosse sur Jean, etc. La fin de janvier arrive, Pierre reste débiteur, vis-à-vis de Paul, d'une filière de 250 quintaux, livrable sur ce mois. Pierre n'ayant pas exécuté la livraison, Paul demande la résiliation, qui se fait au cours de liquidation fixé par la commission du Marché de Paris. « Si au jour du marché, dit l'article 47 du règlement, le vendeur n'a pas fourni la marchandise qu'il devait livrer, l'acheteur peut, sans mise en demeure préalable, considérer la vente comme résolue à son profit pour la quantité non livrée, sur le cours de trois heures du dernier jour de livraison, ou bien, faire racheter cette quantité par courtier assermenté, aux frais, risques et périls du vendeur, à la Bourse du premier jour du mois suivant. » Le cours de liquidation étant, supposons-le, de 20 francs, Pierre doit payer la différence entre le prix de sa vente et le prix de son rachat : soit 2 fr. 10 par quintal. Il n'y a donc ici aucune livraison effective de marchandises.

Le 1^{er} février, Pierre crée une filière sur Paul, qui l'endosse sur Jean, qui l'endosse sur Maurice. Celui-ci l'arrête à la première liquidation et demande l'expertise de conservation. « Le réceptionnaire peut demander une expertise sur l'état de conservation et le poids naturel du blé » (article 47 du règlement). La marchandise, supposons-le, est refusée à cette expertise. Ici le dernier acheteur, Maurice dans l'espèce, a le droit d'opter soit pour la résiliation au cours du jour de l'expertise, c'est-à-dire pour un simple règlement par différence, soit pour le remplacement par une autre couche de blés. Maurice optant pour le remplacement, Pierre, le créateur de la filière refusée en expertise, lui remet un bon de livraison pour une autre couche de 250 quintaux et, grâce à cette décision, le marché perd de son

caractère fictif. C'est bien le blé et non la filière qui a été vendu, mais encore la livraison n'a-t-elle été effective que de la part de Pierre.

Enfin, lors de la dernière livraison à la fin de février, la marchandise ayant été refusée, l'acheteur définitif réclame à Pierre, créateur de la filière, la résiliation au cours de liquidation ; et alors toutes les livraisons se règlent par différences.

Ces quelques exemples nous donnent une idée des nombreuses combinaisons qui peuvent se produire dans un marché, et pour résumer tout de suite notre impression sur les affaires pratiquées en Bourse, nous dirons : bien que distincts par quelques côtés, ces contrats présentent un caractère commun, la faculté de se terminer par le paiement de simples différences ; d'où il suit qu'avec une même filière de 250 quintaux on peut répondre aux demandes des acheteurs en Bourse pour des quantités doubles, triples et même beaucoup plus importantes de marchandises.

Examinons maintenant quels sont les avantages et inconvénients résultant de ce mode de spéculer, son influence sur les prix. La récolte du blé en 1891 peut nous servir de premier exemple. « En 1891, dit M. P. Vergne (1), année où les blés furent gelés et où le rendement du froment ne dépassa pas 71 millions d'hectolitres, nous fûmes obligés d'aller chercher 41 millions d'hectolitres à l'étranger, lesquels, aux prix de 30 francs environ, représentaient la jolie somme de 120 millions. Les fortunes réunies de tous nos importateurs n'auraient pas suffi à atteindre cette somme ; mais au fur et à mesure que ces importateurs achetaient des blés au dehors, ils se couvraient en vendant un arbitrage sur des termes éloignés, soit du blé du marché de Paris, soit à la parité des farines douze marques. De cette façon, ils assuraient leurs bénéfices et empêchaient en même temps par ces ventes des exagérations de prix

(1) *Réforme économique* du 4 avril 1897.

en hausse ». Dans cet exemple on peut relever les avantages suivants : d'abord, ce que nous appellerons avec M. Sayous, « l'égalisation des prix dans l'espace » (1). L'importateur contribue par ses achats sur le marché étranger à provoquer la hausse, là où précisément une surabondance pouvait faire redouter l'effondrement des cours. Résultat bienfaisant non seulement pour la région où la hausse se produit, mais aussi pour les marchés plus éloignés, intéressés à une bonne tenue des cours en dehors de chez eux. L'importateur français évite aussi, et c'est un second avantage, le prix de famine, l'approvisionnement étant assuré par des ventes à termes pour le moment où la récolte du pays sera épuisée. « La spéculation, dit J.-B. Say, retire une marchandise de la circulation lorsqu'elle est trop abondante pour l'y reverser lorsqu'elle devient rare ». Elle aboutit, en d'autres termes, à « l'égalisation dans le temps » ; en voici un second exemple : lors de la campagne 1897-1898, durant quelques mois, les cours ne se sont point élevés aussi haut qu'on aurait pu s'y attendre. Pourquoi ? Parce que la spéculation escomptait une bonne récolte prochaine (2). Le boulanger achetait seulement la farine nécessaire à la consommation journalière et le commerce faisait des ventes à découvert. Le manque de demandes empêchait les cours actuels de monter à des prix trop élevés ; le marché à terme facilitait l'écoulement des approvisionnements futurs. « Les prévisions détermineront l'écart entre le terme et le comptant ; cet écart est-il insuffisant pour être rémunérateur, titres et marchandises actuellement détenus se précipiteront sur le marché et l'équilibre un moment rompu se rétablira. Cet écart est-il très notable ? Toutes les personnes qui cherchent une rente

(1) Sayous. Ouvrage sur les Bourses du Commerce en Allemagne.

(2) Et aussi parce que on attendait un bon résultat de la campagne menée en faveur de la suppression du droit de douane.

supérieure, même légèrement supérieure à la rente actuelle et moyenne du marché financier offriront les secours de leurs capitaux, feront des achats au comptant, quitte à revendre à terme, et l'équilibre momentanément rompu sera rétabli (1). »

Ces avantages résultent, remarquons-le, de l'usage des marchés à terme, basés sur la livraison effective des marchandises ; en rien, ils n'impliquent la nécessité des marchés fictifs, de ces marchés contractés en bourse, au moyen de la transmission de simples filières.

Mais ces derniers eux-mêmes, pour n'être pas du moins essentiellement, nécessaires, n'en sont pas moins singulièrement utiles. L'importateur, le commerçant en gros effectuent à l'étranger de forts achats de grains, escomptant dans quelques mois une hausse des prix en Europe. Les voilà donc engageant, sur la simple prévision d'une majoration des prix, d'énormes capitaux. Ils courent des chances, et contre une mauvaise chance possible, désirent s'assurer. Ces commerçants vendront donc à terme la marchandise future, transféreront, pour se mettre à l'abri d'une baisse, les avantages d'une probabilité de gain mais aussi les risques de perte à une autre personne. Celle-ci « se fait *assureur*, compte sur une sorte de prime, sur une différence plus ou moins sensible entre le prix d'achat à terme et le prix d'une vente ultérieure pour la rémunérer des dangers auxquels elle a accepté de se trouver exposée ». C'est ainsi, par exemple, qu'ont agi les importateurs en 1891 ; c'est ainsi qu'on agit tous les jours ; et les défenseurs de l'organisation actuelle du marché ne manquent pas d'attribuer à ce genre d'opérations un rôle important dans la constitution des stocks des matières premières, nécessaires à l'alimentation comme à l'industrie. A lui par conséquent, nous devrions aussi cette égalité dans les cours, ce nivellement des prix qui a remplacé les

(1) A propos de ces différents avantages, voir le livre de M. Sayous, déjà cité.

fluctuations violentes d'autrefois, fluctuations nuisibles à l'agriculture, nuisibles surtout au consommateur. Voici ce que rapporte le consul de Leipzig dans une note adressée au Ministère des affaires étrangères vers la fin de l'année 1897 (sur les résultats de la mise en vigueur de la loi du 22 juin 1896, qui supprime en Allemagne les marchés à terme pour les blés et farines) : « La situation de la minoterie, déjà si précaire, serait encore aggravée par la suppression du marché à terme... Par cette suppression, les minotiers sont, malgré toute leur prudence, à la merci des baisses subites occasionnées, par exemple, par des importations imprévues, quand ils continuent à travailler sur des grains achetés cher. D'autre part, ils ne peuvent pas profiter des conditions favorables du marché des blés sans s'encombrer, ce qui souvent leur est impossible. Aussi le minotier, plus craintif, a-t-il moins d'initiative et a-t-il restreint ses transactions (1). Il lui faut cependant, à notre époque plus qu'à aucune autre, de l'initiative et de la décision.

Les récoltes étrangères arrivent sur les marchés avec une rapidité toujours croissante ; l'importateur doit être prêt à acheter des quantités considérables de marchan-

(1) N'exagère-t-on pas cependant l'importance de ce rôle de « couverture » attribué au marché à terme. Voici, à ce propos, quelques remarques intéressantes du « syndicat des grains et fourrages » : les denrées achetées par la guerre ou par les grandes administrations et livrables sur des époques éloignées sont les suivantes : le pain de troupe, l'avoine, le foin, la paille. Or, au marché de Paris, on ne s'occupe ni du foin, ni de la paille et néanmoins l'Etat ou les grands consommateurs ont toujours trouvé des vendeurs sur toutes les époques. Le pain de troupe est fabriqué avec des farines d'une qualité spéciale, dites farines militaires, dont le cours n'a aucun rapport avec celui des farines Douze-marques qui sont seules admises au marché de Paris. Reste donc l'avoine ; nous avons déjà dit que le marché de Paris ne comprend généralement pas une période supérieure à 6 mois. Comme on vend à l'Etat pour 12 mois, le vendeur, même s'il voulait se couvrir au marché de Paris dans la plus grande mesure possible, conserverait donc toujours pour lui le risque des 6 mois les plus éloignés, c'est-à-dire les plus dangereux.

dises, dont la consommation n'a pas besoin immédiatement; s'il ne le fait pas, ses concurrents étrangers s'en empareront (1). Comment cet importateur pourra-t-il limiter ses risques tandis qu'il attend la demande du consommateur? En trouvant un assureur et celui-ci se trouvera d'autant plus facilement qu'il lui sera plus aisé de s'assurer lui-même, d'endosser à un autre les filières pour fractionner ses propres risques. De là une grande multiplicité d'opérations; assureurs et assurés se fréquentent tous les jours à la Bourse, où ils sont sûrs de rencontrer une contre-partie à leur proposition.

Cet enchevêtrement, cette succession d'offres et de demandes présente un autre avantage pour les prix : l'importateur, supposons-le, reçoit une marchandise d'une qualité supérieure au type prévu dans le marché, capable par conséquent de se vendre avec une plus-value importante; il rachètera le blé vendu avant réception par lui. A la Bourse, nous le savons, ce nouveau marché s'exécutera sans difficulté et l'opération entreprise peut-être avec l'intention bien arrêtée de livrer la marchandise se terminera par le paiement de différences. Du moins l'importateur sera-t-il libéré de sa première obligation. Maintenant propriétaire de blés de bonne qualité, il ne les cédera qu'à un prix élevé; le marché différentiel aura permis de ne point abaisser le cours jusqu'à celui d'une catégorie inférieure.

Résumons-nous : le nivellement des prix dans le temps, l'égalisation des prix dans l'espace, les approvisionnements assurés et rendus possibles par les couvertures résultant des marchés fictifs, tels sont, en particulier pour les cours de blé, les avantages résultant de la spéculation. La dernière enquête du ministère de l'agriculture montre d'ailleurs que le but a été

(1) Voir le rapport sur le projet d'impôt relatif aux affaires à terme, rapport présenté par la Chambre de commerce du Havre à la Commission parlementaire chargée d'examiner les projets de MM. Rose et Michelin.

atteint. Les écarts des différents cours diminuent, nous le savons ; et sans doute ce résultat est dû au développement commercial provoqué par la rapidité des transports à vapeur, par leur bon marché, par l'usage de plus en plus fréquent des communications télégraphiques et téléphoniques ; mais encore ce développement commercial suppose-t-il lui-même une Bourse où les uns viennent faire l'apport de leurs offres et demandes en marchandises et les autres l'apport de leur capitaux. Les approvisionnements sont assurés ; on ne parle plus ou presque plus de disettes et vous trouvez chaque jour des adjudicataires soumissionnant pour des quantités considérables de blé, acceptant des conditions qui eussent paru exorbitantes et inacceptables à nos devanciers. Pour obtenir cet heureux résultat, l'institution de la Bourse a encore rendu de larges services. Elle est à ce point de vue l'expression la meilleure des progrès accomplis par la science, la manifestation évidente de l'activité des peuples et aussi de l'union qui nécessairement doit rapprocher les nations civilisées sur ce terrain des affaires comme d'ailleurs sur celui des idées.

Mais cette remarque nous amène à faire une réserve ; la Bourse, avons-nous dit, nous préserve dans une large mesure des disettes et du manque de blé. Il faut ajouter : la spéculation ou plutôt l'agiotage crée parfois d'une façon artificielle cette disette, Les entrepôts bâtis autrefois pour prévenir une trop forte hausse, deviennent entre les mains des joueurs un merveilleux instrument pour étrangler le marché. La spéculation entraîne en effet des abus, et l'abus peut rendre dangereuse une institution bonne en elle-même. A côté de réels avantages, elle présente de sérieux inconvénients ; c'est de ces derniers qu'il nous faut parler maintenant.

Le marché à terme, calculé sur une juste prévision de l'avenir, est utile et bienfaisant. Cette même spéculation, basée sur des données fausses, devient néfaste et dangereuse. Importateur, propriétaire de blé, je vends

à terme, escomptant des prix élevés ; mes calculs ne se réalisent pas et au moment de la livraison, les blés abondent, se cotent par conséquent très bas. Mes ventes à terme contribuent alors à accentuer la chute des cours. Le consommateur, en effet, suffisamment approvisionné par ses premiers achats, n'aidera en rien à relever le marché. Les offres se multiplieront, les demandes deviendront rares. M. Sayous en conclut avec raison (1) : « le spéculateur, dangereux socialement et appelé communément joueur, est celui qui, pour un motif quelconque, a de fortes chances de se tromper dans ses prévisions ». Nous aurons plus loin l'occasion de montrer l'importance du rôle joué en fait par ces commerçants d'occasion. Nous voulions seulement ici signaler en passant le premier inconvénient auquel peut donner lieu le marché à terme en général.

Etudions plus spécialement maintenant, le danger résultant de la Bourse où se pratiquent les marchés différentiels. A notre avis (nous en avons déjà fait la remarque), il y a deux sortes de marchés : le marché à livraison effective, le marché différentiel. Ces deux catégories d'opérations peuvent se succéder l'une à l'autre dans la pratique, même se confondre au point qu'il devient difficile de légiférer sur la première, sans atteindre la seconde ; en théorie du moins, il est permis de les distinguer. Les marchés différentiels s'effectuent à la Bourse et ont leur clientèle spéciale ; les contrats y sont conclus « aux conditions et usages de la place de Paris. » « Tandis que les marchés à livrer sont utiles ou nécessaires aux personnes désireuses de satisfaire tel besoin à venir d'une façon sûre et peut-être avantageuse, les marchés à terme sont les instruments de toute personne qui veut tirer bénéfice de ses connaissances en profitant d'une circonstance favorable et en ménageant, consciemment ou inconsciemment, une égalisation plus sensible des cours. » A la Bourse vont affluer les offres et les deman-

(1) Voir Sayous, *op. cit.*

des de tous ceux qui connaissent ou sont censés connaître la situation actuelle et à venir du marché. Ces spéculateurs, remarquons-le, ne s'intéressent nullement à tel ou tel chargement de blé ; ils trafiquent sur une marchandise quelconque du type accepté en Bourse, vérifié aux Magasins généraux. Ils ne se cèdent pas des céréales de bonne ou de mauvaise qualité ; ils se cèdent des filières. Voilà bien qui explique les facilités des transactions et, par suite, leur multiplicité.

D'après M. C. Wood Davis (du Kansas) « en 1885 la récolte totale des Etats-Unis s'élevait à 357.000.000 bushels. De ce montant 24.000.000 ont été transportés à New-York, tandis qu'à la Bourse de cette ville, il a été vendu nominalement 1.391.486.000 bushels. Donc pour chaque bushel réellement amené sur le marché, il a été fait 57,9 contrats nominaux. Il a été prouvé qu'en 1890, durant un mois, 3 millions 39,000 bushels arrivèrent à New-York ; à la Bourse de cette place, durant le même mois, il a été vendu 245.000.000 de bushels nominaux sur le montant desquels 44.000.000 de bushels l'ont été en un seul jour, le 14 avril. Comme dans toute l'année 1890, 15.795.000 bushels sont réellement entrés à New-York, il résulte qu'en ce même jour, le 14 avril, on a vendu deux fois et demi les arrivages de toute l'année par des opérations fictives sur le papier. » D'après le Dr Ruhland, en 1892 et 1893, il a été négocié à la Bourse de New-York 2.203.5 millions de bushels de blé, mais seulement 75 millions de blé véritable ont été vendus. Il compte que dans les Bourses américaines il se fait un commerce de blé 10 fois plus grand que la récolte du monde entier ne le comporte. On remarque le même phénomène en Angleterre. Voici le tableau des relations entre les quantités sur lesquelles on a opéré à terme et les quantités de marchandises effectives, livrées en vertu de ces marchés à Liverpool (1).

(1) Broom hall's born Trade Year Book, 1896. (Cité par M. G. Blondel).

	Quantités de blé vendues à terme	Quantités livrées en vertu de ce marché	Proportion
1889	4.456.000 quarters	401.000 quarters	9 %
1890	6.292.000 »	562.000 »	9 %
1891	10.030.000 »	470.000 »	4 1/2 %
1892	11.300.000 »	864.000 »	7 1/2 %
1893	14.170.000 »	1.127.000 »	8 %
1894	12.660.000 »	850.000 »	6 1/2 %
1895	15.400.000 »	1.237.000 »	8 %
1896	18.500.000 »	631.000 »	3 1/2 %

En Angleterre, comme en Amérique d'ailleurs, la spéculation, sur les marchés à option, est favorisée par une liquidation rendue quotidienne. Cette dernière est faite en Angleterre par les soins d'un établissement spécial, le « London Produce clearing house », connu encore sous le nom de « Registred settlement house », établissement qui fixe le cours officiel de la marchandise. Cette liquidation fréquente diminue l'importance des sommes à déboursier, la balance des comptes étant établie chaque jour, tant que dure le marché à terme. Elle doit tenter par conséquent de nombreux spéculateurs ou joueurs. Un semblable règlement n'est pas en usage à la bourse de Paris, où le mouvement des opérations est assurément moins précipité. Cependant, au dire du syndicat des grains et fourrages, « la filière circule, en attendant la liquidation qui ne se fait que tous les dix jours, et passe quelquefois dans cinquante mains avant d'arriver à l'arrêteur, c'est-à-dire à celui qui en prend livraison ou qui doit payer la valeur de la marchandise qu'elle représente. »

M. Adrien Didion, minotier à Nancy, dans une déposition devant la commission parlementaire, raconte qu'en une seule journée, on a parfois traité sur plus de marchandises qu'il n'en existait aux stocks. Cette tendance ne se manifeste pas d'ailleurs seulement pour le blé ; d'après la chambre de commerce de Bordeaux, par

exemple, le stock en café comprenait en 1893 : 210.000 sacs ; or on a traité sur 7 millions.

Après ces exemples, ne sommes nous pas en droit de voir dans une Bourse non plus un marché à livraison effective, mais bien le type du marché différentiel ? La Bourse moderne sert à fixer le *prix*. « Elle n'a plus pour fonction unique ou principale, dit M. Sayous, d'aboucher celui qui détient une marchandise déterminée et celui qui en a besoin, mais de fixer les prix ; car pour servir de régulateur, elle doit recevoir toutes les influences et tenir compte de toutes les possibilités (d'importer, d'exporter), quel que soit le stock particulier de chaque place. »

Cette distinction théorique entre le marché de Bourse et le marché à livraison effective se traduit en pratique par des différences dans leurs cours respectifs. Voici le tableau, donnant la moyenne des prix suivant la cote officielle d'une part, et sur le marché libre de la halle au blé (cours du mercredi) d'autre part :

	cote officielle	marché libre	
Année 1890	25.44	25.17	les 100 kil.
» 1891	27.65	25.52	»
» 1892	23.24	23.16	»
» 1893	20.92	20.98	»
» 1894	19.21	19.47	»
» 1895	19.14	18.04	»
» 1896	19.38	19.02	»
» 1897	25.77	25.29	»
» 1898	25.80	26.60	»

Pour les farines, il faut faire la constatation identique, mais en cette matière et à l'inverse du blé, la cote officielle (farines « douze-marques ») est toujours plus basse que celle du marché effectif (farines de consommation). On ne comprend pas d'ailleurs un manque de concordance si prolongé entre les prix de deux marchandises qui se touchent d'aussi près ; mais le fait ressort clairement de l'enquête organisée au mois de

février 1898 par le congrès de la meunerie (1). Les farines « douze marques » ne se confondent pas avec les farines de consommation. « Malgré tous les raisonnements possibles, déclare l'assemblée de la Seine-Inférieure, on ne peut que trouver anormale la situation actuelle du marché, lequel cote 66 francs les farines de consommation, alors que ce sont ces mêmes farines qui sont cotées 60 francs au marché des douze-marques. » « La différence entre le prix des farines douze-marques et celui des farines de consommation est extraordinaire, c'est une anomalie que les meuniers assemblés désiraient voir éclaircir ». Telle est la déclaration de la réunion de la Creuse. Et la minoterie des Basses-Pyrénées résume bien l'opinion commune lorsqu'elle dit : « Vu son éloignement, la minoterie du département n'opère pas sur le marché de Paris ; elle n'en connaît pas assez les usages pour pouvoir émettre une opinion sur son fonctionnement. Il lui est cependant difficile d'admettre que les farines douze-marques soient cotées cinq ou six francs au-dessous des farines de consommation, si la qualité en est la même. » De cette distinction entre les deux marchés, M. Adrien Didion a donné un exemple intéressant : « Le compte-rendu, paru dans le *Bulletin des Halles*, dit-il, indique que les vendeurs de blé ont en octobre 1897 relevé leurs prix de 50 centimes pour la marchandise effective livrée à la meunerie, pendant qu'à la même heure, à la Bourse, le blé était coté en baisse de 35 centimes ; le même jour les farines douze-marques baissaient de 1 franc 25 ; or, les farines de consommation ne bougeaient pas. »

La séparation est donc certaine et ne doit point d'ailleurs nous surprendre, tant est grande la différence entre les deux marchés. Si théoriquement, il est incom-

(1) Congrès de l'Association de la meunerie française, tenu à Paris, le 27 Février 1898. Le 7 du même mois dans chaque département avait lieu une réunion préparatoire où les meuniers furent invités à se prononcer sur un certain nombre de questions.

préhensible que « deux farines de qualité équivalente, ou soit disant telles, soient cotées l'une 60 francs parce qu'elle est dénommée douze-marques, tandis que l'autre est cotée 66 francs en consommation (1) », il suffit, croyons-nous, d'approcher un peu le monde de la bourse pour deviner où s'opère la métamorphose des prix. Le meunier n'achète pas de blé, le boulanger n'achète pas de farine sans en connaître la qualité, la provenance. Il ne peut donc se fier aux offres faites en Bourse ; sur ce marché son influence se fait moins sentir et se laisse supplanter par celle du spéculateur, peu soucieux, lui, de la qualité de la marchandise. De cette différence dans les intérêts des contractants, il est tout naturel de conclure à une différence dans les prix de leurs marchés.

Gardons-nous, cependant, de croire à une entière indépendance entre les deux cours ; ils influent certainement l'un sur l'autre. Un déficit dans les approvisionnements, par exemple, impose au commerçant, comme au joueur, des cours élevés ; la spéculation abandonne la baisse pour tenter l'opération contraire, l'étranglement du marché, un corner. Telle a été l'œuvre du syndicat Leiter de Chicago, en 1898. « Admirablement servi par les événements, il avait su mettre à profit la guerre turco-grecque, la *mauvaise récolte du vieux continent*, et la guerre hispano-américaine ; il avait monté une colossale opération à la hausse. » Son opération ne réussit pas, cependant. Pourquoi ? Parce qu'il « fut surpris par les nouvelles excellentes de la future récolte aux Etats-Unis et par l'approche de l'apparition des nouveaux blés en Europe (2) ». Force lui fut de résilier ses engagements ; non seulement, raconte-t-on, il perdit toute sa fortune, mais, pour payer les dettes de son fils, le père dut prendre encore cinq millions de dollars d'hypothèques. Leiter s'était livré à des calculs par trop fantaisistes et il ne put lutter contre cette loi

(1) Déclaration des meuniers de Blois.

(2) *Réforme économique*, 19 juin 1898.

naturelle qui veut, qu'avec l'augmentation dans les offres, les prix s'abaissent.

Il est un autre fait, qui atteste la réalité de l'influence du marché effectif sur les contrats de Bourse : c'est le soin que prend le spéculateur à la baisse de constituer ses stocks avec des blés de qualité inférieure. Il semble redouter, et redoute en effet une marchandise qui pourrait se distinguer et amener l'une des parties à réclamer l'exécution de l'engagement de la part du vendeur. « La destination finale de toutes les denrées, c'est de servir à la consommation. Si les denrées constituant le stock étaient de premier choix, la consommation les achèterait à des prix élevés et les ferait ainsi sortir du stock. Si au contraire, les marchandises constituant le stock sont de qualité plutôt inférieure, que se produit-il ? L'arrêteur de filières essaie vainement de revendre en consommation, il ne trouve que des prix dérisoires, et alors, pour perdre moins, il se décide à revendre lui-même au marché de Paris, et ces nouvelles constituent un élément de plus en faveur de la baisse (1) ». Ce souci de la part du spéculateur vaut la peine d'être noté car si, en temps ordinaire, l'introduction en Bourse de blés de premier choix peut gêner les calculs artificiels du spéculateur, à plus forte raison en serait-il ainsi lorsque la récolte aura été mauvaise ; dans ce cas, en effet, tout approvisionnement, fût-il d'un type ordinaire, devient précieux ; la consommation se montre moins exigeante, et accepte, volontiers, ce qu'on lui offre. Le marché fictif n'est plus par conséquent le maître des cours, il est ramené à la réalité.

Les exemples, donnés au début de ce chapitre, nous ont d'ailleurs prouvé combien l'opération différentielle se mêle à l'opération réelle ; elles se succèdent l'une à l'autre, se confondent et l'impossibilité de les distinguer

(1) Rapport du syndicat des grains et fourrages devant la commission parlementaire.

montre combien elles doivent s'influencer réciproquement.

De là on peut conclure aussi à l'action des prix de Bourse sur le marché de consommation. Celle-ci d'ailleurs n'est guère discutée : les cours du jour sont attendus jusque dans la province éloignée ; suivant les circonstances, on leur accorde plus ou moins de crédit, mais, en tous cas, on n'a garde d'oublier de les consulter. Pour la farine, le Congrès des meuniers signale l'influence du marché de Paris, comme « se faisant sentir par toute la France, sauf dans quelques départements du Midi, que leur éloignement ou certaines conditions commerciales particulières laissent en dehors des fluctuations autres que celles produites par des raisons purement locales. » A quoi bon d'ailleurs insister sur ce point ? Pour se convaincre ne suffit-il pas de noter l'importance attachée aux questions de Bourse dans le monde agricole. On peut sans doute ne point partager son avis et attribuer la baisse des cours arrêtés dans ces Bourses à des causes purement naturelles ; mais il serait plus difficile de nier (et, en fait, on ne nie pas) l'action de cette cote officielle sur le marché réel. En Allemagne, où le marché à terme a été aboli pour les blés et les farines, on a constaté le fait suivant : un commerce désorienté, parce qu'il ne pouvait se guider sur des cours authentiques. D'où il faut conclure que jusque-là, la cote était consultée et exerçait une influence.

Pour résumer ces différentes considérations, nous dirons : il existe deux catégories de marchés ; celle des marchés effectifs, des marchés de consommation d'une part, celle des marchés à terme de Bourse, des marchés fictifs d'autre part. Ces deux genres de spéculation ont entre eux des affinités suffisantes pour devoir agir l'un sur l'autre ; ils se prêtent un mutuel appui et interviennent d'ailleurs simultanément dans certaines opérations. Ils ne vont point cependant jusqu'à se confondre puisque la différence de leur nature se traduit même par une différence dans leurs cours.

Voilà donc plusieurs faits constatés et même en partie expliqués ; la connaissance que nous en avons va nous servir pour pénétrer plus avant dans la question posée touchant les inconvénients des marchés à terme de Bourse. La distinction de ces derniers d'avec les marchés réels est-elle un bienfait ? La Bourse, dit-on, est le régulateur des prix ; telle est sa fonction principale, bien plus que d'aboucher vendeur et acheteur. Sans doute, mais pourquoi alors ne fixe-t-elle pas tous ces prix ? Si chez elle les différentes influences ont leur écho, concourent à régler les valeurs, pourquoi le marché effectif ne peut-il calquer ses cours sur ceux de la spéculation fictive ? Le prix du blé offert réellement ne doit-il pas être, lui aussi, comme le résumé et la somme de toutes les influences ? Sans doute, nous défendrions le marché fictif, si nous devions n'en connaître que les avantages énumérés plus haut, si de son influence devait résulter quelque effet bienfaisant pour le producteur. Mais cette influence est-elle au contraire, par quelque autre côté, dangereuse et néfaste ? Oui, nous le croyons ; et c'est cette opinion qu'il nous faut maintenant expliquer (1).

Le commerçant qui détient une marchandise redoute la baisse ; dans cette crainte, il se défait de son approvisionnement, et alors, à l'abri de toute perte, n'ayant d'ailleurs rien à gagner à une hausse, il occupe une

(1) Cette influence est dangereuse et c'est bien pour y soustraire le monde rural que différentes sociétés travaillent à l'organisation du commerce des produits agricoles. Nous tenons à ce propos à signaler ici, en passant, la création de boulangeries coopératives, notamment dans le département des Basses-Pyrénées, grâce à l'initiative de M. le Comte de Béarn. Ces coopératives, bien que fondées principalement dans le but de procurer du pain à bon marché, peuvent cependant, croyons-nous, à un autre point de vue, rendre de réels services. Dans ces sociétés, en effet, ont le droit d'entrer et entrent en fait de nombreux petits propriétaires ruraux. Ces derniers portent leur récolte de blé à la Coopérative qui estime la valeur de la marchandise au cours du jour de la livraison et en crédite le livret du cédant. Le petit propriétaire peut donc se faire

position neutre. Supposons un importateur, acheteur par conséquent de blés à l'étranger ; une fois le marché conclu, sa situation lui fait souhaiter un relèvement des prix. Mais pour se couvrir, le voilà contraint de vendre à terme. Si cette dernière opération dans son esprit est effective, le commerçant se désintéresse de l'avenir des cours. S'agit-il au contraire d'un simple marché différentiel, spéculateur, il se confond alors avec le vendeur à découvert. Or le vendeur à découvert ne peut se désintéresser des prix après la conclusion de son marché ; il ne s'y intéresse même réellement qu'à partir de ce moment. La baisse escomptée se produira-t-elle ? De ce fait dépend pour lui la réussite de l'affaire. Voilà donc un importateur, devant être en cette qualité, semble-t-il, désireux d'une élévation des cours, intéressé jusqu'à un certain point à en voir venir la chute et cela parce qu'il s'est assuré contre cette dernière. Les conditions du marché sont modifiées, les souhaits du vendeur mis en opposition avec ceux de l'acheteur, toujours désireux, lui, après avoir conclu un achat réel ou fictif, de faire monter la valeur. Nous pouvons constater le phénomène inverse dans l'assurance contractée par un vendeur à terme, un adjudicataire par exemple (1). Pour se couvrir, il contractera un achat à terme, et le

payer en pain et si son blé a été vendu à un cours peu élevé, il est presque sûr du moins d'avoir aussi le pain à bon marché, la Société renonçant à toute idée de gain et à toute spéculation commerciale ; il est presque sûr aussi d'avoir droit à un dividende plus important, le bas prix du pain de la Coopérative attirant de nombreux consommateurs. Grâce à cette organisation, en un mot, l'intermédiaire est supprimé, le monde de la Bourse n'exerce plus d'action directe. Mais la société ne pourrait-elle pas faire mieux consacrer le bénéfice auquel par avance elle renonce non pas tant à baisser le prix du pain qu'à élever le prix du blé qu'elle doit acheter au cultivateur ?

(1) Nous pourrions aussi bien citer le cas du vendeur à couvert qui, trouvant meilleur preneur de sa marchandise avant la fin du terme, la cède à ce dernier et se rachète en Bourse.

voilà aussitôt intéressé (du moins en partie), bien que vendeur à découvert, à amener une hausse.

Cette transformation dans les intérêts va-t-elle contrecarrer et s'opposer au bienfait attendu du marché à terme (égalisation des prix dans le temps, dans l'espace, etc. ?) Non, semble-t-il, du moins à première vue. Vendeur à découvert, je suis utile en préparant une hausse, pour le moment où le blé sera abondant ; couvert par un achat à terme, mon intérêt d'acheteur fictif, comptant sur une hausse, se confond avec l'intérêt social. Importateur, acheteur, je suis utile en prévenant une hausse naturellement trop prononcée ; couvert par une vente fictive à terme, ma qualité me fait désirer cette baisse, bonne au point de vue social (1).

En résumé, un marché fictif, intervenant à côté d'un marché réel, crée chez le spéculateur un intérêt nouveau, intérêt opposé parfois à celui du commerçant véritable. Cet intérêt, de par sa nature, n'est pas contraire à l'heureux résultat attendu du marché à terme : le nivellement des prix par exemple. Il semble même de prime abord devoir le favoriser. Or l'intérêt du spéculateur est un facteur important dans une opération sur simples différences. Il est important de savoir en quel sens il doit agir, car ce n'est pas ici que l'offre du producteur et la demande du consommateur vont pouvoir intervenir efficacement, pour maintenir le désir du gain, dans de sages et de justes limites. L'agiotage, conscient ou inconscient, apparaît bien vite et le guide du joueur, cela est évident, réside uniquement dans son intérêt, libre de toute entrave. Ce joueur, avons-nous dit, ne paraît pas devoir exercer une influence dangereuse au point de vue social. L'idée semble juste, après un premier examen, et nous avons essayé de le démon-

(1) Dans le cas prévu dans la note précédente, l'achat fictif est évidemment utile au point de vue social, car il suppose que la première vente était mal combinée et destinée par conséquent à influencer d'une façon fâcheuse sur les cours.

trer. Elle ne soutient pas cependant une sérieuse discussion.

Le nivellement des prix dans le temps et dans l'espace en effet n'est pas à souhaiter, devient même funeste, s'il est le résultat d'une opération toute factice, ne tenant nul compte des droits du producteur ou du consommateur. Supposons le spéculateur, évitant une élévation trop accentuée des prix par des ventes à termes.

S'il conclut une vente réelle, effective, la baisse produite ne paraît pas devoir être exagérée. Il aura en effet à traiter pour ses achats futurs avec les producteurs et on ne comprendait pas pourquoi ceux-ci, édifiés sur la valeur de leur marchandise, s'accommoderaient des exigences des baissiers. Le prix devra donc représenter, semble-t-il, une moyenne en rapport avec la tendance à la hausse de l'année de disette, et celle à la baisse, de l'année suivante, escomptée abondante par ce spéculateur. Il va de l'intérêt social que cette juste proportion soit observée. Or si, sur le marché prédominant des engagements purement fictifs, le rôle du producteur s'efface ; il ne disparaît pas complètement sans doute, mais du moins la marge laissée à la spéculation est-elle assez grande pour que celle-ci puisse aisément engager les cours dans une fausse direction ; et peut-être la verra-t-on alors, soit-disant pour obvier aux inconvénients d'une hausse trop sensible, pousser à une baisse exagérée, par cela même funeste.

Dans la pratique les faits se passent-ils de la sorte ? Nous pouvons, semble-t-il, répondre affirmativement. Du marché fictif, nous avons déjà en effet relaté l'importance. Combien sont-ils ceux qui se présentent à la Bourse pour constater seulement une hausse, ou une baisse, sans se préoccuper suffisamment de la marchandise qui doit indiquer et provoquer le mouvement des prix. De ce mode de spéculer certains, paraît-il, font un métier. Leur manière d'agir rappelle la fable anglaise qui, spirituellement, fait le récit d'une enquête entreprise par Jupiter sur le sort des travailleurs. « Un

seul, Patterson, n'avait rien à réclamer, étant content de l'état des choses et gagnant sa vie facilement. En quoi faisant ? lui demande-t-on. — En vendant ce que je n'ai pas, répondit-il, et en le rachetant à meilleur compte ; ou bien, suivant les cas, en achetant sans rien recevoir pour vendre sans rien livrer, toujours à meilleur compte (1) ». Comment après cela s'étonner de voir les prix des marchandises dévier de leurs cours naturels ?

En quel sens va s'opérer cette déviation ? A qui restera la victoire dans cette nouvelle lutte entre baissiers et haussiers, « ours et taureaux » ? Quel que soit le résultat de ce combat, il risque fort d'être nuisible ; mais du consommateur et du producteur quel est celui dont les droits vont être atteints ?

La spéculation s'exerce parfois à la hausse ; nous l'avons constaté nous-mêmes et à ce propos nous avons cité, comme exemple, le corner organisé en 1898 par le jeune Leiter. On pourrait en rappeler d'autres. M. Smith relève ceux de 1891, 1893 et 1896. D'après lui, d'octobre 1894 à novembre 1896, la hausse a prévalu ; elle aurait été l'œuvre de Wasburne, Charles Pillsburg et J. J. Hill, monométallistes voulant assurer l'élection de M. Mac-Kinley. « Les gros capitalistes étaient à la hausse sur les options en blé papier, tandis qu'ils étaient à la baisse sur les options en argent papier. » Le corner servait donc de machine de guerre, bien imaginée pour rassurer l'agriculture et décourager le bimétallisme.

Le plus souvent néanmoins la baisse domine sur le marché. C'est là une question de fait. Aussi à ce propos est-il intéressant de recueillir le témoignage d'un ancien courtier, qui, comme garantie de son opinion, nous présente l'expérience de sa longue pratique. D'après M. Smith, « la spéculation n'a jamais fait de gros bénéfices, qu'en facilitant l'avalissement des prix des céréales sur le vrai marché. Les joueurs à la baisse font venir ou

(1) *Journal de l'Agriculture*. Année 1895, p. 463 (article de M. A. Duponchel).

accumulent des denrées uniquement ou presque uniquement pour favoriser la baisse, au risque de perdre sur cette marchandise. M. Smith affirme qu'il est à sa connaissance personnelle qu'assurément 90 % de tout le blé qui est actuellement exporté ou importé est transporté uniquement pour le service de cette spéculation boursicottière. Il invoque son expérience personnelle, avoue que pendant quinze ans, il s'est cru obligé de participer à ces opérations de marchés fictifs, sous peine de se voir chassé de la charge dont il faisait partie. Il débuta par la charge de « Taureau », mais s'aperçut bien vite que les acheteurs étaient toujours victimes et depuis cette découverte devint un imperturbable vendeur » (1).

Mais la vente à terme, objecte-t-on, suppose un achat à terme. On ne peut pas dire, fait remarquer M. Juglar, qu'elle déprime les prix en augmentant le stock de marchandises en vente ; elle ne fait qu'augmenter le nombre de personnes solvables, qui sont engagées dans un sens ou dans un autre au moins pour payer une différence. Le raisonnement ne nous paraît pas très juste : est-il donc nécessaire pour prouver une surabondance, le « général glut, » sur un marché en marchandises réelles, de montrer ces marchandises refusées par le consommateur ? Ne faut-il pas plutôt considérer le prix, auquel le producteur est obligé de vendre, s'il veut écouler ses approvisionnements ? S'il y a encombrement « ce n'est pas assurément que les besoins ne soient grands et même indéfiniment extensibles, mais il ne suffit pas pour écouler un article de trouver des gens qui en aient envie ; encore faut-il trouver des gens qui aient les moyens de l'acquérir » (2).

Sur le marché fictif, une même remarque s'impose : il faut non seulement regarder, si à une offre du vendeur correspond une demande de l'acheteur, mais il faut aussi

(1) Cité par M. Paisant (Pré-Collo) journal de l'agriculture du 1895.

(2) Ch. Gide. — Principes d'Economie politique p. 176.

et surtout considérer, étudier le personnel qui se livre à ce marché à terme. L'acheteur qui accepte la proposition du vendeur est-il un professionnel? Possède-t-il des données suffisantes pour être à même d'apprécier les conditions du marché? « Ce qui fait la force des partis, ce n'est point leur nombre, mais leur connaissance des affaires, leur habileté, leur fortune. » Or, si parfois, les hommes de métier spéculent à la hausse, le plus souvent ils laissent ce soin « aux outsiders », aux non professionnels. Cette opinion, d'après M. Sayous, est très fortement ancrée dans l'esprit des hommes d'affaires de tous pays. En Allemagne, par exemple, dit M. Thaller, les commissionnaires avaient, dans les classes de la société les plus ignorantes des règles de la bourse, raccolé des ordres d'achat à terme, pendant que les cours étaient en forte progression. Ces positions, trop chargées à la hausse, ont amené des crises et fait tomber finalement le blé plus bas que la marche naturelle des choses ne l'aurait voulu. C'est ainsi qu'on a vu des importateurs de blé faire la hausse, d'abord pour liquider leurs existants, puis la cote ayant pris l'habitude de monter graduellement chaque jour, se porter du côté du découvert, continuer de vendre, mais cette fois sans avoir acheté et se dire que la déroute de leurs acheteurs à la première alarme ferait pencher le succès de leur propre côté » (1).

Nous retrouvons la même opinion avec MM. Schumacher, Ch. W. Smith, Paisant, etc. « Dans les marchés à option, les acheteurs, en général, n'appartiennent pas aux Bourses de commerce, dit M. Smith en parlant de l'Angleterre ; ce sont plutôt les spéculateurs du dehors. La situation diffère, du tout au tout, de celle des vendeurs ; ils ne se tiennent pas... Environ 90 % des haussiers appartiennent à cette catégorie des joueurs. » Nous retrouvons, en France, le même monde dans la clientèle des courtiers. La funeste habitude d'opérer

(1) Société de législation comparée, séance du 12 Janvier 1898.

sur les grains se répand, paraît-il, à Paris et dans toute la société. Le danger est si réel que certaines industries prennent des précautions en conséquence. L'organisation du marché lainier de Roubaix en est un exemple : « on y a pris soin d'exclure toute personne n'appartenant ni au négoce, ni à l'industrie de la laine ; et encore, parmi ceux qui pourront satisfaire à cette condition, la caisse de liquidation se réserve le droit d'admettre ou de récuser. Il y a plus ; les opérateurs admis au marché à terme ont un crédit limité ; une maison dont les disponibilités avérées sont de 25 à 30 millions de francs, par exemple, ne peut opérer que pour cinq ou six millions. Non point dès lors, qu'on la suppose dans l'embarras de remplir ses engagements, mais parce que l'on estime qu'au-dessus de cette somme de cinq ou six millions, il pourrait y avoir de la spéculation pure et non plus une spéculation basée sur les besoins réels du négoce ou de l'industrie. Il est bien entendu d'ailleurs que le conseil d'administration de la caisse peut modifier ses appréciations et restreindre ou augmenter les crédits selon les circonstances. » (1) La Bourse du commerce de Paris ne connaît pas une aussi précieuse réglementation ; elle n'a point essayé d'élever des barrières semblables pour éloigner les intrus de son marché. On y trouve, au dire de M. Paisant, des épiciers du Berry, des vétérinaires de la Vendée, des bouchers de la Champagne, des officiers en retraite, des femmes, des commerçants en liquidation ou en faillite, des ecclésiastiques, etc. De quel côté vont prendre position ces spéculateurs ? Probablement, en France comme à l'étranger, du côté de la hausse. Aux professionnels, aux initiés, ils laisseront la place du vendeur. Ne nous étonnons donc pas de voir la baisse l'emporter en général sur la hausse : c'est le résultat de la lutte du pot de terre contre le pot de fer.

(1) Déposition de M. Louis Cordonnier, président du comité lainier de Roubaix, au nom de la délégation de Roubaix, devant la commission parlementaire des marchés à terme.

Du moins est-il intéressant de rechercher le motif qui attire et réunit tous les hommes du métier dans la catégorie des baissiers ; pourquoi au contraire l'outsider ne se fie qu'à la hausse.

La raison en paraît assez simple. Le gros public n'aime guère vendre une chose qu'il ne possède pas ; peu à son aise dans ce milieu nouveau pour lui, ignorant jusqu'au langage en usage dans ce monde si spécial, le spéculateur d'occasion entrevoit dans la situation d'acheteur une sécurité bien plus avantageuse ; il ne connaît pas les « ficelles » du marché. On sait d'ailleurs l'allécher par des offres à bas prix, lui faire espérer une hausse prochaine ; assez facilement il se laisse prendre au piège. « Le gros public, remarque avec raison M. Thaller, ne s'emballe pas en faveur d'un cours de baisse, qui ne dit rien à son imagination. » La situation de vendeur serait-elle en réalité bien dangereuse pour lui ? La reprise des cours va-t-elle s'imposer aussi souvent qu'on veut bien le lui faire croire ? La persistance de la baisse nous permet de partager un avis opposé ; nous serons, cependant, peut-être plus exacts en disant que toute position est dangereuse dans un marché aussi factice que celui sur simples différences ; un agioteur peut s'y mêler aisément, et une fois dans la place, agir tout à son aise ! C'est avec lui, homme de métier, que l'outsider, le non professionnel, désire s'associer pour spéculer. Quelle que soit la situation de ce dernier, haussier ou baissier, il risque d'être mystifié par un adroit collègue. Nous en avons des exemples.

Veut-il, en effet, devenu plus avisé, se ranger dans la catégorie des vendeurs et essayer de retirer de la baisse générale sa part de bénéfice ? L'entente des joueurs réussira probablement vite à le décourager. Sans doute le corner est plus difficile à organiser, mais il n'est pas irréalisable, au moins pour un court intervalle ; la solidarité des agioteurs supplée à la difficulté. L'opération à la hausse, connue sous le nom de « fin de

mois » en est une preuve (1). Le dernier jour du mois, on voit se produire une élévation subite des cours ; le vendeur, acculé par la nécessité de trouver une marchandise qu'on a su rendre rare, se voit contraint d'accepter le « cours de résiliations, » c'est-à-dire le cours de trois heures, d'après l'article 47 du règlement. S'il rencontre le blé nécessaire pour remplir ses engagements, il voit celui-ci refusé parfois à l'expertise ; c'est de nouveau l'imposition du cours de résiliation. Or ce dernier « n'a d'autres limites que la pudeur des opérateurs et on a vu des prix monter dans la même journée de 50 % pour revenir le lendemain au prix de la veille. » En voici des exemples, relevés par le syndicat des grains et fourrages sur le marché de Paris.

Cours du blé en Août 1895 :

1 ^{er} Août.....	18.90 — 18.80
10 »	19.75 — 19.70
20 »	19.20 — 19.10
31 » (1 heure).....	20.05
31 » (3 heures).....	18.90
2 Septembre.....	18.60

Cours du blé en Juin 1896 :

1 ^{er} Juin	18.90 — 18.95
10 »	19.95 — 19.70
20 »	20.40 — 20.25
30 » (1 heure).....	19.90
30 » (3 heures).....	24
1 ^{er} Juillet.....	19.45

M. Lanier, président du Syndicat général de la Bourse du commerce de Paris, interrogé sur ces faits, est obligé de les reconnaître. « C'est inévitable, dit-il, mais rare. Ceux qui les ordonnent sont de grandes maisons

(1) Enquête parlementaire.

de la place. En tout cas, contre ces manœuvres l'article 419 est une arme suffisante » (1).

La situation du spéculateur inexpérimenté est donc toujours dangereuse. En principe, cependant, la situation de vendeur semble devoir l'être moins. Le corner, ainsi que nous l'avons dit, est dans une année normale plus difficile à organiser que l'écrasement des cours. On récolte en tout temps, de par le monde, et en tout temps aussi, il est aisé aujourd'hui d'importer les récoltes de blé étranger (2). La clause « port d'ordre, » introduite dans les contrats maritimes, permet de diriger le navire importateur vers un port de relâche voisin et de tenir la marchandise toute prête à inonder le marché qui offrirait un prix rémunérateur. Cet arrivage avilit les cours, si le spéculateur consent à perdre sur ce blé réel, pour gagner sur le blé papier. Il contrarie, en tout cas, une opération à la hausse, un corner. Pour réussir dans l'étranglement d'un marché, il faut accaparer, et la chose n'est plus facile de nos jours, sauf dans des années exceptionnelles, en 1898 par exemple.

(1) Enquête parlementaire. Déposition de M. Lanier.

(2) Voici, d'après le journal de l'Agriculture, les époques des récoltes de blé dans les différents pays :

En Janvier : dans la République argentine, le Chili, l'Australie, la Nouvelle-Zélande.

En Février : dans les Indes anglaises, dans le Japon méridional.

En Mars : dans la Haute-Egypte, en Arabie, dans le Sud de l'Inde.

En Avril : aux Mexique, aux Antilles, dans la Basse-Egypte, dans la Mésopotamie turque, en Perse, en Syrie, etc.

En Mai : dans les Etats-Unis du Sud, Texas, Floride, en Chine, dans le Japon, etc.

En Juin : dans presque toute l'Europe méditerranéenne, l'Espagne, l'Italie, la Grèce, Etats-Unis du centre depuis la Louisianne jusqu'au Missouri, dans tout le Far-West.

En Juillet : dans tous les pays tempérés comme la France, Allemagne du Sud, Australie, Roumanie, Russie méridionale.

En Août : Angleterre, Belgique, Hollande, Allemagne du Nord, Danemark, Amérique sur une large zone, s'étendant à droite et à gauche de la ligne de frontière entre les Etats-Unis et le Canada.

Etranglement, corner, fins de mois, etc., voilà bien des opérations de jeu. Nous ne voudrions pas exagérer l'importance de ces actes répréhensibles, et, comme beaucoup d'autres, suspecter partout un coup de bourse, attribuer toujours et sans preuve, à l'agiotage la hausse ou la baisse. Mais enfin cet agiotage existe ; on doit reconnaître ce fait puisqu'en certaines occasions, il s'est manifesté avec évidence.

Recherchant le mobile, auquel obéit le spéculateur de profession en préférant le métier de vendeur à celui d'acheteur, il nous faut par conséquent envisager les dangers ou les avantages que présente pour lui ce jeu, auquel il restera peut-être étranger, mais dont certainement il ressentira l'influence. Et précisément nous avons constaté à ce propos combien le corner devenait rare ; combien au contraire il était aisé de provoquer l'avalissement des cours. Le spéculateur prendra donc position à la baisse et se fera vendeur.

De ce choix voici une autre raison : La qualité de vendeur ne suppose pas une grosse mise de fonds, mais seulement, en cas de perte, le paiement d'une simple différence. Voici une affaire traitée en octobre 1898 : le blé, objet du marché, est livrable sur les quatre premiers mois de 1899. « Quand le 1^{er} Janvier 1899 est arrivé, le vendeur a tout le mois pour exécuter ses engagements, soit pour livrer le quart. Il a donc 31 jours devant lui pour racheter les quantités qu'il doit. Quand il les a rachetées et qu'on les lui livre, il se borne à les transmettre par endos à son acheteur primitif, et l'opération se traduit pour lui, soit par le paiement, soit par l'encaissement d'une différence, sans que dans aucun cas, il puisse être amené à déboursier la valeur totale de la marchandise. La position de l'ache-

En Septembre : Nord du Canada et du Japon, Norvège, Suède, Ecosse.

En Octobre : Russie septentrionale, Haute-Sibérie.

En Novembre : Bolivie, Pérou, Equateur.

En Décembre : Birmanie, Afrique du Sud.

teur à terme n'est pas du tout la même. Supposons la même affaire que ci-dessus. Dès le 1^{er} Janvier, on peut livrer à l'acheteur à terme tout ce qu'on lui doit sur janvier ; alors que se passe-t-il ? Ou bien, il revend le jour même, au cours du jour quel qu'il soit ; ou bien, s'il veut attendre des prix plus favorables, il est obligé d'arrêter la marchandise, c'est-à-dire d'en prendre livraison et d'en payer la valeur. En un mot, le vendeur a toujours un mois devant lui pour exécuter ses engagements, tandis que l'acheteur peut être mis en demeure d'exécuter les siens dès le premier jour du mois, ou à un jours quelconque du mois, au gré de son ou de ses vendeurs (1). » Voilà certes des raisons suffisantes pour faire préférer le métier de baissier à celui de haussier. Mais encore faut-il être de la partie, pour savoir les apprécier. La chute des cours peut ordinairement, croyons-nous, être produite, sans grande difficulté, elle demande cependant, une certaine habileté, une sorte d'apprentissage.

Voici, au dire du syndicat des grains et fourrages, la façon habituelle de procéder : bien avant la récolte du blé on commence par vendre à découvert sur époques aussi éloignées que possible. Le consommateur, le commerçant achètent et cette première opération a pour résultat de supprimer en les satisfaisant les demandes sur lesquelles cependant le cultivateur comptait pour vendre à bon prix sa marchandise. Une fois le battage effectué, le paysan en effet s'empresse de porter la récolte sur le marché ; il a besoin d'argent. C'est là un fait facile à constater ; la baisse des cours à cette époque de l'année en peut servir de preuve (2). Le spéculateur se présente

(1) Note adressée à la Commission parlementaire par le syndicat des grains et fourrages.

(2) Voici, à ce propos, quelques constatations intéressantes relevées par M. Henry Sagnier dans le journal *La République Française* :

« Si pendant la période des quinze dernières années, dit-il, on compare les prix moyens du blé pendant les deux semestres de

seul pour acheter et, naturellement, il achète à bas prix comme un homme peu soucieux de satisfaire des demandes urgentes ; le temps ne le presse pas, il ne presse que l'agriculteur. Ce spéculateur, nous l'avons remarqué plus haut, achète surtout des blés de qualité secondaire. Ces marchandises vont former le stock réuni dans les magasins généraux en couches de 250 kilos (1). L'existence de ce stock étant connue, « les bruits de baissent commencent à se répandre. Si les circonstances le permettent ou l'exigent, on fait venir à ce moment de l'étranger, même

chaque campagne, on constate que, neuf fois sur quinze, le prix du deuxième semestre a été notablement supérieur à celui du premier ; c'est seulement dans six années, ou plus exactement dans cinq (l'écart étant presque insignifiant dans le sixième cas), que le phénomène inverse s'est produit. Au premier abord, il ne paraît pas qu'on puisse tirer de ce fait une conclusion sérieuse. Un relèvement de prix qui ne se produit que deux fois sur trois ne semble pas devoir constituer une règle sur laquelle on puisse s'appuyer pour déduire un raisonnement. On ne saurait donc, dira-t-on, en tirer une conclusion autorisée. Mais ces faits s'éclaircissent d'un jour tout à fait nouveau, quand on rapproche la marche des prix de l'importance plus ou moins grande de la récolte à laquelle ils correspondent. On constate alors que le même phénomène se produit invariablement. Dans toutes les années où la récolte a été bonne, les prix de vente du deuxième semestre ont été supérieurs à ceux du premier semestre. C'est un fait constant qu'on s'explique d'ailleurs facilement : l'offre est, dans ce cas, toujours plus considérable immédiatement après la moisson que quelques mois plus tard... Au contraire, après les moissons mauvaises ou médiocres, les prix du premier semestre sont toujours supérieurs à ceux du deuxième semestre. La différence, qui est en raison du déficit, est toujours beaucoup plus faible que dans le cas précédent. Il n'y a eu d'exception que pour la néfaste année 1891 dans laquelle cette différence a atteint 1 fr. 70 par quintal métrique. La cause de la faiblesse de cet écart apparaît immédiatement : les importations étrangères arrivent bientôt, en cas de déficit, à niveler les prix. »

(1) La faculté qu'a le commerçant de placer le blé en entrepôt favorise aussi sans doute la constitution des stocks ; il échappe ainsi en effet à la nécessité du paiement immédiat du droit de douane.

à perte, un ou deux chargements que l'on jette sur le marché de Paris. Cela produit un effet moral, qui manque rarement son but. Ces bruits de baisse trouvent d'autant plus facilement crédit que l'on a offert à chaque commerçant, à chaque consommateur des quantités, dix fois, vingt fois plus importantes que ses besoins et que l'on continue à en offrir meilleur marché que jamais. A ces offres, qui ne sont que fictives, viennent s'ajouter les offres, réelles celles-là, de la culture qui veut vendre et qui vend à tout prix. C'est la débâcle des cours qui s'accroît chaque jour par les reventes de ceux qui, alléchés au début par un bas prix relatif, ont acheté plus que leur besoin et qui ne peuvent prendre livraison de la totalité de leurs achats, soit faute d'argent, soit par suite de manque de confiance dans l'avenir. L'opération à la baisse est maintenant lancée, elle suivra son cours généralement jusqu'à la fin de l'année de récolte, faisant bouler de neige et le produit visé se maintiendra à un ou deux francs au dessous de sa valeur réelle ». D'où la ruine du cultivateur isolé, du commerçant inexpérimenté, du spéculateur d'occasion.

Ce sont encore des procédés d'agiotage qu'il nous faut donc constater, tant il est vrai qu'en traitant de la spéculation on est naturellement amené à parler du jeu, qui, si facilement, s'y mêle. Nous avons exposé les procédés les plus communément employés, mais en fait, ces opérations, on le devine, donnent lieu à de multiples variantes ; « en les voyant défiler, dit Michaelis, on croirait regarder dans un caleidoscope qui présenterait des images toujours nouvelles ».

A propos d'agiotage, on peut signaler, par exemple, l'existence sur la place de Paris, de deux ou trois maisons qui traitent des affaires, devant dès le début se terminer par le paiement d'une simple différence. « Il y a encore, à côté de la Bourse, des officines véreuses qui lancent des prospectus, sur lesquels elles ne manquent pas de mettre les mots « Bourse du commerce ». On ignore quel genre exact d'affaires elles font. Elles

s'adressent à de très petites gens auxquelles elles soutiennent l'argent par fractions de trente ou cinquante francs. Le procureur de la République a déclaré qu'il attendait des plaintes pour agir contre elles. Mais les victimes ne portent pas plainte. Certaines de ces agences ont eu, à un moment, un journal intitulé : *Journal officiel de la Bourse du Commerce* ; on les a contraintes à retirer le mot officiel. » (1).

A côté de ces maisons, bien que ne devant pas être confondue avec elles, il faut signaler la catégorie des courtiers (ducroire ou non ducroire) qui presque tous, paraît-il, spéculent pour leur propre compte. Le client donne un ordre d'achat dans un moment de calme sur le marché ; le courtier s'entend immédiatement avec un compère, devenu vendeur à cette occasion ; la vente se fait à un cours très élevé, d'ailleurs purement factice. « Cette affaire, ne serait-elle que de 250 quintaux, suffit pour faire modifier la côte, qui sera imprimée le soir dans les journaux. Le tour est joué, avec la complicité tacite de toute l'assistance. Le courtier a obtenu ce qu'on appelle la « côte d'Amour » et c'est ce prix majoré de 0.25 ou de 0.50 qu'il annoncera à son client ; il s'appliquera ensuite l'affaire à lui-même comme vendeur, et réalisera ainsi, sans risques, un fort beau bénéfice en plus de son courtage, qui varie, selon l'importance du personnage et la nature du client, de 0 fr. 15 à 0 fr. 20 par quintal.

Si, laissant de côté, toute question de jeu ou d'agiotage, nous considérons seulement le marché à terme ordinaire, nous rencontrons encor pour lui de multiples variantes. Il y a par exemple, les primes doubles, les primes simples, les facultés. Le paiement de la prime double permet au receveur de se déclarer acheteur ou vendeur de la quantité de marchandises convenues sur des mois en général assez éloignés. En payant la prime

(1) Nous avons tiré ces renseignements et les suivants des dépositions faites devant la commission parlementaire.

simple on n'a qu'une des deux facultés : soit de vendre (vendre à prime), soit d'acheter (acheter à prime). « Dans la faculté à la vente, le vendeur donne ferme une certaine quantité de marchandise livrable sur les mois éloignés à un prix *inférieur* au cours du jour; mais il se réserve la faculté de doubler, tripler, décupler même la quantité sur chacun des mois de livraison en prévenant son acheteur à des dates déterminées et en prenant toujours pour base le prix du ferme porté au contrat. » Dans la faculté à l'achat, les avantages reviennent à l'acheteur, qui donne alors un prix supérieur au cours du jour.

Nous ne pouvons, à propos de chacun de ces contrats, entrer dans de multiples détails et rechercher si leur organisation prête plutôt à amener une baisse qu'une hausse. Il suffit d'ailleurs, croyons-nous, de considérer, d'analyser le marché à terme ordinaire pour être à même d'apprécier l'influence de la spéculation en général; les formes des marchés peuvent varier, le fond reste bien le même. Des marchés à terme nous pouvons donc dire, pour nous résumer : ils sont utiles, même parfois nécessaires, et cela souvent, alors qu'ils paraissent purement fictifs, mais ils donnent lieu à des abus, qui font vite oublier ces premiers bienfaits et ces abus ont fréquemment pour résultat d'amener la baisse.

Pour établir la part d'influence exercée par la spéculation sur les cours, M. Ch. W. Smith compare les prix du blé, de l'avoine, et de l'orge; si ces trois catégories de grains « sont soumises aux mêmes influences monétaires, climatériques et commerciales, le blé est l'objet d'un jeu beaucoup plus étendu et systématique de la part de toutes les classes des spéculateurs dans le monde entier; on ne spécule guère sur l'avoine qu'en Amérique et dans une faible proportion, tandis que l'orge échappe encore à la spéculation et se vend toujours d'après le vieux principe de l'achat fait en vue de la revente. »

Voici les constatations auxquelles aboutit M. Smith :

Marché Anglais	Prix :	Prix :	Diminution des prix
	Antérieurement à la pratique des options (1846-1874)	Après l'introduction du système (1875-1893)	
Blé	53 s. 3 d.	38 s. 6 d.	27 %
Orge	35 s. 4 d.	31 s. 3 d.	11,5 %
Avoine	23 s. 6 d.	21 s. 4 d.	9 %

Dans un second tableau, M. Smith développe cette théorie et montre le rapport des prix de l'orge et de l'avoine vis-à-vis de ceux du blé, diminuant à chaque période, tandis que s'affermît la pratique des options.

*Prix comparés du blé, de l'avoine et de l'orge,
en Angleterre par quarter.*

Années	Par rapport à l'avoine le blé est + cher de	Par rapport à l'orge le blé est + cher de	
1872 :	34 s.	20 s.	Prix antérieurs à l'usage des options dans aucun pays.
1882 :	23 s.	14 s.	Prix postérieurs à la pratique des options en Amérique, mais antérieur à leur usage en Europe.
1891 :	17 s.	9 s.	Conséquence de la liquidation quotidienne introduite en 1888, concurremment avec le même procédé de jeu en Amérique et en Angleterre.
1893 :	7 sh. 8 d.	8 sh.	Résultat du jeu complet de la spéculation internationale pendant 5 ans.
1894 :	4 sh.	— cher de : 6 sh. 5 d.	Panique financière et commerciale dans le monde entier sur les options ayant pour objet le blé papier et l'argent papier. Ces opérations commencées en 1891 atteignent leur point culminant en 1894. Le blé perd 55 % de sa valeur, l'argent 51 %.

1895 (Juin) :	10 s. 4.	+ cher de :	Réaction après la panique.
		70 s.	Conséquence de la spéculation internationale à la hausse par les professionnels. Leurs achats d'option font monter à Liverpool de 45 %.
1895 (Octobre) :	10 s.	— cher de :	Panique financière et spéculation à la hausse sur les options. Elles tombent à 22 % à Liverpool.
		1 s. 7 d.	
1896 (Nov.) :	»	+ cher de :	Conséquence d'un corner et de la spéculation américaine. A Liverpool, le blé à terme monte de 40 % en 6 semaines
		4 s. 1 d.	

Ces constatations ont leur importance ; on ne peut les négliger. M. Sayous veut n'y voir qu'une simple coïncidence de hausse ou de baisse, expliquée ailleurs par des causes toutes naturelles. Mais la simple coïncidence ne comporte-t-elle pas une certaine force probante, lorsqu'elle accompagne et corrobore une étude, qui a montré combien le marché de bourse peut facilement devenir factice et dangereux ; la coïncidence, en d'autres termes, n'est-elle pas alors une preuve ? Peut-être resterons-nous dans les limites d'une plus exacte vérité, en disant que ce tableau, considéré seul, paraît trop exclusif. M. Smith a d'ailleurs pris soin de faire remarquer, qu'il reconnaissait dans la formation du prix du blé, des influences autres que celles, résultant de la spéculation. Et son deuxième tableau le prouve même ; ne montre-t-il pas en effet le jeu sur l'argent provoquant la baisse du prix du blé, comme en l'année 1894 ? Il croit donc lui aussi que l'avisement de la valeur du métal rend toute concurrence impossible. Pour admettre la mauvaise influence de la spéculation, il n'est pas nécessaire de refuser tout crédit aux autres explications du phénomène. Pour vouloir donner des raisons trop simples dans une question aussi complexe, on risque de gâter sa cause.

Le Dr Ruhland, par exemple, pour faire ressortir

l'importance du marché fictif, compare les chiffres de la récolte dans le monde avec ceux des prix du blé en Angleterre. Et il obtient les résultats suivants :

1889 — 58.756 (Récolte en millions de tonnes)	138.40 (Prix en marks)
1890 — 61.738	147.70
1891 — 66.595	172.10
1892 — 65.982	140.90
1893 — 67.903	122.80
1894 — 69.268	105.80
1895 — 67.350	107.00

Les années 1891, 1893, 1895, ajoute le D^r Laur en citant ces chiffres, au dernier congrès de Lausanne, sont excessivement intéressantes, vu que les prix sont très différents, malgré des récoltes à peu près identiques. De ce manque de concordance, immédiatement on conclut à l'action de la spéculation. Ici encore l'observation semble un peu trop superficielle. On conçoit en effet deux récoltes égales n'aboutissant pas à des prix identiques ; ces derniers dépendent d'éléments si divers : approvisionnements retenus sur les récoltes des années précédentes, attente d'une récolte abondante, concurrence plus grande entre exportateurs parce que le rendement total est le résultat de récoltes favorables chez de nombreuses nations, etc., etc. En 1891 et 1895, nous dit M. Smith, la production du monde a été égale ; la demande a été naturellement plus grande dans la dernière année et cependant le prix de 1891 était de 41 sh. 8 d. le quarter contre 25 sh. 11 d. en 1895. Faut-il immédiatement en accuser la spéculation ? On ne peut le faire, sans apporter une preuve à l'appui et c'est ce que d'ailleurs fait M. Smith. « En 1891, un corner a été formé en Amérique et à Liverpool pour élever le prix du blé anglais, dans l'intérêt des capitalistes, tandis que en 1895 une panique a produit une dépréciation inexpliquable. »

Nous ajouterons une autre raison qui nous vient naturellement à l'esprit, l'année 1891 s'étant signalée dans notre pays par son mauvais rendement en blé.

L'année 1890 avait donné 116,915.880 hectolitres, l'année 1892 en fournit 109.537.907 hectolitres. L'année 1891 ne produisit que 77.265.828 hectol. Sans doute, la récolte totale en 1891 a pu être comparée et confondue avec celle de 1895. Mais la répartition de cette même récolte entre les différentes nations fut loin d'être identique dans chacune de ces deux années. En 1895 nous eûmes 119.967.745 hectolitres, soit 42.701.917 hectolitres de plus. On voit par là combien il fut moins aisé à cette époque, du moins envers l'acheteur français, de faire hausser les prix.

Il est au contraire des faits qu'il semble difficile d'expliquer par des causes naturelles. Nous avons eu l'occasion d'en citer dans le courant de ce chapitre et il serait aisé d'en présenter d'autres. « En Septembre 1888, on a vu la cote des blés monter à Chicago de 90 cents à 2 dollars par bushel (38 francs 50 environ par 100 kil.) ; le prix du blé variait alors en France entre 24 et 26 fr. les 100 kil. Dès le mois d'octobre suivant, la cote de Chicago retombait à 104 cents (19 fr. 50 environ par 100 kil.) ; en moins d'un mois c'était une différence du simple au double. » Est-ce là l'égalisation des prix dans le temps et dans l'espace ?

Il est une autre remarque que nous ne pouvons passer sous silence, parce qu'elle s'adapte bien à une théorie que nous avons déjà eu l'occasion de présenter. L'avisement des prix, avons-nous dit, est provoqué en grande partie par une surabondance de blé à l'intérieur de nos frontières. D'où vient cette surabondance ? D'une production suffisante par elle-même pour alimenter la consommation nationale, production à laquelle il faut ajouter l'importation de céréales étrangères. Et à première vue on n'aperçoit pas l'intérêt qui pousse ces importateurs à introduire chez nous une marchandise, soumise d'une part à un gros droit de douane, et ne se payant pas d'autre part à un meilleur prix que sur un marché libre. On constate par ailleurs, en certains pays l'exportation de blés, constituant cependant une néces-

sité locale. « Il suffit de rappeler l'exemple de la Russie où l'on dut récemment (1) interdire l'exportation afin d'empêcher que le blé indispensable à l'alimentation du peuple ne sortit du pays. La Hongrie offre un autre exemple ; pendant les dix dernières années, il est arrivé qu'en automne les chemins de fer royaux de l'Etat admettaient à des tarifs exceptionnels les blés de Transylvanie destinés à l'exportation. On en expédiait tant qu'au printemps les mêmes chemins de fer accordaient aux mêmes comitats des tarifs exceptionnels d'importation pour permettre à leurs agriculteurs de se pourvoir de graines » (2). A quoi attribuer ce manque d'équilibre dans les échanges, cette anarchie commerciale ? Sans doute d'abord au besoin d'argent du cultivateur, qui s'empresse de se défaire d'une marchandise pour se procurer à tout prix du numéraire (3). (Tel a été l'avis exprimé au congrès de Buda-Pest par M. Ch. Baross de Bellus); mais aussi peut-être à la spéculation qui accapare des blés même nécessaires à l'alimentation, pour opprimer avec eux le cours d'une place au moment favorable, cette place fût-elle défendue par une barrière douanière élevée.

Le mal de la spéculation existe donc ; le commerce, qui devrait être l'associé de la production, associé cherchant à faire valoir le travail à sa juste valeur, s'empare en réalité parfois de la marchandise pour en régler le prix à sa fantaisie. Il ne peut cependant agir en maître complètement indépendant, et reste soumis à certaines exigences des producteurs. Dans cette étude du prix du

(1) Ukase du 22 novembre 1891 pour le blé ; du 11 août de la même année pour le seigle.

(2) M. Ch. Barosse de Bellus au congrès de Buda-Pest.

(3) Contre ce mal le seul remède vraiment efficace paraît devoir être recherché dans l'association. « C'est surtout par une combinaison féconde de l'association et du crédit qu'on peut venir en aide dès maintenant sans rien bouleverser aux souffrances des agriculteurs. » G. Blondel, compte-rendu du congrès de Buda-Pest à la société d'Economie sociale.

blé, la question de la spéculation ne s'imposait donc pas au premier plan. Il fallait auparavant déterminer les éléments plus naturels et moins factices qui entrent dans la composition de ce prix, et qui en sont comme la base fondamentale. Certes de nos temps, la spéculation a pu faire beaucoup de mal et avilir les prix ; mais n'oublions pas qu'en certaines régions existe une surabondance. Si, un jour, la marchandise venait à se raréfier, on verrait bien vite apparaître la hausse et contre cette hausse le commerce ne pourrait plus rien. Il se contenterait probablement d'accentuer et d'exagérer le mouvement et obéirait donc encor, en un certain sens, à la loi ordinaire du marché.



CHAPITRE V

L'admission temporaire des blés

Esprit de la législation sur le régime de l'admission temporaire. — Comment la spéculation l'a détournée de son véritable but. — Le décret de juillet 1896 ; ses avantages et ses défauts.

Trafic des acquits à caution. — Les conséquences fâcheuses qui en découlaient pour le prix du blé. — Comment le décret de 1897 y a porté remède.

Au cours des précédents chapitres nous avons étudié certains facteurs importants dans la composition du prix du blé, facteurs généraux puisque leur influence est universelle et que l'étude s'en impose dans tous les pays quelle que soit la législation en vigueur. Il nous faut maintenant insister sur un aspect plus spécial de la question, intéressant presque exclusivement notre production nationale : nous voulons parler du régime de l'admission temporaire. Ce chapitre d'ailleurs a bien sa place marquée à la suite de celui relatif à la spéculation, auquel il touche par certains côtés.

En 1828, une ordonnance relative au commerce des grains décrétait : « Faculté est accordée de faire moudre les grains déposés à l'entrepôt réel de Marseille à la charge de réimporter identiquement, dans cet entrepôt, toutes les farines produites, et ce, sans substitutions équivalentes ou compensation quelconque. » La quantité de farine à réimporter devait être fixée par une commission locale.

Cette ordonnance sur le régime de l'admission temporaire, premier acte d'une législation soumise dans la

suite à des variations multiples, indique bien le but précis visé par cette institution. « L'admission temporaire qui suspend le paiement du droit de douane pour la matière première venant de l'étranger, à la condition que le produit fabriqué provenant de cette matière première soit réexporté, *ne doit être qu'un moyen de faciliter le travail industriel national.* » Ainsi s'exprimait M. Viger en 1896 et avec lui beaucoup d'autres comprenaient alors la nécessité de rappeler cette notion trop souvent oubliée.

Le commerce, en effet, s'est maintes fois servi de l'admission temporaire, comme d'un moyen facile, pour échapper au paiement du droit de douane et pour peser sur les cours. Souvent la spéculation a détourné à son profit un avantage, destiné uniquement à favoriser l'industrie. De cette modification dans l'esprit même de la loi, le prix du blé a dû nécessairement ressentir le contre-coup.

Lever la barrière douanière pour permettre l'entrée libre d'un blé étranger se dirigeant vers une minoterie française, exiger d'ailleurs l'exportation de ce même grain transformé en farine et en son, c'est-à-dire, la réexportation à l'identique, en évitant à l'aller comme au retour tout arrêt, tout stationnement sur nos propres places, voilà assurément un trafic qui ne semble pas devoir influencer les cours de nos marchés. Une spéculation illicite tenterait vainement de se glisser dans ces rouages. Nous nous trouvons dans ce cas en face d'une réglementation parfaite, idéale, mais malheureusement impossible à appliquer, vu la difficulté de l'adapter à un commerce important.

De ce régime parfait voici déjà du reste une conséquence fâcheuse, au dire de certains : l'agriculture française va être privée d'une partie de la protection que lui procurait la taxe douanière ; pour fournir du travail à ses moulins, la minoterie sera dispensée de payer le tribut commun ; en rien par conséquent, elle n'aidera à relever les cours. « L'admission temporaire

est une conséquence forcée de l'élévation des droits de douane ; elle favorise l'élaboration industrielle des produits. C'est une production à rebours (1). » Ce n'est point d'ailleurs une critique, mais une simple constatation que nous entendons faire. La protection douanière est faussée, voilà ce qu'il faut affirmer. Du moins de ce fait, le législateur a-t-il pu prévoir les suites et fixer le droit protecteur en conséquence.

La spéculation, elle, pour agir, se dissimule ; la loi présente-t-elle le moindre défaut, elle a vite fait de le découvrir.

En l'espèce voici sa tactique : dès 1850 la réexportation à l'équivalent remplaçait la réexportation à l'identique, trop difficile à surveiller. Depuis lors, pour apurer un compte, il suffit de présenter à la sortie, une quantité de farine et de son fixée par la loi, la douane ne se préoccupant plus de savoir, si c'est bien là le produit même de la marchandise importée. Le décret du 25 août 1861, exigeait pour 100 kilos de blé entrés dans nos frontières, l'exportation de

90 k. de farine blutée à 10 p. 100 (type 90 %)			
ou de 80 k.	»	»	20 p. 100 (type 80 %)
ou de 70 k.	»	»	30 p. 100 (type 70 %)

Le droit sur le son était acquitté à raison de 8,18 ou 28 k. de son suivant le cas. On estime toujours à 2 % le déchet résultant de la mouture.

En 1886 un nouveau décret fixe un autre type de farine à ajouter aux trois premiers : la farine blutée à 45 %.

Le décret du 2 mai 1892 remplace ce dernier type par le type 60 %, blutée à 40 %, fixe l'exportation à 60 k. de farine pour 100 kilos de blé, avec 38 kilos de son. Voici d'après un rapport de la Chambre Syndicale des grains et farines de la région du Nord, peu suspecte en la matière, la conséquence de cette nouvelle législation.

(1) Extrait de la « Liberté », journal libre-échangiste. (Cité par la *Reforme économique* du 25 avril 1897).

« En réalité la mouture de ces 100 kilos de blé n'a pas donné 60 kilos de farine et 38 kilos de son, mais bien 70 kilos de farine et 28 kilos de son ; 10 kilos de farine ont donc été assimilés à 10 kilos de son ; ils n'ont à payer que le droit qui existe sur le son au lieu de payer le droit qui existe sur la farine. C'est ce qui constitue la *prime d'exportation*. » Et M. Sagnier ajoute en corrigeant très exactement ce premier aveu : « C'est ce que nous appelons une *prime à l'importation*. Quand le meunier aura réalisé l'opération décrite ci-dessus sur dix quintaux métriques de blé, il aura par devers lui 100 kilos de farine, provenant de blé étranger, qu'il introduira en France en payant un tarif de douane de 60 centimes, au lieu de 11 francs qu'il aurait dû acquitter. La prime à l'importation ressort ainsi à 10 fr. 40 pour 10 quintaux ou à 1 fr. 04 par quintal de blé qu'il aura travaillé. » Au congrès des meuniers anglais à Ipswich, M. Watson estimait à 1.250.000 livres environ, soit 31,250.000 fr., le montant des sommes accordées en France sous cette forme de prime à l'exportation des farines durant l'année 1895 ; aussi réclamait-il de la part du gouvernement anglais des mesures énergiques, pour remédier à cette concurrence ruineuse, à l'égard de la minoterie nationale. En Belgique des attaques semblables ont été dirigées, contre ce mode de réglementation (1).

On a pu constater, en effet, un accroissement considérable se produisant chaque année, dans les quantités de blé travaillées en admission temporaire ; l'augmentation apparaissait surtout, on l'a remarqué, à chaque nouvelle élévation du droit de douane, la prime fournie à la spéculation, étant d'autant plus importante, que grandissait la barrière douanière. On recevait en admission temporaire en

1884 : 1.080.000 quintaux

1885 ; 837.000 »

(1) La crise du blé en France par M. C. Crépeaux.

1886 :	886.000	quintaux	
1887 :	1.331.000	»	— (droit de 5 fr.)
1888 :	2.049.000	»	
1889 :	2.186.000	»	
1890 :	2.112.000	»	
1891 :	3.376.000	»	
1892 :	1.950.000	»	{ Du 1 ^{er} juillet 1891 au 30 juin 1892 le droit est abaissé à 3 fr.
1893 :	2.995.000	»	
1894 :	3.529.000	»	— (droit de 7 fr.)
1895 :	5.332.000	»	

Dans les Basses-Pyrénées, région qui nous intéresse tout particulièrement, voici quelle a été la progression : 1892 : 1.000 quintaux ; 1893 : 2.000 quintaux et 1894 : 6.000 quintaux.

Le trésor se voit donc chaque année privé de ressources précieuses, l'agriculture d'une protection pourtant utile. M. Amé évaluait à 1.500.000 fr. par an la perte éprouvée, annuellement, par les recettes douanières et cela à une époque où l'importation était seulement grevée d'un droit de 0 fr. 60 (avant 1885). Nous verrons d'ailleurs plus loin à quel chiffre il faut estimer cette même perte, pour les années 1894 et 1895, durant lesquelles a joué le droit de 7 francs.

On songea en 1894 à remédier à ce fâcheux état de choses ; une commission, nommée en vertu du décret du 9 février 1894, fut chargée d'étudier les divers rendements en farines, suivant le taux d'extraction, fixé par le décret de 1892 et d'exprimer une opinion à leur sujet. Le décret du 29 juillet 1896, rendu sur l'avis de cette commission, a porté une amélioration à une situation si funeste aux intérêts agricoles : il supprime le type de farine de blé tendre à 90 % d'extraction, type qui contenait presque tout le son produit par 100 kilos de blé, crée un nouveau type de blé tendre, d'ailleurs très critiqué, à 50 % d'extraction, et règle en détail le rendement du blé tendre et du blé dur, aux taux de 60 % d'extraction. Son article 3 est ainsi conçu : « Pour

l'apurement des acquits, il devra être présenté à la sortie par chaque 100 kilos de blé importé : 1° pour les farines de blé tendre au taux de 50 % d'extraction : 50 k. de farine au taux de 50 % d'extraction ; 17 k. de farine au taux de 80 % d'extraction ou 10 k. 600 de farine au taux de 50 % d'extraction ; 31 k. de son. 2° Pour la farine de blé tendre et de blé dur au taux de 60 % d'extraction : 60 k. de farine au taux de 60 % d'extraction, 10 k. de farine au taux de 80 % d'extraction ou 7 k. 500 de farine au taux de 60 % d'extraction — 28 k. de son. » Comme on le voit, la réglementation nouvelle était minutieuse et bien faite pour gêner la spéculation. Pour remédier au même mal, le législateur d'Autriche-Hongrie décidait par un décret du 8 janvier 1896, que l'apurement des acquits à caution exigerait une exportation de 100 k. de farine pour 100 k. de blés importés. La mesure était sans doute par trop énergique ; du moins peut-elle servir à prouver combien le danger semblait imminent dans l'esprit du gouvernement.

Chez nous, la spéculation dut se sentir atteinte, car les statistiques de l'administration des douanes montrèrent durant quelques temps, après l'application du nouveau décret, une certaine décroissance, tant dans les quantités de blés importés sous le régime de l'admission temporaire, que dans celles exportées pour apurer des acquits à caution.

Le remède semblait donc procurer une certaine amélioration ; devait-il apporter la guérison complète ? Au dire de plusieurs, il n'a pas bouché toute fissure. D'après M. C. Crépeaux (1), 100 kilos de blé ne donnent pas seulement 70 kilos de farine, comme nous le disions plus haut, mais bien 73 kilos. 13 kilos de farine, au lieu d'acquitter les droits ordinaires, payaient donc avant le décret de 1896 les droits du son ; la nouvelle législation exige 10 kilos de farine en plus ; le spéculateur profitera donc encore d'une réduction de droit sur trois kilos.

(1) Op. cit.

Quant aux deux p. cent, regardés comme déchets, ils ne seraient pas, paraît-il, aussi inutilisables que les différents décrets semblent le laisser croire. Dans la *Réforme économique* (1) « un grand industriel du nord » affirme que le rendement en farine est encore plus fort. Voici, d'après lui, ce qu'une bonne fabrication donne par quintal de blé :

- 60 k. de farines premières.
- 4 k. de petites farines premières.
- 6 k. de farines deuxièmes.
- 1 k. de farine bise.
- 2 k. de remoulage blanc.
- 3 k. de remoulage bis.
- 22 k. de son.
- 2 k. de déchet.

De ce calcul, il résulte que l'exportateur devrait payer 0 fr. 60 centimes par quintal sur 22 kilos de son et présenter 76 kilos de produits propres à la panification.

Voici, au contraire, quelques chiffres plus rassurants, chiffres qui ont été cités devant une commission de la société nationale d'agriculture, chargée en 1896 de dresser un rapport sur le régime de l'admission temporaire en Allemagne. « Dans une note qu'il a communiquée à la commission, M. Jules Bénard a montré les résultats que donne l'application des nouveaux règlements. S'appuyant sur les travaux de la commission officielle des farines, présidée par M. Aimé Girard et appliquant ces données aux quantités de blé mises en œuvres et à celles des farines réexportées en 1895, M. Bénard arrive à cette conclusion que la fissure existant dans le régime de l'admission temporaire avait provoqué pour le trésor public une perte de 3.755.000 francs. (Le bénéfice réalisé par la meunerie aurait porté sur 678.000 quintaux entrés franco de droit). Avec le nouveau régime, la perte serait inférieure à 300.000 francs. En d'autres termes, la prime

(1) N° du 21 mars 1897.

qui était de 1 fr. 10 environ par sac de farine exportée, ne sera plus désormais que de 0 fr. 10 environ ; elle est insignifiante et ne saurait entrer en ligne de compte (1). »

Le remède peut donc passer pour efficace ; désormais la spéculation, étroitement surveillée, trouvera difficilement dans une réglementation, qui de toute part la cerne, une fissure pour écouler à la dérobée des marchandises. Dernièrement encore le conseil supérieur de l'agriculture, réuni sous la présidence de M. Viger, refusait de voter une modification au régime actuellement en vigueur (2). Dans la préoccupation de se garantir des manœuvres d'un commerce illicite, le législateur a tout prévu, au risque de compliquer et de surcharger son œuvre par de nombreux détails d'administration. Et alors, dans l'application, cette perfection peut devenir un défaut.

La spéculation ne sera-t-elle pas tentée en effet d'amener des confusions entre les nombreux types de farine prévus par les décrets, pour en retirer quelques profits ? Quelle n'est pas la difficulté pour classer, par exemple, les différentes dispositions en vigueur à la suite du décret du 9 août 1897. Certains types sont communs aux farines de blé tendre et aux farines de blé dur (farines au taux de 60, 70 et 80 d'extraction). Le type 90 % est spécial au blé dur ; le type à 50 % est spécial

(1) Voir le rapport de M. de Meaux, inspecteur des finances, sur le régime de l'admission temporaire en Allemagne.

(2) Le décret du 9 août 1897 a modifié des types de farine fixés par le décret de 1896. Voici d'après son article 3 les quantités de farine et de son qui doivent être présentées à la sortie. Pour les farines de blé tendre au taux de 50 % d'extr. soit 50 k. de farine au taux de 50 % d'extr., 17 k. 500 de farine au taux de 70 % d'extr., 30 k. 500 de son ; soit 62 k. 500 de farine au taux de 50 % d'extraction avec 35 k. 500 de son. Pour les farines de blé tendre et de blé dur au taux de 60 % d'extraction soit : 60 k. de farine au taux de 60 % d'extraction ; 10 k. de farine au taux de 80 % avec 28 k. de son ; soit 67 k. de farine au taux de 60 % d'extraction avec 30 k. 500 de son. Ce décret règle aussi un type pour les semoules de blé dur au taux de 50 %.

au blé tendre. Pour plusieurs de ces types, il existe, deux modes d'apurement. En ce qui concerne les semoules de blé dur au taux de 50 %, nous possédons une réglementation différente. L'admission temporaire est concédée à l'amidonerie, par un décret spécial ; c'est le décret du 16 avril 1897 qui l'accorde à cette industrie pour les blés tendres ; jusque-là les blés durs pouvaient seuls en profiter. Une telle législation doit rendre la tâche du contrôle singulièrement difficile. L'Allemagne a préféré un système plus simple ; elle a adopté un type unique : Pour la farine de blé le taux de 75 % d'extraction ; pour la farine de seigle, le taux de 65 % d'extraction. Mais nous ne pouvons comparer la situation de cet État avec la nôtre et désirer pour la France un régime semblable. La Russie, le Danemark, les pays scandinaves, clients ordinaires de l'Allemagne pour la farine, n'exigent pas des types supérieurs. Chez nous, il en est autrement ; les acheteurs de marchandises françaises comptent sur des produits plus finis et mieux travaillés. Il faut remarquer d'ailleurs qu'en Allemagne, on ne paie aucun droit, sur le son provenant de la mouture ; c'est donc pour cette matière une exemption complète, qui doit encourager l'importation des blés étrangers.

Une moindre diversité parmi les types de farines adoptées, nous préserverait-elle totalement du danger de la spéculation ? Assurément non. Cette dernière rencontre en effet autre part un excellent terrain où elle a pu pendant longtemps glaner à son aise de gros bénéfices ; nous voulons parler du trafic des acquits à caution (1).

Un importateur, du midi de la France, importe un chargement de blé, qu'il place sous le régime de l'admission temporaire ; un commerçant du Nord, un mino-

(1) Il faut signaler un autre défaut dans le régime de l'admission temporaire des blés durs. Ces blés, peu cultivés en France, sauf dans la Limagne, ont pris une grande extension en Algérie et en Tunisie. Le décret du 21 octobre 1896 a autorisé les semouliers qui reçoivent des blés durs en admission temporaire à

tier par exemple, se propose immédiatement pour apurer ce compte, en exportant par la frontière de sa région la quantité de farine exigée; en échange du service rendu, il réclame d'ailleurs le paiement d'une prime, levée sur le bénéfice qu'a trouvé l'importateur dans l'exemption du droit de douane. Ce trafic, autorisé par la réglementation moderne, n'entraîne pas dans le programme du législateur de 1828. « L'admission temporaire se limite, très nettement, à la faculté d'opérer un travail de main-d'œuvre sur une matière étrangère, qui n'existe pas sur le marché français, qui n'est admise en France que pour procurer au travail français le bénéfice de cette main-d'œuvre et qui doit ressortir après avoir reçu cette façon, sans avoir pu ainsi affecter le marché intérieur de la France. »

Telle était l'idée première. « Ici au contraire ce n'est pas le blé importé qui ressortira en farines. Il n'aura pas été importé pour être soumis à la mouture et à la réexportation.... L'importateur échappera à cette réexportation par la faculté de faire apurer son acquit par une farine quelconque, fabriquée sur un point quelconque du territoire et présentée à la sortie par n'importe quel bureau de douane de la frontière (1). » Nous rencontrerons, sur nos marchés, du blé entré sous le couvert de l'admission temporaire; ce blé, exempt de droit, sera mis en concurrence avec des céréales nationales; pour ces dernières, par conséquent, la protection n'existe plus. De ce fait, voici un exemple, présenté par M. Le Breton, ancien sénateur, dans une conférence donnée à Rennes en 1891. « L'importateur achète au

assurer les acquits à caution d'entrée de blé tendre avec des farines de blé dur. Or les blés durs rendent 70 à 80 % à la mouture en farines panifiables et ces farines sont d'un prix notablement inférieur aux farines de blé tendre de qualité similaire. Là encore, le minotier trouvera moyen d'acquitter son entrée de blé tendre avec des produits de blés durs à bas prix. (Réforme économique du 21 mars 1897).

(1) Rapport de M. Edmond Caze sur le décret de 1897.

Havre 100.000 quintaux de blés exotiques, payables à 60 jours, au prix de 16 francs le quintal, droit de douane non compris, en déclarant qu'il les introduit au titre de l'admission temporaire, c'est-à-dire, qu'il s'engage à réexporter ces 100.000 quintaux sous forme de farine, dans un délai de trois mois (aujourd'hui deux mois) ou de payer à cette échéance le droit de 7 francs, soit pour cent mille quintaux, 700.000 francs de droit de douane..... En même temps, souvent même, la veille ou le lendemain de son achat, il revend ces 100.000 quintaux de blé à des meuniers au prix de 21 francs le quintal, droit acquitté, et il en reçoit le paiement soit en espèces, soit en traites à brève échéance et dans tous les cas escomptables. Mais s'il revend ce blé à 21 fr. seulement, droit acquitté, comme outre les 16 fr. qu'il doit au vendeur, il doit 7 francs de droit à la douane par 100 kilos, sera-t-il en perte de 2 francs par quintal, c'est-à-dire de 200,000 francs ? N'ayez crainte ; comme l'écart entre le prix du blé dans certains de nos départements et le prix du blé à Londres ou à Anvers est de moins de 5 francs, comme pendant la plus grande partie de l'année dernière (1896), cet écart n'était que de deux ou trois francs et même pour certaines localités de l'ouest de 1 franc seulement par quintal, notre spéculateur n'aura pas de peine à trouver un minotier de la frontière, qui moyennant une concession de 3 fr. 50 à 4 francs, se chargera de libérer son acquit à caution, c'est-à-dire de l'affranchir de son obligation à l'égard de la douane, en exportant 60 k. de farine ou 57 k. de pâtes alimentaires pour chaque quintal importé. » (1).

De cet exemple, voici ce que nous devons conclure : si l'importateur avait été forcé de payer le droit de 7 francs, il y aurait eu nécessité pour lui de vendre le quintal, au moins à 23 francs au meunier, et ce meunier, désirant écouler ses farines à l'étranger, aurait

(1) Causes de la mévente du blé ; moyens d'y remédier. Congrès agricole de Rennes 1897 (27 mai).

peut-être contribué à y relever les cours. D'autre part, l'Etat encaissait le montant de la taxe. Par suite de l'entrée sous le régime de l'admission temporaire, il renonce à ce bénéfice et les 7 francs se divisent alors en deux parts, en deux primes : une prime d'importation, pour récompenser sans doute celui qui fournit des blés étrangers au minotier français ; une prime d'exportation pour encourager la vente des farines à l'étranger. La première prime permet de ne réclamer sur nos places qu'un prix inférieur à celui légitimement exigé par un agriculteur protégé d'un droit de 7 francs ; la deuxième utile en ce qu'elle provoque l'exportation, favorise d'autre part la baisse des cours chez nos voisins, fait qui nous est certainement préjudiciable (1).

Que se serait-il passé avec une réexportation à l'identique ? Le minotier, devenu importateur et exportateur, étant bien surveillé, n'aurait eu aucune influence sur le cours du marché national ; rien ne l'aurait poussé d'ailleurs à agir sur le prix du blé français, lui, qui travaille avec des céréales provenant de l'étranger. Mais, d'autre part, l'absence de sa demande aurait entraîné l'accumulation de marchandises dans nos propres greniers ; la prime à l'exportation n'aurait pas en effet fonctionné. Ce point vaut la peine d'être noté et alors voici finalement comment la question se pose : des deux situations suivantes qu'elle est la préférable pour le prix du blé ? une offre à bas prix de blés étrangers, suivie d'une demande, d'une exportation de blés français ou nationalisés ; ou une importation de blés étrangers suivie d'une réexportation de farines à l'identique ? Les deux cas peuvent tout d'abord paraître semblables ; ils ne le sont pas en réalité, croyons-nous. Dans le premier, le spéculateur entre en scène ; on risque par conséquent tout au moins d'avoir à souffrir de son influence. Dans le

(1) Pour être absolument juste il faut ajouter que la deuxième prime, revenant au minotier exportateur, peut permettre à ce dernier d'acheter le blé français à un prix un peu plus élevé.

deuxième, seul le véritable industriel joue un rôle, et ce rôle ne semble pouvoir qu'être inoffensif ; il n'aide pas à relever les cours, mais du moins n'agit pas directement dans le sens de la baisse. La demande du meunier exportateur sera-t-elle au contraire toujours capable de relever un cours opprimé par l'offre continue de marchandises étrangères, exemptes de tout droit d'entrée ? Il est permis d'en douter ; le plus sûr moyen, après tout, d'éviter un mal, c'est (avant de chercher le remède qui le guérira) de ne point le commettre. « Que fait l'admission temporaire ? disait M. Méline en 1892, lors de la discussion du tarif général ; l'admission temporaire crée sur le marché intérieur deux sortes de produits, ceux qui n'ont pas payé de droit et ceux qui l'ont payé. Et alors, en vertu de cette loi naturelle, qui fait que le produit le moins cher règle les cours du marché, vous devinez que ce sont les produits qui entrent en franchise, c'est-à-dire ceux qui bénéficient de l'admission temporaire, qui règlent les cours du marché. »

Du trafic des acquits-à-caution, il résulte du moins une conséquence heureuse, que nous tenons à faire remarquer : l'égalisation, le nivellement des prix dans l'espace. La région du nord, où abonde le blé, est débarrassée d'une surproduction dangereuse pour les cours ; la région méridionale échappe à l'exagération dans la hausse, grâce à un approvisionnement assuré par les blés étrangers. Cette solidarité entre les différentes parties d'un même pays, établie et sanctionnée par le législateur, n'est certes pas pour nous déplaire. Nous y reconnaissons ce même avantage, remarqué déjà dans un chapitre précédent à propos de la spéculation des marchés à terme. Mais encore ici, à côté de cet heureux résultat, il nous faut noter de nombreux et graves inconvénients.

La spéculation va trouver, en effet, dans l'admission temporaire, en dehors même du trafic des acquits à caution, un précieux instrument pour opprimer les cours ; cette législation va offrir à l'agiotage de précieu-

ses occasions pour entrer en scène. Le blé, importé sous ce régime, se confondant durant son séjour en France avec les céréales destinées à la consommation, il lui est aisé de profiter de son passage sur le territoire pour simuler une surproduction, une surabondance. D'autre part, jusqu'au décret du 9 août 1897, l'importateur jouissait d'un délai de trois mois pour apurer son compte et l'Etat, comme pour favoriser ses calculs, lui accordait durant ce laps de temps un véritable crédit, même jusqu'au décret du 9 février 1894, un crédit gratuit. A cette époque seulement, il fut décidé que « les farines, constituées en entrepôt à la décharge de comptes d'admission temporaire, devraient, en cas de mise à la consommation acquitter les droits du blé dont elles proviennent, *avec l'intérêt légal des droits à dater du jour de l'importation* » (1). Ce crédit aujourd'hui n'est donc pas gratuit et de plus se trouve limité à un intervalle de deux mois. L'avantage accordé au spéculateur est moins considérable ; il vaut encore cependant la peine d'être noté ; il ne peut qu'être utilisé par tous ceux qui ont un intérêt à amener une baisse.

Quels seront ces spéculateurs, ces agioteurs ? Un minotier, peut-être, voulant écouler à l'étranger la marchandise travaillée dans ses usines. Or à l'étranger, cet industriel rencontre des prix très peu élevés ; il sera donc poussé à peser sur les cours du marché national, pour obtenir un nivellement, qui ne peut que lui être favorable.

Le spéculateur sera encore et pour la même raison, le commerçant importateur, désireux de voir le marché français se rapprocher du cours voisin, pour trouver aisément un exportateur voulant bien apurer des acquits à caution ; ou encore ce capitaliste (petit ou grand) à la

(1) Ce même décret stipule que les blés d'origine extra-européenne, importés des entrepôts d'Europe, ne seront admis au bénéfice de l'admission temporaire qu'à la condition d'acquitter la surtaxe d'entrepôt.

recherche d'un marché fictif; nous retrouvons celui-ci partout où il y a quelques chances à courir, quelque jeu à risquer; car on joue, paraît-il, sur un acquit à caution, comme sur un achat ou une vente. M. Sagnier a écrit à ce propos : « D'après les renseignements que nous avons pris aux sources les plus autorisées, on ne compte aujourd'hui (avant le décret du 9 août 1897) que 10 p. 100 de blés reçus temporairement, qui aillent directement à la meunerie; 90 p. 100 entrent dans la circulation commerciale et ne vont à la meunerie qu'après avoir servi à des opérations multiples, auxquelles, par la définition même du régime, elles devraient rester étrangères ». Dans une enquête entreprise par le gouvernement d'Autriche-Hongrie (dans les moulins de Budapest) on n'a trouvé que 90.000 quintaux de blé sur plus de 3 millions déclarés à l'admission temporaire (1).

On aperçoit, à la lumière de ces quelques faits, le danger encouru par l'agriculture; il fallait une répression énergique et le législateur semble l'avoir comprise. La réglementation paraît aujourd'hui suffisamment serrée, pour devoir arrêter ou du moins gêner la spéculation. Le seul, le grand remède, employé jusqu'à ces derniers temps, consistait à exiger, (la réexportation à l'identique étant impossible à établir), l'exportation de la farine par le bureau même de douane où elle avait été importée. La réglementation risquait alors de compromettre les intérêts de la minoterie. Tel était par exemple l'esprit du décret du 1^{er} juin 1850, décidant que la réexportation par tous les bureaux serait désormais interdite et disposant que cette opération devait avoir lieu par l'un des bureaux de la zone indiquée dans la loi sur l'échelle mobile.

En 1861, l'échelle mobile ayant été supprimée, les exportations furent permises par tous les bureaux ouverts à l'importation, et depuis 1868 par tous les bureaux de douane. Un décret du 18 Octobre 1873 revient

(1) Signalée par M. Crepeaux en 1897 (op. cit.).

à la 1^{re} législation, en stipulant « que la réexportation des farines ne peut avoir lieu que par l'un des bureaux de la direction des douanes par laquelle l'importation a eu lieu. » A cette époque, il y avait 21 directions, 21 zones. L'article 6 du décret du 29 Juillet 1896, stipule au contraire que « pour la réexportation des produits de la mouture, le territoire français est divisé en cinq zones ; la réexportation des farines et des semoules pourra avoir lieu par tous les bureaux de la zone dans laquelle l'importation des grains aura été effectuée ». Ainsi, ce décret essayait d'établir un régime de conciliation, entre deux intérêts parfois opposés, celui de l'agriculture d'une part, celui de la meunerie d'autre part ; il diminuait la protection accordée en 1873 au producteur agricole contre la spéculation, pour laisser un peu plus de liberté au commerce dans ses réexportations. Et, ce faisant, il rendait encore service, en un certain sens, à l'agriculteur, puisqu'il facilitait l'écoulement des farines au-dehors, évitait l'encombrement de marchandises sur certaines parties du territoire abondamment pourvues.

Mais de cette indépendance nouvelle accordée au spéculateur, si étroitement surveillé jusque-là, ne devait-on pas redouter des conséquences fâcheuses, et tout au moins, un encouragement pour le trafic des acquits à caution ? La minoterie et la spéculation se confondaient-elles à ce point de se voir dans l'impossibilité de favoriser la première, sans faire revivre la seconde ? Le décret du 16 Avril 1897, relatif à l'admission temporaire des blés pour l'amidonerie, semble avoir trouvé le véritable moyen, pour écarter le danger tout en sauvegardant les droits respectables : les déclarations d'admission temporaire, stipule-t-il, ainsi que les déclarations de réexportation ou de constitution en entrepôt devront être faites au nom et pour le compte des fabricants.

C'est le retour à l'esprit même de l'institution. Le décret du 9 août 1897 en fait une application aux blés durs et aux blés tendres importés pour la mouture. « Art. 1^{er} :

les froments étrangers destinés à la mouture pourront être importés par tous les bureaux de douane ouverts à l'importation des céréales. La réexportation des farines, semoules et sons pourra être effectuée par les ports d'entrepôt réel ou par les bureaux ouverts, soit au transit, soit à l'entrée des marchandises taxées à plus de 20 francs les cent kilogrammes. — Art. 2 : les soumissions d'admission temporaire ne pourront être souscrites, que par des meuniers. Elles ne pourront être apurées que par des déclarations de réexportation signées par le soumissionnaire ou son fondé de pouvoir. Toutefois, le meunier, soumissionnaire d'un acquit-à-caution, pourra céder ce titre à un autre meunier chargé de le faire apurer. Cette cession sera opérée par voie d'endossement dans les 10 jours de la délivrance de l'acquit-à-caution. Le soumissionnaire et sa caution demeureront responsables de l'apurement. Les déclarants s'engageront par une soumission cautionnée, à réexporter ou à réintégrer en entrepôt, dans le délai de 2 mois, etc. ».

De cette réglementation nouvelle, la minoterie ne semble pas devoir souffrir et d'autre part l'agriculture voit sa sécurité augmentée : attribution du caractère nominatif à l'acquit-à-caution, limitation à deux mois, pour son délai d'apurement, validité reconnue à un seul endossement de minotier à minotier, déclaration du nom de l'endosseur dans les dix jours suivants, telles sont les caractères distinctifs de la dernière législation. A l'égard de la spéculation, la méfiance y est donc très marquée ; c'est le pendant de ce qui se passe en Allemagne. Dans ce pays, en effet, nous retrouvons le même esprit. L'industriel qui veut profiter de l'admission temporaire doit être agréé par l'administration ; il faut qu'il jouisse de sa confiance. Les titulaires d'un compte ne sont pas autorisés à vendre leurs blés étrangers à l'intérieur à l'état de grains ; ils doivent auparavant les transformer en farines. Mais en fait, par suite du mélange du blé étranger et du blé indigène, cela n'est pas observé. En 1895, sur 149 comptes existants, trente-huit ont été supprimés ;

l'administration ne se contente pas d'exiger que les exportations s'effectuent par l'un des bureaux de la direction où l'importation a eu lieu; elle s'assure que les blés pris en charge ont été réellement conduits chez le titulaire du compte et que les farines dont il est donné décharge parviennent toutes de son établissement. Remarquons, d'ailleurs, que les industriels peuvent échapper à ces restrictions, en recourant aux bons d'importation (1).

Des modifications aussi importantes dans la législation française doivent se refléter dans les statistiques.

Voici les chiffres fournis par le Bulletin du Ministère de l'Agriculture, à ce propos :

Blés importés sous le régime de l'admission temporaire, y compris le reste à apurer de l'année précédente (en quintaux métriques).

Année 1896 — 8.115.334

— 1897 — 8.243.260

— 1898 — 5.251.253

En ce qui concerne le département des Basses-Pyrénées, on avait importé 109.678 q. en 1897, En 1898, il n'en rentre que 29.506 q.

L'importance des stocks de blé restant à apurer au 31 décembre est à noter tout spécialement; en effet, la présence sur notre territoire de grosses quantités de céréales étrangères au moment même où le paysan fait les offres de sa récolte, ne peut qu'être funeste au prix du marché. Si la grosse minoterie choisit cette époque pour faire venir du blé étranger en admission temporaire, voici le bénéfice qu'elle peut en tirer : « Comme légalement le trésor français s'est constitué son banquier pour deux mois, elle transforme ce grain en farine qu'elle livre à la consommation intérieure. Alors le cultivateur français se trouve en présence de demandes insuffisantes et se voit forcé ou de garder sa marchandise, ce qu'il ne peut faire faute de crédit, ou de baisser

(1) Rapport de M. de Meaux, inspecteur des finances.

ses prix de vente... Puis on apurera les acquits, la farine montera, le blé aussi, mais comme la masse des cultivateurs se sera déssaisie de son grain, la spéculation seule profitera de la hausse. Il en résultera, que le consommateur mangera du pain à raison d'un prix de 22 ou 23 francs les 100 kilos de blé, quand le cultivateur aura vendu le sien 17 ou 18 francs le quintal (1). » Or le stock, restant à apurer au 31 décembre pendant longtemps, a été très faible. A la fin de 1886, il n'était que de 400.000 quintaux. Mais en 1895 les choses ont bien changées, l'administration des douanes l'estime cette année à 1.613.205 quintaux; en 1896, à 1.938.981 quintaux; dès 1897 le chiffre commence à baisser; il tombe à 1.634.526 quintaux, et en 1898 à 708.369 quintaux (2).

Il faut donc reconnaître, même de nos jours, au régime de l'admission temporaire, une certaine part d'influence dans la fixation des prix sur le marché français. L'avenir dira si le dernier décret est appelé à remédier pour longtemps au mal. De ce mal, d'ailleurs, gardons-nous d'exagérer l'importance. C'est assurément avec un autre caractère de gravité que se posent les questions exposées dans les précédents chapitres. En somme, ici, les inconvénients qui découlent de l'application de notre législation sont assez restreints; les corriger paraît donc en principe relativement aisé.

Théoriquement la législation semble pouvoir couper court à toute nouvelle tentative venant de la part de la spéculation, en appliquant le régime du drawback; que pourrait cette spéculation, en effet, le jour où la matière première, payant le droit à son passage à la frontière, ne serait remboursée de ses débours qu'au moment même de son exportation? Mais la mise en pratique de ce régime présente de nombreuses difficultés; l'expérience en a été faite, et on ne voudra pas probablement de longtemps la renouveler.

(1) Réforme économique du 21 mars 1897.

(2) Bulletin du Ministère de l'Agriculture.

APPENDICE

A propos des moyens qui encouragent et favorisent la spéculation, il est juste de citer, outre le régime de l'admission temporaire, celui des entrepôts réels ou fictifs et une réglementation défectueuse des transports par voie ferrée.

Que le fait de pouvoir maintenir durant deux ou trois ans sur notre territoire des céréales exemptes du droit d'entrée, soit une arme précieuse entre les mains de l'agioteur, aucun doute ne doit exister sur ce point. Le premier soin de tout spéculateur à la baisse est de faire croire à la surabondance et, s'il veut réussir dans cette opération, il y a nécessité pour lui de disposer d'un certain stock de marchandises. Ce stock apparaîtra au moment convenu ; il servira de réserve, prête à se montrer sur la place, pour anéantir et arrêter toute tendance vers la hausse. Encore cette réserve coûterait-elle assez cher, si, en entrant sur le territoire, elle avait à acquitter la taxe commune. Heureusement pour elle, le législateur a levé la barrière à son égard ; elle peut librement peser sur nos cours durant deux ou trois ans ; et si, ce temps passé, le commerce n'a plus besoin de ses services, il l'expédiera en d'autres régions ; le droit de douane n'aura pas été payé.

Il est d'ailleurs inutile, croyons-nous, d'insister sur ce point : pour juger et délimiter les conséquences fâcheuses d'une pareille réglementation, qu'il nous suffise de citer quelques chiffres s'y rapportant :

Situation des entrepôts à la fin du mois de Décembre (froment, épautre et méteil) (en quintaux métriques) (1).

1898 :	221.239
1897 :	1.186.999
1896 :	1.033.439
1895 :	960.478

Souvent les Compagnies de chemins de fer ont été invitées à baisser leurs tarifs en faveur des produits agricoles ; et ces derniers, en effet, paraissent bien dignes d'un traitement spécial. Le paysan dépend du sol qu'il travaille ; il ne peut, à la différence de tant d'autres, transporter son établissement à portée des centres industriels. Pour écouler sa marchandise comme pour amener sur ses terres les engrais nécessaires à la culture il dépend des sociétés de transport en général, des compagnies de chemin de fer en particulier.

Celles-ci ont consenti à rabaisser leurs tarifs ; mais bien souvent, seuls les transports à grande distance ont été autorisés à bénéficier de ces avantages. Ce fait suppose déjà une faveur accordée au blé étranger, celui-ci ayant fréquemment un plus long parcours à effectuer sur notre propre territoire que le blé indigène lui-même, consommé ordinairement dans la région de production(2). On est donc bien en droit d'y voir un encouragement spécial donné à l'importation. Il y a plus : le cours du blé dans le port même d'arrivée est influencé surtout par la valeur du blé étranger. Les frais occasionnés par un parcours de peu d'importance sont cependant suffisants

(1) Bulletin du ministère de l'Agriculture.

(2) En novembre 1897, M. Turrel, ministre des travaux publics, écrivait à M. G. Graux, député : plus de la moitié du tonnage total est transporté à moins de 100 kilomètres et au-dessus de 200 kilomètres, les transports ne dépassent pas 10 % du tonnage total ». Sur le réseau de l'Orléans, on a pu constater que le transport des « blés et farines dans un rayon de 60 kilomètres seulement est de 200,000 tonnes, soit le cinquième du trafic total des grains et farines ».

pour empêcher le cultivateur de notre pays d'y disputer avantageusement les demandes du commerce des ports. M. Edmond Caze signalait un exemple à ce sujet à la tribune de la Chambre en 1896 : « Si vous parcourez avec attention, disait-il, les barèmes qui concernent le blé sur nos différents réseaux, surtout dans la zone initiale celle de 100 kilomètres, celle qui par conséquent intéresse le plus la production indigène et les relations entre consommateurs et producteurs régionaux, vous êtes obligé de reconnaître que ces barèmes s'élèvent de 5 à 8 centimes par tonne et par kilomètre. Sur les réseaux de Paris-Lyon-Méditerranée, de l'Orléans, du Midi, au lieu d'une tarification de 3 centimes et parfois même inférieure pour la tonne kilométrique appliquée à la houille, vous voyez partout pour le blé une tarification variant entre 6 et 8 centimes. En ce moment à Marseille, les blés étrangers se paient 14 fr. 75 ; en y ajoutant le droit de 7 francs, le prix du blé se trouve porté à 21 fr. 75. » Or, faisait remarquer M. Edm. Caze, à 400 kilomètres de cette ville, il est une région qui envoie des blés à 21 fr. 72 ; le prix de transport de ces blés est de 1 fr. 95 les 100 kilogrammes, c'est-à-dire 5 centimes $1/2$ la tonne et le kilomètre. Supposez qu'au lieu de 5 centimes $1/2$, le prix de transport soit abaissé à celui de la houille, à 3 centimes la tonne, il en résulterait que le commerce, tout en maintenant son prix de vente à Marseille à 21 fr. 72, pourrait surélever son prix d'achat et donner à la culture 80 ou 85 centimes de plus par cent kilogrammes ».

Depuis 1896, époque citée par M. E. Caze, les Compagnies, ont modifié leurs barèmes et les chiffres que nous venons de reproduire ont pu perdre de leur première exactitude. Mais notre intention n'est point d'exposer ici l'histoire complète des tarifs ; cette histoire serait trop longue. Nous voulons simplement indiquer brièvement l'influence qu'ils ont pu avoir sur le prix et dire quel esprit doit présider à leur établissement, si l'on se propose de porter secours à l'agriculture.

A cette agriculture, il faut donner le plus de facilités

possible pour faire circuler ses produits à l'intérieur du pays ; et favoriser tout spécialement les transports à petite distance. Les Compagnies ont d'ailleurs, nous nous empressons de le reconnaître, fait preuve d'une réelle bonne volonté en ce sens.

A plus forte raison doivent-elles éviter en principe, d'accorder des rabais spéciaux, aux blés provenant des places frontières. Une semblable faveur, accordée à nos concurrents étrangers, détruit et bouleverse toute l'économie de la législation douanière. Voici cependant quelle était la situation sur le réseau du Nord par exemple, avant la tarification de novembre 1897 : le minimum de distance, exigé pour être en droit de jouir de la réduction des tarifs, était de 250 kilomètres. Or de Lille à Paris, il y a 247 kilomètres ; de Douai 218 kilomètres. De Calais, au contraire on mesure 298 kilomètres ; de Dunkerque 305 kilomètres. « Prenez le tarif du Havre à Paris, disait M. Edmond Caze, à la Chambre des Députés ; pour 226 kilomètres, le prix de transport du blé est de 8 fr. 50, ce qui établit le prix de tonne kilométrique, à 3 centimes 31. Si en regard vous mettez les prix de transports d'une même zone de 200 kilomètres, par exemple de la Nièvre ou du Cher sur Paris, vous reconnaissez que les barèmes accordés aux blés à destination de Paris donnent un prix de 11 francs la tonne. Il en résulte que pour faire venir à Paris une tonne de blé de la Nièvre ou du Cher, il faut payer 44. p. 100 de plus que pour la faire venir du Havre. »

L'encouragement donné à l'importation est donc évident ; forcément les cours des marchés nationaux doivent en souffrir. Ils ont dû surtout en souffrir jusqu'ici ; car d'une part les tarifs ont été modifiés et souvent améliorés depuis quelques années ; d'autre part les importations diminuent ; leur influence sur les cours devient de plus en plus minime.

Ce n'est donc point sur ces petits côtés de la question que doivent se porter spécialement nos préoccupations.

CONCLUSION

De cette étude de la question des prix du blé, nous devons tirer des conclusions intéressantes, sans doute, d'abord à un point de vue scientifique, purement spéculatif, mais intéressantes aussi et surtout, parce qu'elles nous permettent de coopérer efficacement à l'effort commun pour le relèvement de l'agriculture. De la constatation des faits passés, il faut savoir, en effet, tirer des leçons utiles pour l'avenir ; aux remèdes préconisés par le législateur dans le but d'améliorer le sort du cultivateur, un temps suffisant a été accordé pour faire leurs preuves. Le moment est donc venu de rechercher les résultats heureux qu'ils ont pu produire, ceux qu'ils n'ont pu réussir à provoquer.

La complexité même du problème qui se pose, voilà bien, semble-t-il, le fait le plus frappant, pour ceux qui travaillent à sa solution. Les facteurs naturels agissent à côté de ceux créés par la loi ou résultant des usages du commerce. Ils s'enchevêtrent les uns dans les autres au point qu'il est parfois difficile dans un même fait de les distinguer, de les isoler, pour reconnaître et délimiter le rayon d'influence de chacun.

Et cependant l'analyse permet presque partout et toujours de découvrir l'action plus ou moins sensible des lois ordinaires de l'offre et de la demande. Nous avons retrouvé cette influence dans l'étude de la question monétaire, comme dans celle de la législation douanière. Si d'une modification de valeur des métaux résulte un si

grand dommage pour le prix du blé, n'est-ce pas, après tout, parce que l'abondance de cette céréale active particulièrement la concurrence entre commerçants. Et c'est bien la même raison qui de nos jours rend impuissante la protection du droit de douane. L'agioteur, lui-même, obéit à l'impulsion commune, lui dont la fonction essentielle semble pourtant consister à fixer arbitrairement les cours ; capable d'accentuer, d'exagérer une tendance naturelle vers la hausse ou vers la baisse, il entreprend rarement d'imprimer aux prix une direction nettement opposée.

Faut-il donc « laisser faire, laisser passer » et assister, impuissants, au jeu naturel des rouages de l'offre et de la demande, ces rouages fussent-ils meurtriers pour l'agriculture ? Non certes, et ici l'expérience du temps passé sera un enseignement précieux, que nous n'aurons garde de laisser tomber dans l'oubli. On ne peut pas sans doute annuler et détruire la force qui entraîne le mouvement général des valeurs. Du moins, est-il possible d'endiguer cette force, de la maintenir dans de sages limites, et voilà bien le rôle rempli par la protection vis-à-vis de l'agriculteur. Elle s'est dressée contre l'invasion étrangère, a amorti les coups qu'on voulait porter à notre production nationale, tandis que celle-ci, confiante dans la force d'un si précieux rempart, se livrait au travail, fertilisait notre sol. « La position de la France en ce qui concerne la production et le commerce des céréales est bonne, excellente même par rapport à celle des pays voisins », tel est l'avis que vient d'exprimer M. Tisserand, directeur honoraire de l'agriculture devant la commission permanente des valeurs de douane (1). Ce résultat, a-t-il fait remarquer avec raison, est dû « à une équitable et efficace protection douanière, comme aux progrès réalisés par nos agriculteurs », à l'initiative individuelle par conséquent, aidée et soutenue par le législateur. Puisse ce fait

(1) Session 1899.

servir de leçon et l'exemple être suivi dans bien d'autres cas.

L'alimentation nationale est donc assurée par la production même du pays : voilà un premier progrès accompli. Une seconde étape reste maintenant à effectuer, un nouveau but à atteindre ; il faut travailler à relever les cours ; et si dans cette seconde entreprise, l'agriculteur échoue, le bénéfice de sa première victoire sera anéanti ; car de nos jours les prix s'avalissent, le propriétaire foncier ne couvre pas, probablement en plusieurs endroits, ses frais d'exploitation ; le découragement va bientôt s'ensuivre et avec lui l'abandon de la culture. Pour mener à bien cette deuxième partie du programme agricole, aidons-nous des conseils que nous apporte l'expérience du passé, et puisque le système a réussi autrefois, demandons à l'initiative privée d'agir, au législateur de nous protéger.

Sous quelle forme cette protection doit-elle se manifester ? Est-ce par un accroissement du droit de douane ? Non assurément ; un tel remède, nous le savons, ne saurait être efficace. D'autre part une modification dans le système monétaire actuellement en vigueur ne peut être escomptée avant un temps éloigné ; la question soulève des objections trop graves, sa solution réclame le concours de bonnes volontés trop nombreuses pour être en droit d'espérer une prompte amélioration. Peut être le législateur devrait-il essayer de diminuer sur nos marchés les offres du blé, en encourageant l'exportation de cette marchandise, soit au moyen de prime, soit par l'usage de « bons d'importation. » Mais le paiement des primes aggrave la situation, déjà beaucoup trop précaire du budget et l'application du second système comporte l'importation préalable de blés dont nous n'avons que faire (1). Le législateur aurait, croyons-

(1) En Allemagne, on a étendu le pouvoir libérateur des bons d'importation à d'autres taxes que les droits sur les blés en permettant de les consacrer à l'introduction de diverses denrées que l'Allemagne ne trouve pas chez elle (café, thé, cacao, etc.). »

nous, une action plus efficace à tenter, sur un autre terrain, contre la spéculation. Opération délicate, sans doute ; et ici l'Allemagne peut être proposée comme exemple. En visant l'agiotage dangereux et mauvais, on risque en effet d'atteindre comme en ce pays, paraît-il, le commerce licite et bienfaisant. Du moins, sans vouloir supprimer le marché à terme, pourrait-on mieux réglementer la Bourse où il s'effectue : sur ce point une œuvre législative reste à accomplir. Et puis, que l'initiative privée se mette à l'ouvrage ; les lois récentes relatives au crédit et aux warants agricoles sont aptes à devenir entre les mains du monde des champs des armes puissantes s'il sait habilement en user. Aux cultivateurs, elles donnent le moyen de se procurer de l'argent sans être obligés de vendre prématurément leurs récoltes ; aux cultivateurs, par conséquent, elles apportent l'indépendance vis-à-vis du spéculateur ; leur but est de mettre en valeur la solvabilité jusqu'ici presque ignorée du paysan ; on ne peut qu'y applaudir.

Sans doute, il faut bien éviter de se bercer d'illusions trompeuses et savoir regarder en face la réalité des faits, cette réalité fut-elle moins souriante. Quelque fructueux que soient les efforts tentés par l'amélioration des prix de nos produits nationaux, le progrès trouvera vite sa limite dans les cours pratiqués à l'étranger. Les prétentions actuelles de la culture ne peuvent qu'être modestes ; on ne peut plus dans une année normale espérer retrouver les bénéfices connus, il y a quelques vingt ans ; l'hectolitre s'estimait alors dans les vingt francs environ. Mais entre ces prix et ceux d'aujourd'hui la marge est grande, le terrain suffisamment vaste pour pouvoir, pour devoir se mettre à l'œuvre. Il y a besogne utile à faire ; les ouvriers n'ont pas le droit de faire défaut. « L'organisation commerciale de l'agriculture, on ne saurait trop le répéter, est encore dans l'enfance. Isolés, les agriculteurs ne peuvent pas lutter contre la mauvaise fortune ; mais les

Associations agricoles peuvent réaliser pour eux, l'effort vigoureux que les circonstances leur imposent. Qu'elles s'inspirent des lois qui ont été faites pour elles et elles arriveront certainement au but (1). »

Vu :

Le Président de la thèse,
SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

(1) Henry Sagnier (*République française.*)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE I. — La Production. — <i>Y a-t-il actuellement surproduction ? — Cette surproduction peut-elle facilement se réaliser dans l'avenir ? — De l'accumulation des approvisionnements de blés en certaines régions.</i>	9
CHAPITRE II. — La Question monétaire. — <i>Influence de l'importance des stocks monétaires sur les prix. — Histoire des prix. — Crise de 1873. — Maintien de la valeur de l'argent et baisse de la valeur de l'or. — Le prix de revient du blé dans la République argentine ; en Russie ; aux Indes. — Importance de la question monétaire en matière agricole. — La question monétaire et la surabondance du blé.....</i>	25
CHAPITRE III. — Le prix du blé et le droit de douane. — <i>Les droits de douanes réussissent-ils toujours à relever les cours ? — Incidence du droit de douane. — Effet de l'abondance à l'intérieur du pays. — L'abondance durant les campagnes 1894-1895-1896. — Une récolte déficitaire (1897-1898). — Autres exemples. — Le prix du blé dans l'avenir. — Services rendus jusqu'ici par le droit de douane ; son utilité actuelle.....</i>	50

	Pages
CHAPITRE IV. — La Spéculation. — <i>Réglementation de la Bourse du commerce, à Paris. — Avantages résultant de ce mode de spéculer. — Inconvénients : Distinction entre le marché à livraison effective et le marché différentiel. Influence réciproque de l'un sur l'autre. Intérêts nouveaux créés chez le spéculateur ; danger de ces intérêts. — Les spéculateurs travaillent en majorité en faveur de la baisse ; raison de ce choix. Comment on pratique la baisse. — Discussion de quelques arguments mis en avant pour prouver l'influence de la spéculation à la baisse...</i>	77
CHAPITRE V. — L'admission temporaire des blés. — <i>Esprit de la législation sur le régime de l'admission temporaire. — Comment la spéculation l'a détournée de son véritable but. — Le décret de juillet 1896 ; ses avantages et ses défauts. Trafic des acquits à caution. — Les conséquences fâcheuses qui en découlaient pour le prix du blé. — Comment le décret de 1897 y a porté remède.....</i>	118
APPENDICE.....	139
CONCLUSION.....	143



Pau. — G. Lescher-Montoué, imprimeur, 11, rue de la Préfecture.
